

LE DISCOURS GISCARDIEN (*)

PAR

Patrick LEHINGUE

*Diplômé d'études approfondies d'administration publique
de la faculté de droit et des sciences politiques et sociales d'Amiens.*

L'idéologie est partie intégrante du discours politique : elle le traverse, il en est le vecteur privilégié. On peut identifier une triple dimension dans un discours, comme le discours giscardien, triple dimension correspondant elle-même à une triple localisation de l'idéologie.

La dimension la plus évidente est la dimension *thématique*. Le discours interpelle le réel social, s'en saisit, le modèle, le découpe, le trie, le sélectionne. Le locuteur aborde plusieurs thèmes de réflexion et d'action qu'il va s'efforcer de naturaliser et que l'analyse doit précisément désinnocenter. Il s'agit ici de repérer l'idéologie au travail quand elle s'empare de thèmes très généraux comme le changement, la sécurité, l'impératif économique. Plus insidieusement, l'idéologie est présente dans la forme du discours, dans sa structuration interne : le message est « fluidisé » par la manière dont on le fait circuler. Il faut *décoder* le discours, retrouver sa logique interne de présentation des faits, s'intéresser à la position du locuteur-médium et à la tension qu'il fait passer. On sait en effet qu' « indépendamment de toute information, le simple jeu du langage instaure entre les individus certains rapports de collaboration, de luttes de domination et de dépendance » (Olivier Ducrot). Enfin, la composante thématique, épaulée du code interne, est aussi habillée d'une mise en scène qui la précède, voire l'occulte, accrochant l'attention, jouant sur le registre émotionnel. Thématisé et codé, le discours est aussi *théâtralisé* : la personnalité de son émetteur importe donc, même quand il se donne comme transparent ...

(*) Cette étude reprend les grandes lignes d'un mémoire pour le D.E.A. d'Administration publique soutenu à la faculté de droit et des sciences politiques et sociales d'Amiens (nov. 1979), devant un jury composé de : J. Chevallier (prés.), D. Loschak, G. Soulier (303 p. + annexes).

I. — LA THÉMATIQUE

Une première approche thématique qui s'avère décourageante, de par la platitude du texte (que tirer de ce tissu d'évidences ?) et surtout l'ampleur des matériaux disponibles. Sur environ 500 discours recensés (sur la période 1959-1979), un corpus opératoire de 138 interventions présidentielles a été retenu. L'épuration reste pourtant insuffisante pour un premier contact qui nécessite qu'on aille plus à l'essentiel. Cet essentiel peut nous être fourni par des statistiques lexicales, lesquelles se résument à un « hit-parade » des mots les plus utilisés. L'intérêt n'est pas négligeable si l'on admet que « le mot créé par un individu ne prend sa valeur que dans la mesure où il est accepté, repris, répété : aussi, est-il finalement défini par la somme de ses emplois » (1). Fondée sur la fréquence, une telle approche a été utilisée avec bonheur par l'équipe de J. M. Cotteret pour le Général de Gaulle, Dominique Labbé pour le discours communiste, G. Miller pour le Maréchal Pétain, et l'E.N.S. Saint-Cloud pour Saint-Just, Robespierre, Hébert... Elle suppose malheureusement une armature informatique dont nous ne disposons ni directement, ni indirectement. Ni indirectement en ce sens que le traitement informatique du discours n'a été effectué pour V.G.E. que durant une durée trop limitée et surtout trop particulière (2) pour pouvoir être utilisée avec fiabilité. Il faut donc trouver autre chose.

Plutôt que d'envisager les 138 discours présélectionnés, on a préféré, dans un premier temps, travailler sur *Démocratie Française*, seul ouvrage écrit par un Président de la République en exercice, et à ce titre, plus révélateur que les *Mémoires* du Général de Gaulle ou le *Nœud Gordien* de Georges Pompidou. Le « Livre du Président » présente en outre l'avantage sur des discours toujours ponctuels et circonstanciés, de constituer un condensé parfait de la pensée giscardienne, qualifié de l'aveu même de son auteur de « projet de société » (3). Un journaliste « autorisé » (4) surenchérit, avançant que le livre comble l'absence durement ressentie par la majorité, « d'un tissu doctrinal ». A l'égard de cet ouvrage de 191 pages conçu comme un manifeste, l'exploitation lexicométrique serait idéale. Là encore, on doit déplorer son absence,

(1) Pierre GUIRAUD, cité par Régine Robin, *Histoire et linguistique*, A. Colin, 1973, p. 13.

(2) J.M. Cotteret et son équipe ont mené ce travail pour les vingt interventions télévisées des candidats V.G.E. et F.M. ainsi que pour le débat qui les oppose (voir *Giscard d'Estaing-Mitterrand, 54774 mots pour convaincre*). Monica Charlot étend l'étude à Jacques Chaban-Delmas et à Jean Royer mais la restreint aux allocutions du premier tour (Projet, septembre-octobre 1974 : *Le discours télévisé des principaux candidats à la présidence de la République*).

La relative inefficacité des résultats provient d'une surfréquence de termes tels République, Monsieur, Candidat, Campagne, Programme... On les retient néanmoins sous ces réserves.

(3) *Démocratie Française*, p. 13 (toutes les références ont trait à la nouvelle édition) : « Oui, le livre correspondait à un besoin. Jusqu'à sa publication, mes correspondants m'interrogeaient sur mes conceptions, sur « mon projet de société » comme l'on dit pompeusement aujourd'hui. Cette question ne m'est plus posée. Mes interlocuteurs ont la réponse, ou du moins, savent où la trouver ».

(4) O. CHEVRILLON, *Le Point*, n° 212.

l'étude de J. P. Reynaud et de l'Institut Laps décortiquant (5) les 13.345 mots contenus étant pratiquement inutilisable : les chercheurs ont, en effet, cru bon de regrouper les mots en « famille », ne distinguant plus le verbe pouvoir de son substantif, ou assimilant des termes aussi différents que collectivisme, collectivisation (utilisation péjorative dans le discours giscardien) (6), collectif et collectivité (utilisation laudative). Le problème reste donc entier qui consiste à découper un corpus peu important (faute de traitement informatique possible), mais suffisamment riche pour révéler un essentiel discursif. Opération éminemment subjective, car comment décréter à priori que tel ou tel thème est ... essentiel, que sans lui le discours serait gravement amputé et perdrait de sa cohérence. On a finalement choisi de confier au Président de la République lui-même la tâche d'indiquer la substance ineffable de son propos. Subjectivité minimale en l'occurrence, le locuteur présentant ce qu'il considère comme fondamental, l'observateur se réservant de démonter les ressorts de cette mise en valeur. La sélection de ce corpus opératoire se présente comme suit :

- le résumé de *Démocratie Française* qu'a fait V.G.E. lui-même dans sa préface de 1978 (pp. 15 et 16) ;
- la phrase mise en exergue de la nouvelle édition en Livre de Poche ;
- enfin le plan de *Démocratie Française*.

Un relevé des fréquences serait de peu de poids, sur un échantillon aussi réduit. Même une analyse de contenu n'est pas évidente, faute de pouvoir avec certitude réunir les conditions posées par Madeleine Grawitz, à savoir des catégories exhaustives, pertinentes, et surtout exclusives (en fait, on observe des relations d'intersection entre catégories qui donnent d'ailleurs toute sa cohérence au discours giscardien).

Tentons malgré cette restriction, de dégager les catégories essentielles à partir du premier et second sous-corpus.

1. L'idée de *consensus* jaillit comme la catégorie première du résumé que nous livre le Président de la République. Négativement d'abord : pas de « coupure de la société », pas de « lutte des classes » ; puis positivement, par « une société à partir de l'homme et pour l'homme » (réduction à l'individualisme mais surtout à l'unité), par « le développement d'un vaste groupe central », majoritaire, aux comportements homogènes, bref par une « unification de la société », société qui serait « de participation » (intégration dans le modèle unique central), et « de communication » (fluidité optimale), en résumé une société fraternelle (la notion affective cimentant cette construction consensuelle). La citation mise en exergue (second mini-corpus) reprend intégralement cette idée avec la même articulation de rejet puis d'attraction : pas de « passions » mais un « débat », pas d' « opposition » mais des « différences », donc un dialogue démocratique débouchant sur une « entente » autour d' « un faisceau de propositions communes ».

2. Autre catégorie, l'idée de *changement*, dont l'importance est mise en évidence par les classements établis par Cotteret (18^e) et M. Charlot (2^e). Présente de façon manifeste dans « la recherche exigeante d'une

(5) J.P. RAYNAUD, « Les jeux de mots du président », in *Communication et Langage*, n° 33.

(6) Mêmes remarques pour Devoir/Social, social ; sociale, socialisme.

plus grande justice », soit « la lutte contre la misère, les handicaps, les privilèges et les inégalités de chance culturelles », la notion de changement est suggérée de façon latente par l'emploi de termes niant la possibilité de maintien du *statu quo ante* : il est ainsi question « d'évolution », de « développement », de « voie à suivre », et de « propositions ».

3. Troisième catégorie, celle du *pluralisme*, présente dans les deux derniers paragraphes, et associée aux termes d' « autonomie » et de « responsabilité », conçus plus loin comme équivalents fonctionnels de la séparation des pouvoirs. Suspecte polysémie du terme !

4. Vient ensuite l'idée de l'*Economique* comme matrice déterminante et incontournable, porteuse de progrès (« au stade déjà atteint de son développement... ») mais enfermant aussi certaines contraintes (« une organisation collectiviste contraire à l'efficacité... »).

Deux autres catégories doivent encore être citées, encore qu'elles ne relèvent pas directement de la dimension textuelle. L'une diffuse, puisque présente à chaque ligne. Il s'agit moins d'un thème d'action que d'un *code structurant toute l'écriture et la communication*. Cet invariant formel, que Bourdieu résume par l'expression « Science royale » s'affirme dans la technique linguistique du présupposé (« au stade déjà atteint de son développement... »), ainsi que dans la fréquence très élevée des modalités exprimant des performatifs ne souffrant pas de discussion (« la société française *doit* être organisée... », « cette unification progressive de la société *doit* être facilitée... », « l'option en faveur de l'individu *doit* être rendue compatible... », « on ne *peut* pas vouloir conserver le pluralisme... »). La structure niniste du discours boucle cette structuration interne (« ni le libéralisme classique, ni le marxisme », « pas de coupure permanente ni lutte des classes »). Le trait commun à toutes ces techniques est la possibilité hautement affirmée d'un jugement serein et exact sur la société et ses problèmes (on reconnaît lesdits problèmes, mais sans pour autant les considérer comme insurmontables), à la condition de tenir compte de certains impératifs (économiques notamment), et surtout de ne partir que des faits et non des abstractions désuètes des idéologies, qualifiées de passésistes (d'où en retour, l'idée de modernité attribuée à qui les dénonce). Il reste une dernière catégorie, constituée par toutes les allusions faites à *la durée et au temps*, sous-entendant la notion d'action de très longue haleine et en retour la vertu de patience chez les citoyens (« Certes les Français demeurent et *demeureront* divisés », « unification progressive... », même s'il n'est pas proche, le temps viendra... »).

Le plan de *Démocratie Française* confirme la validité des catégories dégagées dans les deux premiers « mini corpus » et en fait apparaître deux nouvelles.

— Le code du discours s'affine : on peut connaître « La France telle qu'elle est » (I^{re} Partie de *Démocratie Française*) — à condition, 1^o de posséder un certain savoir, spécialisé, scientifique et reconnu comme tel (signifié possible du terme « Le diagnostic », ch. I), 2^o d'échapper aux « limites des idéologies traditionnelles » (ch. II), lesquelles s'avèrent anti voire a-scientifiques.

— La catégorie du « changement » réapparaît dans la notion de « justice » (ch. III).

— La catégorie « consensus » ne s'enrichit guère : l'unité sera obtenue par la justice (ch. III) et débouchera sur « une société de communication et de participation » (ch. V).

— La catégorie « pluralisme » en revanche s'enrichit mais sans se préciser : un chapitre y fait expressément allusion (ch. VI) en l'associant à « liberté », laquelle est ensuite associée à « patrimoine » (ch. VII). Y-a-t-il transativité de la relation ? Pluralisme = liberté + patrimoine ? Faut-il adjoindre à cette catégorie le ch. IV « Une communauté d'hommes libres et responsables ? ».

— L'économique a droit à deux chapitres, avec toujours le clivage économie-contrainte (la conduite [difficile] de l'économie et du droit social : ch. VIII)/économie-chance (la nouvelle croissance : ch. IX). Peut lui être adjointe une nouvelle catégorie, celle des affaires extérieures, avec là encore la dialectique du déterminisme et de la latitude (ch. XII et Conclusion).

— Enfin, apparaît une nouvelle catégorie, absente des premiers corpus, mais révélée dans les classements lexicaux de Cotteret (25°), M. Charlot (9°) et Raynaud (39°) : celle de la sécurité. Son association à Liberté et Ordre (ch. X) puis à Pluralisme et Patrimoine par le connecteur Liberté (ch. VI et VII) renforce l'idée d'un discours aux concepts à la fois flous et entrecroisés, sémantiquement larges et apparemment contradictoires (cf. chap. XI : une démocratie « forte » et « paisible »).

Reprenons pour conclure, les multiples pièces de ce puzzle discursif, en les ordonnant. En laissant provisoirement de côté le code du discours, six catégories principales : trois axées autour de trois expressions dont le flou artistique ne laisse pas de troubler — « Changement », « Sécurité » et « pluralisme » — ; deux brodées autour du thème chance et contrainte, induisant un discours du raisonnable — tenir compte de la force d'une économie cependant toujours fragile et d'un environnement international à la fois grandiose et menaçant — ; enfin une catégorie synthétique, ramassant ces thèmes épars, tissant entre eux des liens invisibles mais ténus, à savoir la catégorie du « consensus », qui fait du discours giscardien un discours au total cohérent.

A. — TROIS SLOGANS POLYSEMIQUES

1) LE DISCOURS DE CHANGEMENT.

a) *Derrière le discours du changement.*

1° *Le candidat du changement : campagne électorale présidentielle.*

Tirant le bilan des présidentielles de 1974, Cotteret et son équipe concluent : « Sur l'ensemble de la campagne, M. Giscard d'Estaing semble être celui des deux candidats qui a eu le comportement le plus conforme à une certaine logique du discours électoral » (7). De fait,

(7) COTTERET, EMERI, GERSTLÉ, MOREAU, *Giscard, Mitterrand* : 54 774 mots pour convaincre, P.U.F., 1976, p. 54.

l'ancien ministre de l'Économie a parfaitement assimilé les leçons des grands maîtres de la communication politique, et notamment ces deux règles d'or :

1. « Un certain degré d'ambiguïté accroît apparemment l'efficacité des appels en les rendant susceptibles d'interprétations variées » (J. T. Klapper, *The effects of Mass Communication*). Idée qu'on pourrait aussi formuler ainsi : « pour que les gens voient ce qu'ils projettent, l'image doit être un réceptacle assez flexible pour satisfaire une grande variété de prédispositions » (Don Nimmo, *The political persuaders*) (8).

2. Entretenir un fort degré de répétition dans les thèmes, par un langage clair, concentré autour de quelques mots pivots, quitte à procéder à des simplifications abusives. Le but est de provoquer « une sorte d'identification par contagion » (9).

Mieux que tout autre, le terme changement, 28 fois répété (durant les deux séquences télévisées de la campagne officielle), joue ce rôle de « symbole de condensation ». « Symbole de condensation », car le terme résume à lui seul le style moderniste d'une campagne intelligente en même temps que la volonté prudente de ne pas se compromettre, en « surchargeant de sens » le mot. Style moderniste disons-nous : il y a dans cette monopolisation du terme, « changement », comme un vol de symboles, ou tout au moins une récupération vulgaire d'une expression jusqu'alors fortement signifiante à gauche. Le P.C.F. avait baptisé en 1971 son programme de gouvernement « Changer de cap », tandis que le P.S. reprenait la formule de Rimbaud, « Changer la vie ». En se proclamant, le premier, « candidat du changement », le candidat V.G.E. s'octroie à bon compte la charge progressiste du mot. Il a dans le même temps le talent de lire dans l'opinion « un profond désir de changement » (10), lequel ne peut que rencontrer « la candidature de changement » que lui-même représente, d'autant plus que ce changement-là sera « sans risque » (11).

Parallèlement, s'étant emparé d'un terme « dynamique et mobilisateur », le futur président a prudemment pris soin de le choisir suffisamment flou et vague pour que chacun y apporte ce qu'il veut bien y mettre. Le symbole de condensation, en tant qu'« unité linguistique fondé sur une communauté de réactions affectives » (10) a ceci de particulier qu'il se suffit à lui-même. La surcharge sémantique du terme « changement » est tellement importante par elle-même que chaque électeur investit l'expression, s'y reconnaît, et rend grâce au candidat qui lui a offerte. A la limite, c'est à l'électeur de préciser ce qu'il entend par changement, pas au candidat. Ce fantastique renversement des rôles, cette démocratie directe mystificatrice dispense ainsi le futur élu d'une explication plus complète. « Le récepteur peut avoir l'idée que tout va changer, sans savoir exactement ce qui va changer » (13). Ainsi, artistiquement cultivée, l'image réformiste permet à V.G.E. de refuser de présenter

(8) *Ibid.*, p. 113.

(9) P. BRAUD, *Le comportement électoral en France*, P.U.F., 1973, p. 181 (Le rôle de la propagande).

(10) Allocution télévisée précédant le 1^{er} tour (3 mai 1974).

(11) Premier couplage des termes « changement » et « sécurité » que nous évoquerons plus loin.

(12) COTTERET..., *ibid.*, p. 113.

(13) *Idem*, p. 63.

« un programme » (il n'indiquera que des « perspectives »), en même temps qu'elle l'autorise à ne citer qu'une promesse chiffrée (sur le minimum vieillesse).

Bien que vague et informel, il est maintenant possible d'indiquer le champ d'application que recouvrait pour V.G.E. le terme « changement » durant la campagne présidentielle. Au départ, le thème ne s'inscrit que par rapport à la vie politique française, et est conçu comme une machine de guerre contre le concurrent Jacques Chaban-Delmas qui traîne derrière lui la casserole de l'Etat-U.D.R. Tautologie pour une présidentielle ? Le changement, c'est fondamentalement un changement d'hommes, un changement d'équipe. C'est sur un ton noble et académique le « sortez les sortants » de Pierre Poujade. Mais qui oserait comparer le magistral ministre de l'Economie au porte-parole des boutiquiers ? Pourtant, il n'y a qu'à écouter : le changement « suppose une majorité nouvelle, des hommes nouveaux pour donner le visage de la jeunesse à la politique française » (3 mai 1974) ... « J'apparais comme l'homme du changement d'abord parce qu'il se trouve que je suis le plus jeune candidat, et que je n'appartiens pas à une machine » (entretien au « Monde ») (14)... « Le changement ne doit être ni le reniement, ni la rupture mais la relève » (discours à Toulouse, le 29 avril), et l'élection doit être l'occasion du « lancement d'une génération d'hommes nouveaux dans les institutions de la V^e République » (discours à Strasbourg, le 20 avril). En résumé donc, le changement consacre une mutation de l'échiquier politique français et il doit être entendu comme synonyme « d'ouverture politique » (20 occurrences sur les dix séquences télévisées). Le discours de Chamallières qui lance la candidature de V.G.E. (8 avril) est symptomatiquement concentré sur un seul thème : « La France a besoin d'une majorité élargie ». Parlant de changement nécessaire, V.G.E. fait preuve de fermeté dans ses velléités réformistes : mais le procédé ne vise guère qu'à occulter la question : « Oui, mais, quel changement ? ». Une fois levée l'hypothèse gaulliste, V.G.E. est contraint de renouveler le terme : face au candidat de la gauche et à son programme social, il faut accorder plus en prévision d'un résultat serré. On parlera donc de « profond changement » (3 mai 1974), et du « devoir d'une large ouverture sociale » (11 mai). Là encore, les qualificatifs « profond » et « large » enrichissent le mot sans pour autant le préciser. Peut-être V.G.E. a-t-il lu Roland Barthes ? « L'adjectif a souvent un rôle curieusement ambigu : il semble procéder d'une inquiétude, du sentiment que les substantifs qu'on emploie, en dépit de leur caractère notoire, ont une usure qu'on ne peut tout à fait cacher » (15).

V.G.E. est ainsi élu le 19 mai comme candidat du changement sans avoir indiqué *ce* qui doit changer, mais non sans avoir expliquer *pourquoi* il faut changer : « Pourquoi le changement ? Parce que le monde change, parce que le temps change, parce que vous changez » (19 avril). Dans son inoffensive banalité, cette phrase renferme une mise en demeure idéologique redoutable : le changement est imposé par les mutations d'un ordre socio-économique auquel il faut se plier. Cette notion du changement comme adaptation à un cadre du reste invisible ne

(14) Cf. « L'élection présidentielle de 1974 », *Le Monde*, Dossiers et documents, mai 1974.

(15) Roland BARTHES, « Grammaire africaine », in *Mythologies*, Seuil, 1970, p. 143.

sera plus énoncée aussi crûment avant plusieurs années... Entre temps, on assiste à une lente dérive du mot : changement = réforme = effort patient et graduel de justice compte-tenu des pesanteurs sociologiques et des aléas de la crise = (stade final) adaptation, redéploiement, intégration...

2° Valéry Giscard d'Estaing « conduisant le changement » dans une France « chantier de réformes ».

Voici donc V.G.E. élu 20^e Président de la République française : les toutes dernières allocutions n'indiquent même plus des perspectives, elles relèvent de l'incantation publicitaire : « Je compte sur votre soutien. Vous pourrez compter sur moi » lit-on en conclusion de la profession de foi (12), tandis que le candidat termine sa dernière prestation télévisée par : « Je vous demande de me croire, vous ne serez pas déçus ». La première intervention présidentielle (27 mai 1974) consacre à nouveau l'idée du changement reprise quatre fois : « C'est moi qui conduirai le changement, mais je ne le conduirai pas seul », car « j'écoute et j'entends encore l'immense rumeur du peuple français qui nous a demandé le changement. Nous ferons ce changement avec lui et pour lui ». Deux jours plus tard, présentant son nouveau gouvernement et notamment Jean-Jacques Servan-Schreiber, le nouveau président précise enfin sa pensée : « Les changements, ce sont les réformes ce qui veut dire réforme régionale, réforme de l'entreprise, réforme des charges fiscales ». Le 12 juin, alors qu'il décrit le Plan Fourcade, V.G.E. ouvre encore l'éventail des significations : « Le plan de refroidissement vise à conduire le changement de l'économie française pour la rendre dans l'avenir moins vulnérable aux influences ou aux accidents venus de l'extérieur ». Le changement ne couvre donc plus seulement le champ politique et le champ social. Parallèlement, il est fait allusion à l'œuvre de « transformation de la société française » (cité trois fois) « dans des temps qui sont à l'heure actuelle difficiles ». On y voit déjà plus clair : le changement est conçu comme un processus évolutif (transformer), trouvant ses limites dans les capacités de l'économie à fournir un surplus social. Pour donner plus il faut produire plus, donc perfectionner le système économique existant.

La première réunion de presse (25 juillet) consacre un Président de la République légitimement fier d'annoncer qu' « au cours de ces deux mois, le changement a été considérable en matière sociale, en matière économique et en matière politique ». De fait, on peut citer l'ouverture de négociations avec les syndicats sur l'indemnisation du chômage, la libéralisation de la contraception, la mise en marche de la Commission Sudreau sur la réforme de l'entreprise, l'abaissement de l'âge électoral et l'extension de la saisine du Conseil constitutionnel. Le bilan n'est donc pas mince, mais il doit être corrigé par deux observations susceptibles d'enrichir notre vision du discours giscardien comme discours du changement. Première observation : si l'on excepte les revalorisations du SMIC et du minimum vieillesse (on y reviendra), ces réformes ont en commun de n'engager pratiquement aucune dépense. On rapprochera ce fait d'une confiance de V.G.E. faite pour « France-Soir » à Gabriel Farkas : « Les vraies réformes sont celles qui ne coûtent rien ». N'y voyons pas l'avarice de celui qui fut durant douze ans le « grand argentier de la France », ou le cynisme de l'aristocrate méritant à qui tout

aurait réussi ; il s'agit plus profondément de l'opinion intime d'un libéral confiant dans les capacités auto-régulatrices du système en matière sociale. Le changement dans ce domaine se borne donc à modifier l'appareil législatif pour accompagner l'évolution des mentalités et à rendre plus efficient le gouvernement des hommes. Analysant la secousse sociale de mai 68, V.G.E. en tire à l'époque ce surprenant bilan (16) : « Pour l'avenir, la première de nos préoccupations, c'est que nous ne sommes pas sûrs que le la leçon des événements ait été entendue. Leur cause est politique. Donc, première réforme à faire : changer la manière dont la France est gouvernée ». Dans la réunion de presse précitée, V.G.E. confirme implicitement cette idée de changement comme adaptation de la surface des choses : « Ayant abordé les sujets du changement depuis deux mois, nous aurions pu avoir l'impression, j'aurai pu avoir l'impression que nous épuiserions assez vite le sujet. Au fur et à mesure que nous avançons sur le terrain du changement, que nous traitons les problèmes les uns après les autres, nous voyons apparaître l'étendue des changements de toute nature que nous devons continuer à proposer et à réaliser en France ». Aveu surprenant de candeur et de naïveté ! D'ailleurs qu'importe puisqu'il est affirmé gravement que « puisque le changement est possible, il faut le continuer ensemble avec comme objectif une autre société dans la même France » (Allocution du 29 août 1974).

Mais, deuxième observation, la conduite du changement est déjà présentée sous un angle moins euphorique. « C'est très difficile de conduire le changement », confie V.G.E. aux journalistes dans la même réunion de presse, « parce qu'on est tiraillé entre ceux qui considèrent que tout changement est insuffisant par rapport à la nature révolutionnaire qu'ils voudraient lui imprimer, et en sens inverse, on est retenu par tous ceux qui ont toutes sortes de raisons, dont certaines très légitimes, d'être attachés à ce qu'ils ont connu ou à ce qu'ils ont aimé ». Traduisons : la volonté sincèrement réformatrice du Président de la République se heurte aux pesanteurs sociologiques du pays. On pourrait rétorquer qu'aucune politique ne peut avoir pour ambition de satisfaire tout le monde, et qu'il est plaisant de voir V.G.E. découvrir l'existence de privilèges et de situations acquises... Sous un angle moins polémique, il convient de regarder avec scepticisme la construction triadique qu'opère le chef de l'Etat en se posant comme centre et arbitre d'une opposition révolutionnaires/réactionnaires, qui ne recoupe que de très loin le rapport des forces en présence dans le pays (17). Comme pour apaiser un peu la soif de changement qu'il a contribué à éveiller par sa campagne électorale, V.G.E., toujours dans la même réunion de presse, fixe plusieurs limites au changement. D'abord, « l'ampleur des changements à réaliser en France est telle que l'action du Président de

(16) Débat sur la motion de censure, 22 mai 1968.

(17) Peut-on affirmer sérieusement que les personnes opposées à la réduction de la majorité électorale ou à l'augmentation du minimum vieillesse sont légion ? Pour une bonne part, V.G.E. se crée une opposition droitière assez mythique, qu'il réutilisera par la suite. « Je me suis rendu compte que, lorsque j'étais candidat à la présidence de la République, certains se demandaient est-ce que, vraiment, s'il est élu, Giscard conduira le changement ? Et à l'heure actuelle, je me rends compte que certains d'entre vous se disent : mais est-ce que Giscard ne va pas trop vite et trop loin ? », cf. Allocution télévisée du 25 février 1975.

la République devra sans doute être jugée sur les 500 premiers jours » (18). Le terme symbolique n'est donc plus de 100 jours, comme cela avait été annoncé en mai. Surtout le Président assigne deux bornes au changement : « La première borne, c'est le respect d'un certain nombre de traditions (...) qui sont respectables et qui seront respectées » ; « l'autre limite du changement, c'est le besoin de sécurité (...) qui dans un monde mouvant et changeant est une aspiration légitime ». V.G.E. ayant épuisé le changement en surface se ménage ainsi, deux mois après son élection, un certain nombre de garde-fous en échaffaudant une dialectique du changement dans la tradition (G. Pompidou parlait d'ouverture dans la continuité) et dans la sécurité.

3° Essoufflement du changement et dérive signifiante du vocable.

Cette constitution de garde-fous s'avère à l'usage utile. Passée la première vague de réformes, le changement s'essouffle. Les grandes réformes promises (régions, fiscalité, entreprise) ne dépassent guère le stade des rapports des commissions. Les calendriers semestriels de réforme, publiés à partir de janvier 1975, ne sont pas respectés. Pour une bonne part, le discours du changement tient donc, selon la formule de Viansson-Ponté, au « triomphe de l'incantation sur l'action » (19). De fait on peut multiplier les citations « incantatrices » :

— « *Ainsi, vous voyez que progressivement, la réforme chemine* » (21 octobre 1975) ;

— « *Le changement, c'est fondamentalement, le maître mot... Il est indispensable de continuer à changer la société française* » (31 décembre 1974, au micro d'Europe 1) ;

— « *C'est dire que, loin de marquer le pas, la politique du changement doit se poursuivre* » (4 septembre 1975) ;

— « *Donc, l'œuvre de réforme est en cours, elle continue* » (4 décembre 1975) ;

— « *Il s'agit de poursuivre et d'accentuer l'effort de réforme* » (12 janvier 1976) ;

— « *Il faut poursuivre et achever (?) les réformes* » (24 mars 1976).

A partir du premier semestre 1976, brusque changement de ton. Tandis que le mot « changement » disparaît tout à fait, le vocable « réforme » est de plus en plus remplacé par le vocable « évolution » ; à l'idée de limites au changement dues aux traditions et au besoin de sécurité (20), s'ajoutent maintenant la notion de durée (cultivant la vertu de patience), les aléas de la crise économique (qui commandent d'être « raisonnablement optimiste »), enfin la mauvaise volonté de la fraction conservatrice de la majorité. Il n'y a plus deux mais cinq bornes au changement, ce qui réduit d'autant la marge de manœuvre du Président de la République.

(18) On aura remarqué le désengagement linguistique : V.G.E. ne dit pas « mon action » mais « l'action du président de la République ».

(19) *Le Monde*, 5 décembre 1975.

(20) Amplement rappelé sur la période évoquée pour excuser la minceur du changement : « Je ne crois pas que les Français acceptent facilement les réformes. Nous sommes un pays très traditionaliste, acquis à toutes sortes de droits acquis », 21 mai 1975. « Il s'agit d'un changement dans l'ordre, d'un changement pour plus de justice, plus de liberté, mais aussi un changement pour plus de sécurité », 4 septembre 1975.

Observons la manière dont le Président conduit ce discours de désimplification et d'obstacles extérieurs au « changement nécessaire et voulu ».

— Introduction de la notion de durée : « Il ne faut pas juger un voyage, je dirai au milieu de la traversée, il faut le juger à l'arrivée, et je suis persuadé que les Français approuveront en profondeur le fait que le chef de l'Etat qu'ils ont désigné est finalement quelqu'un qui aura bien accepté de conduire une évolution » (22 avril 1976) (21). Ici, deux remarques : Le terme des 500 jours n'est pas rappelé et le bilan ne sera, de fait, pas tiré ; V.G.E. communique l'impression d'un monarque éclairé (« aura bien accepté ») imposant le changement malgré les réticences de ses sujets (« Les Français approuveront en profondeur »).

— Introduction de la notion d'obstacles politiques. « La majorité, au lieu de se dire : il faut accentuer notre effort pour gagner du terrain s'est dit : il faut nous replier en hâte sur nos positions. Et c'est ce qui s'est passé en 1976. Elle a à la fois répudié la voie réformatrice, et elle a conclu : il faut durcir notre combat, et défendre âprement un certain nombre de positions traditionnelles » (interview à l'Express, 9 mai 1977).

— Enfin, introduction de la notion d'obstacles économiques. Il vient ici d'être plus précis car on assiste à une véritable dérive du discours du changement. Premier temps, les réformes sont freinées par la crise ; deuxième temps, le mot « changement » (réutilisé mais uniquement au plan économique), recouvre l'adaptation aux nouvelles conditions du capitalisme. Les termes de l'équation se transforment : changement \neq justice sociale = redéploiement.

— Premier temps. — Question d'un journaliste (22 avril 1976) : « Monsieur le Président, lors de votre installation à l'Élysée, voici près de deux ans vous avez dit : « De ce jour date une ère nouvelle ». Pensez-vous que l'action poursuivie par le Gouvernement depuis cette date est conforme aux espoirs qu'une telle phrase a pu susciter ? ». Réponse du Président : « Pour que je puisse vous répondre, il faudrait que je fasse abstraction de la crise économique. Je crois que s'il n'y avait pas eu cette crise économique... mais que veut dire une telle hypothèse (...). Naturellement, l'importance de cette crise a compliqué l'action et elle a rendu un certain nombre d'éléments de la population française plus sensibles aux difficultés ou aux épreuves liées au changement. Je ne vous cache pas que je respecte cette attitude ». Huit mois plus tard, après que le plan Barre soit rentré en action, l'inflexion est plus nette : « Il est essentiel pour la France de *s'adapter à son époque*. Je parle là aux millions de jeunes français de toute tendance, de toute idéologie, qui *savent très bien que la France doit s'adapter*. Et d'ailleurs, chaque fois qu'ils peuvent le dire, ils le disent. Mais les réformes doivent tenir compte de l'état de *résistance* de l'économie à un moment donné. Et quand nous traversons *une période difficile*, il ne faut pas faire peser sur notre économie des soucis ou des difficultés supplémentaires. Il

(21) Ou encore « Les réformes n'ont pas pour objet de brusquer arbitrairement des *habitudes* ou d'improviser des bouleversements, mais d'*adapter patiemment* toutes les données de la vie française aux *exigences* de notre temps afin que puissent s'épanouir la *liberté*, la *justice*, la *sécurité* et la *qualité de la vie* ».

faut donc poursuivre l'effort de *réforme* qui sera prolongé en fonction des capacités *immédiates* de l'économie française » (21 décembre 1976).

— Deuxième temps. — « Il n'y aura pas de retour à l'état antérieur des choses. Ce n'est pas une "crise" que nous vivons, c'est une nouvelle étape, un *changement du monde* » (...) (et) puisque les temps ont *changé*, il faut nous *adapter* aux temps nouveaux » (18 octobre 1977). Le discours préélectoral de Verdun-sur-le-Doubs est plus explicite encore : la justice sociale occupe deux feuillets sur quatorze et renvoie au programme de Blois, lui-même plus mince encore sur le plan social que celui de Provins. La victoire de la majorité consacre un discours plus transparent. L'assimilation changement-adaptation économique est alors clairement posée. « Quand on ne *s'adapte* pas et qu'on essaie de lutter sans rien *changer*, dix ou quinze ans après, que se passe-t-il ? La *catastrophe finale* et la catastrophe est très dure pour les travailleurs et pour l'entreprise, et pour tout le monde. Savoir *s'adapter*, c'est savoir se placer à *temps* dans une position de *concurrence* ». Et plus loin, « *L'adaptation continue évite la souffrance sociale* » (Entretien à l'émission *Questionnaire*, 16 octobre 1978).

Boucle bouclée : partant en mai 1974 d'un changement qui se limite à faire coïncider l'état du droit à l'évolution des mentalités, on débouche en 1979 sur un changement conçu comme une adaptation des mentalités à l'évolution contradictoire du mode de production. Dans les deux cas, on a fait l'économie d'une politique sociale volontariste.

b) *Une philosophie du changement.*

Ce constat mérite quand même d'être nuancé : ayant l'ambition de décrypter le discours d'un homme, on se doit de ne pas négliger certains points anguleux de son discours. V.G.E. a une philosophie du changement en matière sociale : elle apparaît nettement dans le foisonnement de discours que V.G.E. consacre aux personnes âgées, ainsi qu'à la revalorisation du travail manuel.

1° *A propos des personnes âgées : « Le discours des exclus ».*

Sur les vingt-deux allocutions télévisées s'échelonnant de mai 1974 à mai 1979, huit abordent le problème des personnes âgées. V.G.E. consacre à ses dernières un long discours clôturant les premières Assises du troisième Age à Lyon. Régulièrement, il s'honore à leur sujet d'avoir respecté et même dépassé le seul engagement chiffré pris durant la campagne présidentielle, et relatif au minimum vieillesse. Enfin, lors de la toute dernière intervention télévisée examinée (Une heure avec le Président, 19 juin 1979), le Président de la République prend le cas du troisième âge comme modèle de sa volonté de transformation sociale. Cette attention mérite d'être relevée en même temps qu'élargie. Significative à ce titre est la présentation chronologique du problème faite dans le discours de Verdun-sur-le-Doubs (27 janvier 1978) : « Patiemment, depuis trois ans et demi, malgré les difficultés économiques, malgré le conservatisme des uns, malgré l'incompréhension des autres, j'ai fait avancer la France vers davantage de justice. Jamais en trois ans et demi le sort des personnes âgées n'a été plus régulièrement et plus sensiblement amélioré. Jamais la situation des plus démunis, de ceux

qui ne parlent pas le plus fort, les handicapés, les femmes isolées, les travailleurs licenciés, n'a fait l'objet d'autant de mesures nouvelles... « Et le résultat de toute cette action a été une réduction des inégalités, réduction désormais constatée dans les statistiques, et qui n'est plus niée que par ceux qui craignent d'être privés d'un argument électoral ». Si l'on ordonne un peu cet extrait, il en ressort :

1. Que la justice sociale suppose une réduction des inégalités ;

2. Réduction qui consiste à relever les revenus d'une certaine population d'exclus (les « plus démunis », « ceux qui ne parlent pas le plus fort »).

Ce corps de doctrine est très explicitement relaté dans *Démocratie Française* (p. 71) : « La justice consiste en l'élimination de la misère (...) comme ont été éliminées la variole et la peste ». Par rapport à la précédente, cette phrase introduit le concept de pauvreté, lui-même entendu comme un phénomène naturel (au même titre que la peste ou la variole) sécrété par la croissance : tandis que les « progrès et les résultats, dès lors qu'ils sont scientifiquement reconnus, prouvent la capacité de notre type de société à conduire et à absorber le changement (et devraient entraîner une confiance presque unanime en elle » (*Démocratie Française*, p. 28), les inégalités sociales, elles, sont celles que « la croissance n'a pas fait disparaître » (*idem*, p. 45). Pour garder l'image d'un système intrinsèquement bon, V.G.E. n'hésite ainsi pas à égratigner le Dieu « Croissance », récupérant au passage les idées à la mode du Club de Rome. Ne pouvant plus légitimement défendre l'idée d'une croissance économique « diffusant » la richesse dans tout le corps social, le discours giscardien est contraint d'expliquer l'existence de « poches de pauvreté ». Ce faisant, il tire son épingle du jeu en traitant la pauvreté comme un phénomène marginal (poches) qu'il suffit d'éliminer pour réaliser la justice sociale ; il évacue ainsi le lancinant problème des inégalités sociales affectant le reste du corps social. Déjà, en 1972, (« Economie et Justice », 23 juin), le ministre des Finances de l'époque déclarait : « Dans une société évoluée, la préoccupation doit être davantage de supprimer la pauvreté que de mettre des barrières à la richesse, pourvu qu'elle soit décentement acquise ».

Ce discours n'est pas propre à V.G.E. : quand il le reproduit, il s'appuie en fait sur les travaux de deux de ses proches collaborateurs, Lionel Stoléro (*Vaincre la pauvreté dans les pays riches*) et René Lenoir (*Les exclus*) (22). N'hésitant pas à dénombrer en France, douze millions de « laissés pour compte de la croissance », Lionel Stoléro donne du phénomène une explication surprenante : « la pauvreté elle-même n'est peut-être qu'une pièce du puzzle que constitue dans toute société chaque homme et chaque femme : nous la décrivions comme un état alors que ce n'est peut-être qu'un état d'esprit : nous la décrivions comme une exclusion du domaine des biens, alors que c'est peut-être plutôt une

(22) Le premier, membre du cabinet de V.G.E. depuis 1969, rentre en 1976 au gouvernement comme secrétaire d'Etat au travail manuel et à l'immigration. Le second, membre de la commission épiscopale Justice et Paix est secrétaire d'Etat chargé de l'action sociale avant de recevoir la responsabilité d'organiser et de coordonner la diffusion de *Démocratie Française*. Tous deux sont les animateurs des « Carrefour Social et Démocrate ».

exclusion de la société » (23). V.G.E. naturalisait le phénomène de pauvreté : Lionel Stoléru lui donne une dimension psychique ; dans les deux cas, la responsabilité du système économique est déglagée d'autant plus que, dans sa description des pauvres, le Secrétaire d'État au travail manuel ne fait que briser le mythe de la veuve joyeuse, et de la vieillesse sereine. « La pauvreté apparaît alors comme une suite de cas individuels plus ou moins classables dans une série de groupes de référence qui relèvent plus du classement d'archives de Sécurité sociale que d'une analyse socio-économique du phénomène » (24). L'intention est donc claire : pour donner l'image d' « une société en voie d'homogénéisation » (*Démocratie Française*) il faut éviter le spectacle rebutant d'inégalités trop choquantes. L'avertissement de Pierre Massé en 1965 garde toute sa valeur : « Le risque existe de voir apparaître ce que Mendras appelle une contre-société, formée de tous ceux qui ne voudraient ou ne pourraient suivre la cadence » (25). Pour exorciser cette menace, il faut donc « réduire les inégalités excessives » (Interview au *Figaro*, 21 mai 1975), mais seulement celles-ci, car « notre société (n'est pas) vouée au nivellement et à l'uniformité » (*Démocratie Française*, p. 65). L'intérêt de l'opération, c'est qu'une fois éliminé « le Quart monde », le « Tiers monde » n'existe plus (26) : le centrage sur la pauvreté absolue normalise les autres inégalités, et « donne à penser la pauvreté comme une réalité marginale dans une société où elle ne l'est pas » (27). Ce type de démarche, apparemment généreuse, ne fait qu'isoler arbitrairement les phénomènes de pauvreté les plus graves du problème d'ensemble des inégalités » en même temps qu' « elle encourage toutes les démarches " misérabilistes " de simple solidarité des " autres " vis-à-vis des exclus » (27).

2° A propos du travail manuel, le discours de l'intégration.

Au *Figaro* qui lui demandait, au terme d'une année de mandat, quelle était la réforme qui lui tenait le plus à cœur, V.G.E. répondait le 21 mai 1975 : « La revalorisation du travail manuel ». Depuis, tous les mois de décembre, V.G.E. se fait un point d'honneur de clore les Journées nationales du travail manuel. Cette attention du Président de la République pour la classe ouvrière ne contredit pas l'analyse précédemment menée. Si Lionel Stoléru a pu avancer que « la pauvreté n'est peut-être qu'un état d'esprit », qu'elle n'est pas « exclusion du domaine des biens, mais exclusion de la société », V.G.E. applique strictement ce raisonnement s'agissant du monde du travail. Point n'est besoin d'une savante digression linguistique pour s'en convaincre : il suffit de lire attentivement : « Quand je pense à ce qu'est la condition de certains travailleurs manuels en France, j'observe en effet que c'est la condition, ressentie par eux, d'une société de classe (...). Et je souhaite qu'au terme de mon action politique, il n'aient plus ce sentiment » (Inter-

(23) *Vaincre la pauvreté dans les pays riches*, Flammarion, 1977, p. 20.

(24) J.P. Duparc, *Pauvreté, inégalités et luttes de classes*, Mémoire dactyl., Paris X, p. 9.

(25) *Le Plan et l'anti-hasard*, Gallimard, 1965, p. 24.

(26) Dans son fameux discours de Charenton, V.G.E. parlait en 1972, d'un « quatrième quart, fraction de la population que le progrès économique ignore ».

(27) J. DUPARC, *op. cit.*, p. 141.

view au *Figaro* précité). De même, présentant les conclusions de la Commission Sudreau sur la réforme de l'entreprise (13 avril 1976) : « Les travailleurs ont l'impression de ne pas pouvoir s'exprimer sur leurs préoccupations et sur leurs conditions de travail ». On peut difficilement être plus clair : la spécificité de la classe ouvrière n'est pas d'être matériellement exclue (28), mais de se ressentir comme telle. Et si les travailleurs sont aliénés, c'est par les idéologies mystificatrices et dépassées qui les empêchent de se voir tels qu'ils sont. D'ailleurs, le but même de la revalorisation du travail manuel ou de la réforme de l'entreprise a été très explicitement posé au moins à une occasion : « Il y a dans le vote communiste en France, un phénomène politique et social qui traduit l'isolement d'un certain nombre de travailleurs manuels dans l'industrie, qui se sentent retirés de la société française telle qu'elle fonctionne. Un de mes objectifs est de faire en sorte que cette partie de la société se sente intégrée. Dans l'accent que je mets sur la revalorisation du travail manuel, et qui se traduira prochainement par des mesures concrètes, entre à coup sûr le souci de supprimer l'isolement et de détacher ainsi une partie des électeurs communistes de leur vote ». (Conférence de presse du 21 mai 1975).

Intention louable ou non, restent au moins « les mesures concrètes ». On sait que la réforme de l'entreprise est depuis trois ans au point mort. Après s'être félicité du fait que « la France ait dégagé une doctrine française d'évolution de l'entreprise », le Président, dans une interview télévisée en date du 13 avril 1976, ajoute : « Le gouvernement proposera le cadre juridique de cette participation dans l'entreprise et il ne l'imposera pas ». L'eût-il imposé, qu'elle n'aurait pas été contenue dans la problématique qu'avait fixée L. Armand et M. Drancourt en 1961 : « Le problème de l'époque n'est plus de savoir qui possède les affaires, mais qui contribue à les faire progresser au profit de la collectivité » (*Plaidoyer pour l'avenir*, p. 142). Sur la revalorisation du travail manuel, il y aurait plus à dire : trois remarques seulement dans ce cadre nécessairement restrictif :

— L'action est effectivement conçue pour mettre fin à un phénomène de frustration, d'isolement ressentis. Elle s'attaque donc principalement à l'instance psychique par campagnes d'affiches (cf. la mémorable « Maintenant, priorité aux travailleurs manuels ») ou par séquences de publicité télévisée.

— Un certain nombre d'actions plus concrètes ont bien été menées (29), mais « la très grande majorité des expériences actuelles (...) se fonde précisément sur ce principe d'extériorité totale des ouvriers à leur travail... et prend le plus souvent l'allure condescendante d'un octroi » (30).

— Enfin, au risque de contredire le chef de l'Etat — « le vrai changement ne fait pas de bruit. Il ne s'avance pas précédé d'une fanfare » (discours de Carpentras) —, on doit relever une tendance certaine au grossissement de l'œuvre accomplie. Commentant pour *Le Monde*, l'al-

(28) *Démocratie Française*, p. 39 : « En 1953, possédaient une voiture : 8 % des ouvriers, 31 % des cadres moyens, 56 % des classes supérieures. En 1972, 66 % des ouvriers, 86 % des cadres moyens, 87 % des cadres supérieurs ».

(29) Cf. Loi du 16 juillet 1976 instituant un repos compensateur représentant 20 % de travail accompli au-delà de 44 heures par semaine.

(30) Danielle LINHART, « A propos du refus au travail », in *Problèmes Economiques*, n° 1595, novembre 1978, p. 25.

locution télévisée du 4 décembre 1975, J.P. Dumont peut écrire avec raison : « Déclarer que le projet de loi sur l'avancement de l'âge de la retraite intéresse deux millions de mères de famille et de travailleurs manuels exerçant des activités particulièrement fatigantes et pénibles, sans ajouter que 60.000 d'entre eux seulement seront âgés de 60 ans et plus l'an prochain, et pourront effectivement bénéficier de cette réforme, relève du mensonge par omission ».

3° A propos du changement et pour conclure.

Au bout du compte, *pourquoi le changement ?* Préfaçant l'ouvrage *Imaginer l'avenir*, V.G.E. écrivait en 1972 : « La loi fondamentale de notre époque est celle du changement. Toute action politique fondamentale doit être conforme à la loi de l'époque ». On veut bien accepter cette thèse, à condition de la préciser. V.G.E. se définissait en 1967 comme « conservateur progressiste » (31). Le 25 juillet 1974, lors de sa première réunion de presse, il surenchérit : « Je suis un traditionaliste qui aime le changement ». La première qualification était la meilleure. « Combinaison en apparence contradictoire, le conservatisme progressiste est le fait d'une fraction de la classe dominante qui se donne pour *loi subjective* ce qui constitue la loi objective de sa perpétuation, à savoir de changer pour conserver » (32). Le chef de l'Etat n'infirmait pas ce jugement de P. Bourdieu : « Je n'ai pas été élu pour l'immobilisme et d'ailleurs si j'avais proposé l'immobilisme, je n'aurais pas été élu. J'ai été élu pour conduire le changement dans l'ordre. Et je continuerai, car le choix n'est pas entre l'immobilisme et la réforme. Le choix c'est entre la réforme et le bouleversement » (13 avril 1976). Plus crûment, V.G.E. confie à P. Grumbach (interview à *L'Express*, 9 mai 1977) : « Un combat qui serait mené, à quelque moment que ce soit, entre une majorité d'allure immobiliste et l'opposition, amènerait un succès de 60/40 pour l'opposition, je le sais depuis le début ». Ou encore, (24 mars 1976) : « Dans le monde actuel, toute société qui choisirait l'immobilisme signerait sa propre condamnation. Quel serait le programme, quel serait le succès d'un parti politique qui à l'heure actuelle viendrait écrire sur ses affiches : pas de réforme, pas de changement ? ». Enfin, plus noblement, V.G.E. conclut *Démocratie Française* ainsi (p. 188) : « L'édification de notre société pluraliste exclut l'immobilisme, comme elle *rend inutile la révolution*. Elle passe par la réforme. Plus exactement, elle suppose que le corps social *trouve en lui-même* l'énergie nécessaire pour *améliorer* ce qui doit l'être, la maturité indispensable pour en débattre, la patience pour mettre en œuvre les réformes et la ténacité pour les faire aboutir. La force du lion et la patience du renard ».

L'envolée lyrique ne doit pas nous faire oublier la seconde question : *quel changement ?* « Améliorer ce qui doit l'être » répond V.G.E. ou encore « réformer ce qui ne va pas... réformer pour améliorer » (23 mai 1976). Nous rappellerons plus brutalement cette formule qu'affectonnait le radical Albert Bayet : « Vous voulez éviter 93. Hâtez-vous de faire 89 ! ». C'est peut-être cela, le vrai changement : la mutation des superstructures

(31) D'après O. Todd, lors d'un entretien avec E. d'Astier de la Vigerie.

(32) BOURDIEU et BOLTANSKI, « La production de l'idéologie dominante », A.R.S.S., n° 2/3, p. 43.

juridiques (divorce, majorité civile, avortement), la mutation des mentalités (cf. pour les exclus et les ouvriers), et pour le reste, pleine confiance dans les mécanismes autorégulateurs (33). V.G.E. véritablement « traite les Français sur le divan. S'il ne leur donne pas grand-chose, il s'emploie à les persuader d'apprécier ce qu'ils ont. Freud, (...), écrivait à propos de l'analyse qu'elle ne nous apporte rien, mais nous permet de jouir de la contemplation de nos richesses » (34). Le discours giscardien relève bien de cette technique thérapeutique.

2) LE DISCOURS DE LA SÉCURITÉ.

Bien que fortement connoté idéologiquement, le discours du changement n'a que peu de valeur en lui-même. Chez V.G.E., il n'acquiert toute sa force persuasive que couplé avec un second discours, celui de la sécurité. Considérer ces deux discours comme travaillant sur des registres différents, sans lien aucun entre eux, appauvrirait sûrement l'analyse. Nous pensons, au contraire, que le discours de sécurité est en position de complémentarité avec le discours du changement.

a) « La sécurité » comme complément du « changement ».

Le changement ne va pas sans la sécurité. Les deux termes présentent d'ailleurs la particularité commune d'être sémantiquement très ambivalents. On ne s'étonnera guère dans ces conditions que l'un constitue à la fois le fondement et les limites de l'autre.

1° *Changement et sécurité en avril-mai 1974.*

Présentant le 11 avril les grandes lignes de sa campagne présidentielle, V.G.E. résume celles-ci dans l'expression : « continuité et nouveauté ». Se forgeant dans cette première phase du combat, une image « légitimiste », le ministre de l'Économie reprend sans presque le modifier le slogan du défunt Président en 1969 : « Ouverture et continuité ». A cette époque, le Président des R.I. avait d'ailleurs justifié son ralliement tardif à Georges Pompidou en ces termes : « à partir du moment où une moitié des Français est pour la continuité, et où l'autre moitié est pour le changement, la solution raisonnable sur le plan national, c'est un changement dans la continuité qui réconcilie les deux termes » (35). Cette dialectique douteuse est en fait l'expédient électoraliste le plus efficace. Dès lors que l'élection se joue sur les marges,

(33) La notion de changement progressif, naturel et auto-entretenu n'est pas nouvelle. En 1972 (22 juin, colloque de l'UNESCO), V.G.E. la défendait déjà : « Je ne vous parlerai pas de révolution, quitte à perdre les applaudissements que ce mot engendre mécaniquement auprès de certains, mais d'évolution avec l'idée que notre société est parvenue à un stade de maturité suffisant pour faire émerger naturellement les changements nécessaires. A cet égard, je retiens comme hypothèse de travail celle de M. Palme, c'est-à-dire le réformisme ».

(34) Extrait de J. BOTHOREL, *La République mondaine*, Grasset, 1979.

(35) Au micro d'Europe 1, le 5 mai 1969.

l'emploi du mot « changement » (ou de « nouveauté ») conserve à droite ce noyau d'électeurs critiques, vaguement séduits par la dynamique progressiste, tandis que l'usage du vocable continuité (ou sécurité) dissuade cette même frange hésitante de basculer à gauche. On comprend mieux que V.G.E., candidat de la « Continuité et de la Nouveauté » soit resté par la suite le candidat du « changement sans le risque », ou mieux du « changement dans la sécurité ». Complémentaires dans ce rôle d'attirance/répulsion, les deux termes le sont aussi dans la définition (ou plutôt la non-définition) d'un programme précis. Bien que l'image de V.G.E., « technicien éclairé », ait été savamment entretenue, on conçoit que pour l'électorat l'affirmation : « Je conduirai le changement », soit un peu courte. On lui préféra donc ce type de message : « J'ai compris que vous souhaitiez un profond changement dans la politique de la France, un changement qui soit sans risque pour la France et pour vous-même, mais un profond changement » (première allocution télévisée du 2^e tour de scrutin). Sans être beaucoup plus éclairés sur la nature du changement, les électeurs apprennent ici en peu de mots : 1) que le candidat est intelligemment réceptif à leurs problèmes (« J'ai compris que vous souhaitiez... ») ; 2) que sa volonté de réformes est réelle (« un profond changement » répété deux fois) ; 3) sans être pour autant synonyme de troubles hypothéquant sur l'avenir (« un changement qui soit sans risques pour la France et pour vous-même »). D'une manière plus générale, il ressort de cette phrase, inlassablement répétée durant 15 jours, que le futur Président fait preuve de tolérance vis-à-vis des autres options politiques. Sans doute, las de la boursoufflure emphatique gaullienne et de l'incessant chantage au chaos, les Français considèrent-ils sans déplaisir un candidat qui dit refuser tenir « le langage de la peur », parler de « risques » et non d'anarchie, langage relativiste qui le différencie du concurrent Chaban-Delmas, tout en tenant en respect l'adversaire F. Mitterrand. Cette attitude de modération est, qu'on le veuille ou non, une manière de définir le changement aussi payante que le programme chiffré du candidat de la gauche.

2^o *Changement et sécurité, une même ambivalence sémantique.*

Le choix du terme « sécurité » est également heureux en ce que « le mot participe de ces valeurs-omnibus qu'on rencontre aussi fréquemment dans les motions de congrès du Parti socialiste que dans les allocutions de G. Pompidou » (36). Le moins qu'on puisse dire, c'est que V.G.E. ne contribue pas à clarifier l'expression. La « sécurité », terme employé 20 fois durant les dix séquences télévisées est ainsi associée à l'Égalité et à la Justice : comme on parle de sécurité sociale, le candidat évoque au premier tour « la sécurité face à la vieillesse, face aux accidents de la vie, face aux risques de l'économie, face à la maladie, face aux charges de famille » (37). La charge positive du vocable se transforme au deuxième tour en charge détonnante, visant implicitement l'adversaire de gauche. « Il ne faut pas jouer avec la sécurité des Français, ni avec une économie difficile à conduire. Derrière les imprudences, n'oubliez

(36) COTTERET, EMERI, GERSILÉ, MOREAU, *Giscard, Mitterrand, 54 774 mots pour convaincre*, p. 68.

(37) Profession de foi du 1^{er} tour.

pas que se cachent la récession et le chômage » (38). Synonyme d'abord de solidarité et de fraternité (citées 6 fois), la sécurité se conjugue dans les derniers jours avec la liberté (citée 14 fois). L'accent est mis sur le risque, pas la peur certes, mais au moins l'incertitude génératrice d'inquiétude. L'utilisation qui est faite du couple, Liberté et Sécurité, n'a rien d'innocente lors de l'ultime discours de la campagne. Ce vendredi 17 mai, le mot Liberté sera répété onze fois, le mot sécurité six. L'intervention est un modèle d'angoisse distillée à doses homéopathiques, le tout sur le ton le plus impartial (39).

Ainsi, alors même qu'on parle indifféremment de *Sécurité* sociale, ou de Conseil de *sécurité*, et de Compagnies républicaines de *Sécurité*, on conçoit mieux l'épaisseur du brouillard engendré par la polysémie du discours de sécurité. Le terme sécurité s'entend d'abord comme une garantie sociale assurant un certain bien-être (40) ; parallèlement, « la sécurité » possède une seconde acception : sécurité s'associe ici à la paix (extérieure), et à la tranquillité (intérieure) que l'Etat dans son ancestrale fonction de prévention/répression se doit d'assurer à ses administrés. Schématiquement, la distinction opérée entre paix et progrès signifie bien une dichotomie entre la Sécurité assurée par l'Etat gendarme (paix) et la Sécurité que recherche le *Welfare State* (progrès). C'est cette confusion de deux notions différentes unies dans le même vocable qui donne sa force au discours de la sécurité. Très vite en effet, on abandonnera l'interprétation « sociale » du terme (qui se dévidera dans les expressions changement - réforme - justice), pour ne plus entendre Sécurité que sous un angle de nécessaire protection répressive ; puis lesdits concepts de justice et de réforme seront eux-mêmes définis par rapport à la Sécurité jusqu'au moment où cette dernière campera seule sur le champ discursif.

3° La Sécurité comme complément et limite du changement.

La Sécurité, dans son acception de garantie sociale, était primitivement le *fondement* du changement. Ouvrant à la télévision la campagne électorale, V.G.E. ne déclare-t-il pas : « Il est vrai que notre société n'est pas encore juste, et il est vrai que les Français n'ont pas encore, vis-à-vis des risques de la vie économique, la sécurité à laquelle ils ont droit ». Profitant de la surcharge sémantique du mot, le discours s'empare du terme et en change la fonction : *de fondement, il devient vite limite et entrave au changement*. « Le changement doit aller aussi loin qu'il est possible sans heurter dans toutes les catégories de notre pays, ce besoin de sécurité qui, dans un monde mouvant et changeant, est une aspiration légitime » (25 juillet 1974). Dix-huit mois plus tard, une certaine mutation s'est dessinée. Affirmant le

(38) Profession de foi du 2^e tour.

(39) « J'assurerai la sécurité de l'économie française. Vous savez bien que le monde économique est tourmenté, que l'inflation, je l'ai dit, ravage le monde, que la hausse des prix a créé partout des déficits extérieurs considérables. J'assurerai la sécurité de l'emploi et la lutte contre l'inflation » : exemple d'angoisse savamment communiquée.

(40) Quand V.G.E. aborde « les problèmes qui sont liés à la sécurité de l'emploi », il cite : « la garantie des travailleurs vis-à-vis des licenciements collectifs, la prévention de ces licenciements, l'information des travailleurs et enfin la garantie de leurs créances » (17 juin 1974).

2 janvier 1976 que « en 1975, l'idée de *changement sans risque* a recueilli une adhésion croissante de l'opinion publique parce que l'action a démontré que le changement était *possible*, et parce que l'évolution dans le monde avait rendu plus perceptible l'étendue du risque », le président confirme l'idée d'un changement prudent, à petits pas, d'autant plus graduel et limité que l'opinion aura plus conscience des risques. Dans ces conditions, la tentation est grande pour un pouvoir à demi paralysé par la crise économique, d'accélérer la prise de conscience des prétendus risques, bref d'entretenir savamment un besoin inhérent de sécurité.

b) *La sécurité comme substitut du changement.*

Sur la scène discursive, en même temps que disparaît le terme changement, arrive en force le concept de sécurité, dans son acception répressive. Cette intrusion saugrenue s'opère à deux niveaux : par élargissement redoublé de la polysémie du terme ; par diffusion d'un sentiment d'angoisse visant au regroupement des forces sociales autour de l'Etat, « unique détenteur de la violence légitime ». L'intervention télévisée du 25 mars 1975 joue le rôle de prélude. Citons-en intégralement le début : « Le sujet que je voudrais traiter ce soir devant vous est différent de ceux dont je vous ai entretenus au cours de mes précédents entretiens au coin du feu. Je souhaite, d'ailleurs, que le feu soit allumé cette année pour la dernière fois. Je dois en effet vous parler ce soir de la sécurité, la sécurité extérieure de la France, la sécurité de son économie, la sécurité des personnes ». Une note intimiste (le feu allumé qu'on souhaiterait éteint), alliée à un côté magistral (le sujet que je voudrais vous traiter... », « je dois vous parler... »), permet tranquillement au Président de la République d'amalgamer sous le même vocable de sécurité la défense de la France à la lutte contre l'inflation et à la loi Simone Veil. A partir de ce point d'appui, le discours giscardien va tenir parallèlement un discours sur la sécurité extérieure (risque de guerre) et sur la sécurité intérieure (criminalité et violence), le tout lui conférant une image de fermeté et d'efficacité au moment même où sa politique économique de *stop and go* frise la faillite.

1° *La sécurité extérieure.*

De mars 1975 au premier semestre de 1976, c'est surtout le discours de la sécurité extérieure qui prime : trois interventions télévisées sont ainsi consacrées en un an au thème de la défense (41). Le scénario est immuable : il consiste à figurer une menace quelconque pour magnifier le rôle de l'Etat, bouclier et protecteur des citoyens face à une potentielle agression extérieure. Ainsi par exemple, l'allocution du 23 mars 1975 : « La sécurité, on n'y pense guère pendant les périodes paisibles et on est peu disposé à consentir des sacrifices pour elle. Je suis persuadé d'ailleurs que beaucoup d'entre vous à l'heure actuelle, pensent qu'il n'est pas nécessaire de faire des efforts pour assurer la sécurité de la France (...). Mais il ne dépend pas d'un pays de 52 millions d'habitants

(41) Allocution télévisée du 23 mars 1975, interview sur A 2 le 12 novembre 1974, sur T.F. 1 le 5 mai 1976, les deux dernières interventions étant exclusivement consacrées à ce problème.

de faire en sorte qu'un monde de 4 milliards d'habitants soit un monde paisible, et nous vivons à l'heure actuelle dans un monde qui est encore violent et où se pose donc le problème de la sécurité. Un certain nombre de foyers de guerre ne sont pas éteints, notamment, d'ailleurs, dans des pays où la France était jadis présente. Le risque d'affrontement n'a pas disparu, on l'a vu au Moyen-Orient, et d'ailleurs, au cours des dernières années, les foyers de désordre se sont rapprochés de l'Europe.

Il se pose donc pour la France un problème de sécurité, c'est-à-dire un problème de défense ». Répété trois fois en un an, ce type de discours sonne bizarrement : il donne l'impression d'un pouvoir cherchant à occulter une situation sociale très dégradée. Embourbé dans une phase particulièrement sévère de la crise économique (la croissance est négative en 1975), le discours giscardien semble vouloir créer artificiellement « la société de défense » dont parle Marcuse. Un nouveau discours point, moins sophistiqué, peu coûteux en énergie explicative : discours de mobilisation contre un ennemi extérieur mythique, il « se déverse et dévie dans le sacrifice rituel » (42). A la même époque, J. Fauvet relève aussi ce phénomène de crispation : analysant le langage guerrier du ministre de l'Intérieur vis-à-vis de l'opposition (43), l'amalgame opéré entre activité antimilitariste et criminalité (44) le directeur du *Monde* écrit (45) : « En peu de semaines, le gouvernement est passé de la réforme à la restauration, du libéralisme à l'autoritarisme ».

2° *Le discours sur la Sécurité intérieure.*

Le discours giscardien sur la sécurité fait suite au discours brutal et sans nuances de R. Marcellin ; celui qui fut durant six ans ministre de l'Intérieur, s'en tenait à l'instar des deux présidents de la République qu'il avait servis, à un discours extrêmement simplificateur et manichéen, secrétant une perpétuelle psychose des casseurs. V.G.E. a eu le mérite, dans les premiers mois de son septennat, d'abandonner le redoutable projet SAFARI, les écoutes téléphoniques et les poursuites pour offense au chef de l'Etat. Le libéralisme de ces mesures ne doit toutefois pas cacher ce fait majeur qu'à la phobie du complot international cent fois exorcisé par R. Marcellin succède la culture d'un sentiment d'insécurité collective. Sous couvert d'une protection pointilleuse des libertés, il s'agit de rendre impérieux un besoin de protection étatique qui n'est que latent. Sur ce front, V.G.E. ne s'avance pas directement, laissant le rôle d'orchestration générale successivement à Michel Poniatowski dont la tâche officielle est « d'assurer la sécurité des personnes » (46), puis à Alain Peyrefitte officiellement chargé de moderniser le service public de la justice. L'un et l'autre s'acquitteront fidèlement de cette mission, au-delà même selon certains des vœux du Président. Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, amorce le processus par la série des opérations « coup de poing ». Officiellement, il ne s'agit que de mettre en pratique la fameuse maxime d'Alain : « La liberté ne vaut pas sans

(42) Edgar MORIN, « Pour une crisologie », in *Communications*, n° 25, p. 159.

(43) Le P.C.F. est qualifié de « parti totalitaire à caractère fascisant ».

(44) Comparution de plusieurs personnes devant la Cour de sûreté de l'Etat.

(45) « Sérénité », *Le Monde*, 6 et 7 décembre 1975.

(46) Présentation télévisée des ministres, 29 mai 1974.

l'ordre, l'ordre ne vaut rien sans la liberté ». Les contrôles policiers à la sortie des villes et dans le métro ne sont dans cette optique que le pendant de la suppression des écoutes téléphoniques ; les deux mesures tendent apparemment vers cet « équilibre supérieur : celui de l'ordre dans la liberté et la responsabilité », équilibre devant faire de la France « une démocratie ordonnée, forte et paisible » (*Démocratie Française*, p. 127), tant il est vrai que « le désordre livre les faibles à la domination des bruyants et des puissants » et que « l'affrontement désintègre la société » (*Démocratie Française*, p. 151). En fait, derrière ces intentions de foi irréprouchables, derrière cet alliage de la « liberté », de « l'ordre » et de la « sécurité » (titre du chapitre X de *Démocratie Française*), c'est toute une dynamique de l'insécurité qui vient d'être lancée.

Les opérations coups de poing provoquent en effet, un double réflexe : elles décuplent un sentiment d'angoisse diffuse (ainsi donc la criminalité revient en force) en même temps qu'elles accoutument la population à une présence policière massive. Et comme toute dynamique, la dynamique de la sécurité s'autoperpétue : « elle ne s'appuie sur du risque que comme alibi, son véritable combustible (...), c'est nous » (47). On peut reprendre à ce sujet, le schéma de Galbraith sur la filière inversée en matière de consommation : il y a bien, par manipulation du « concept » de violence, création artificielle par l'Etat d'une demande de mesures répressives chez les citoyens. Et comme par hasard, c'est l'Etat qui se trouve seul accrédité pour satisfaire, par son appareil répressif, ladite demande. Comme l'affirme Y. Michaud, « il est évident que la positivité (du concept de violence) change de visage selon qui parle, qui évalue, qui interprète et que, par là, elle tend à se volatiliser » (48) : déjà unique propriétaire de machines à violence « destinées à produire de la destruction » (49) (la sécurité extérieure), l'Etat est aussi le mieux à même pour maîtriser et manipuler les images de la violence ; il lui suffit pour cela d'omettre de signaler certains faits objectifs (50). Cette manipulation par omission des statistiques n'est, on s'en doute, pas gratuite. Comme on a vu que le discours dominant oubliait la Sécurité comme garantie fournie par le *Welfare State*, on voit maintenant que le discours mémorise très sélectivement les formes de violence. Il procède en deux temps. Se focalisant sur la criminalité, il occulte les autres formes de violence : celle des entreprises dégraissant leurs effectifs n'est rien comparée à celle de quelques loubards ; « L'insécurité économique est oubliée devant l'insécurité de la vie. Etre sans travail vaut mieux que d'être assassiné » (51). A cet égard, il est symptomatique que quelques journaux bien intentionnés aient cru devoir régulièrement questionner les Français sur leurs craintes majeures en faisant figurer à côté de l'inflation et du chômage, la catégorie prétendument exogène de violence. C'est seulement après un martelage incessant autour de la criminalité comme responsable d'un social divisé que l'on peut passer à la deuxième phase du discours, celle de l'assimilation délinquance

(47) Article de la Revue *Utopie*, cité par Danielle DREVELLE, « Du besoin de sécurité à la doctrine de la sécurité », in *Variations autour de l'idéologie de l'intérêt général*, volume 1, P.U.F., 1978, p. 90.

(48) Y. MICHAUD, *Violence et politique*, Gallimard, 1978, p. 12.

(49) Y. MICHAUD, *op. cit.*, p. 44.

(50) Cité par E. TODD, « Beaucoup de bruit pour rien », *Le Monde*, 27 février 1979.

(51) D. DREVELLE, p. 83.

privée/marginalité politique. Dans cette nouvelle dérive du terme, la presse joue un rôle capital : comme le souligne E. Todd : « Chaque fois que quelques autonomes ou loulous sans prétentions idéologiques cassent une vitrine, forcent un distributeur automatique de chewing-gum, l'esprit des consommateurs semble prêt à dériver automatiquement vers les performances meurtrières des Brigades Rouges italiennes ou de la « bande à Baader » allemande. Mais il y a loin de la consommation gratuite et illégale de bonbons ou de cacahuètes à l'assassinat d'un Aldo Moro ou d'un Jurgen Ponto » (50). Qu'importe : le terrorisme à petite ou grande échelle, permet l'entrée dans la sphère politique du concept de violence, et l'identification des extrémistes aux criminels de droit privé. Sur ce point, la convention européenne sur le terrorisme, signée à l'initiative de la France, constitue un modèle qu'on aurait garde de passer sous silence : bien qu'elle traite explicitement du terrorisme politique, « cette convention ne tient aucun discours philosophique, aucune considération de principe. Elle se veut œuvre de technicien, elle se veut pratique, efficace, sans compter qu'il est plus habile de vider de substance les principes sans les abolir expressément » (52).

On l'a noté, la dynamique de l'insécurité est autonome et cumulative. Aux opérations coups de poing de M. Poniatowski, ont fait place les appels à la délation ainsi que le chantage à l'angoisse de l'auteur du « Mal Français ». Chacun, usager du métro ou pas, personne âgée ou non, doit se sentir concerné et participer à la demande de mesures répressives car (allocution du 24 janvier 1978) : « la violence qui s'abat aujourd'hui sur quelques-uns pourrait s'abattre demain sur d'autres, sur vous qui m'écoutez ». Le rapport Peyrefitte ne poursuit pas d'autre but : comme le souligne Pierre Lascoumes (53) : « Indépendamment de la caution savante et des beaux exposés d'inquiétude (tout à fait dans la ligne des commissions d'enquête du XIX^e siècle sur les classes dangereuses), ce rapport officiel a surtout contribué à donner une visibilité accrue aux phénomènes de violence ». Ainsi la rumeur s'amplifie, l'inquiétude fait place à la peur, ce qui justifie l'appel à l'aide de l'Etat protecteur. La mécanique est tellement puissante qu'il serait naïf de la croire non orchestrée. C'est le rapport de la Commission du VIII^e Plan sur la sécurité qui « fait ressortir pour les années à venir une aggravation des risques mêlant dans sa démonstration des atteintes croissantes à l'ordre public, la délinquance classique, la délinquance politique et les conflits sociaux ». C'est l'objectif n° 6 (« assurer la sécurité des Français ») du programme de Blois prévoyant une augmentation massive des crédits du ministère de l'Intérieur. Ce sont les deux derniers objectifs semestriels d'action du gouvernement (2^e semestre 1978, 1^{er} semestre 1979) inscrivant la sécurité comme l'une des trois priorités. Ainsi, « sous couvert de protéger les citoyens, le pouvoir assure sa propre sécurité et obtient un large consensus populaire » (54). L'armature juridique répressive s'étoffe, tandis que piétinent les réformes de structure. En un

(52) En l'espace, sont neutralisées des formes procédurales aussi élémentaires que le caractère politique des infractions ou du droit d'asile.

Gérard SOULIER, « Construction européenne et répression du terrorisme », in *Droit contemporain*, n° 2, 1979, p. 25.

(53) Pierre LASCOURMES, « La délinquance, un désordre nécessaire et bien utilisés », *Le Monde diplomatique*, janvier 1978.

(54) Danielle DREVELLE, *op. cit.*, p. 73.

semestre, la liste est impressionnante (55) : si l'on annonce pour bientôt une codification de la procédure d'*habeas corpus* (janvier-juin 1979), c'est immédiatement que l'Assemblée discute et vote la restriction du droit de grève pour l'ex-O.R.T.F., et la légalisation du renvoi massif des travailleurs étrangers, la limitation de l'affichage publicitaire et de la liberté d'édition. Parallèlement, on teste la résistance des forces organisées : le Président de la République essaie puis se défend d'avoir voulu faire rentrer les manifestations publiques sous le régime de l'autorisation préalable (29 mars 1979, déclaration en Conseil des ministres). Echec ici, succès ailleurs, avec l'extension des jugements mêlant la procédure des flagrants délits et celle consécutive à la loi anti-casseurs (56).

Le bilan est au total inquiétant, tout comme le sont, examinées à la lumière de ce qui précède, certaines déclarations anodines du Président. « Je considère que la démarche raisonnable est de faire en sorte que la société française atteigne un degré de sécurité tel qu'elle puisse en profondeur, et avec l'accord d'une large partie de l'opinion publique, décider la suppression de la peine de mort » (21 novembre 1978) ; ou mieux encore, jouant sur le registre de l'assimilation, on retiendra cette définition extensive d'« une nouvelle violence qui ne se manifeste pas seulement dans des phénomènes de délinquance et d'inadaptation, mais plus profondément dans l'excès du langage de chaque catégorie sociale, dans l'outrance et l'intolérance des propos de certains responsables, dans la tentation latente du recours à la force » (*Démocratie Française*, p. 48). Ce type de phrase ne laisse pas d'inquiéter dès lors que c'est toute action ou commentaire politique « a-normal » qui se voit qualifier de violent, et risque à ce titre, d'être réprimé. Encore faut-il savoir quelle est « la norme » de « la démocratie ordonnée, forte et paisible » que prône le Chef de l'Etat. Plus encore, il s'agirait de savoir qui décrète cette norme, et au nom de quelles valeurs. On rappellera en guise d'ultime « pièce à méditation », cette interview de M. Ponia-towski au *Journal du Dimanche* daté du 6 juillet 1975 : « Si l'on veut assurer un régime de liberté, il faut se prévenir contre ceux qui l'exercent inconsidérément ou dangereusement, contre tous ceux qui conduisent à des désordres mettant en danger l'existence, la sécurité des autres, dangers publics qu'il faut neutraliser. Sinon, on sera obligé de faire comme dans les pays marxistes : retirer la liberté à tout le monde sous prétexte que 2 % de la population est zinzin ».

3° Une image de fermeté.

Le discours de la sécurité présente pour le pouvoir politique en place un triple avantage :

— Il joue, au moins pendant un certain laps de temps, comme substitut du changement (comme le montrent les lois votées à la session parlementaire du printemps 1979).

— C'est une solution de facilité pour un discours à qui il suffit d'opérer une projection centrifuge de redondances pour dominer. A. Bejin,

(55) Voir Philippe BOUCHER, « Liberté, sécurité, écran de fumée », in *Le Monde*, 28 avril 1979.

(56) Voir les condamnations intervenant après les « incidents » du 23 mars 1979.

détaillant en séquences, le phénomène crise, note à ce sujet (57) : « certains agents, submergés par une impression d'insécurité, adoptent une définition extrêmement simplifiée, appauvrie du réel, qui a pour fonction de pétrifier artificiellement la situation signifiante, de rendre par conséquent celle-ci, maîtrisable ».

— Enfin, le discours de la sécurité permet aux gouvernants de se donner une image d'autorité propre à faire renaître le consensus essentiel en dernière instance. Aussi le Chef de l'Etat, loin de camoufler la fermeté (doux euphémisme) de son action, le brandit fièrement, preuves à l'appui (58).

3) LE DISCOURS DU PLURALISME.

Dernier venu de ce « tiercé » linguistique : le « pluralisme ». Dans sa nouvelle préface à *Démocratie Française*, l'auteur souligne son attachement à l'expression, dont il s'attribue, non sans une certaine emphase, la paternité : « Un roman atteint le succès s'il crée un personnage, un essai politique s'il impose un mot. "Heureux le voyage, écrit Giraudoux, dont on ramène une chanson". Heureux le livre dont l'opinion retient une formule ! Le mot de pluralisme, jusqu'ici peu utilisé, fait désormais partie du vocabulaire des discours, des congrès, des motions en France et dans le monde » (pp. 10 et 11). Que se cache-t-il derrière l'apparente vanité du propos, elle-même nourrie par l'apparente banalité du concept ? Comme pour « le changement », ou « la sécurité », une extraordinaire polysémie du vocable. « Le pluralisme » apparaît dans la troisième partie de *Démocratie Française*, intitulée « Pour que vivent les libertés », et qui s'ouvre sur cette introduction : « Une société de libertés démocratiques nécessite une structure pluraliste du pouvoir. Mais ce pluralisme ne saurait être seulement politique, il doit être total. Nous en tirerons les conséquences » (p. 107). Suivent deux chapitres : « Pluralisme et liberté » (VI), « Patrimoine et Libertés » (VII). En première analyse, l'expression pluralisme s'identifie largement à celle de liberté (quatre occurrences ici), accessoirement à la notion de Patrimoine. Et déjà cette trilogie Liberté-Propriété-Pluralisme n'est pas sans rappeler un certain parfum du XVIII^e siècle. En fait, il faut poursuivre plus en avant : le titre IV de *Démocratie Française* évoque aussi le pluralisme, les quatre chapitres suivants (VIII, « La conduite de l'économie » ; IX, « La nouvelle croissance » ; X, « Liberté, ordre et sécurité », XI, « Une démocratie forte et paisible ») contenant des références à l'expression. La thèse qu'on voudrait dès lors soutenir est la suivante : dans un premier temps, V.G.E. définit le pluralisme par la liberté ; ce faisant il en appelle à la mémoire historique des Français, et notamment aux philosophes des Lumières et aux Révolutionnaires de 89. Une fois obtenue la caution de cette Histoire unanimement célébrée, le Président utilise la charge libératrice que renferme désormais le terme pluralisme, pour légitimer ces deux piliers du mode de domination que sont l'Economie et l'Etat.

(57) A. BEJIN, « Crise des valeurs, crise des mesures », in *Communications*, n° 25, 1976, p. 65.

(58) Voir interview à *L'Express*, 9 mai 1977.

a) *Les images symboliques : les lumières éclairant 89.*

Dans *Démocratie Française*, V.G.E. ranime perpétuellement les flammes glorieuses du Siècle des Lumières et de la Révolution de 89. L'opération est habile qui consiste à invoquer une mémoire historique qui n'est plus franchement typée à gauche ou à droite, mais participe d'un héritage commun. Nous voudrions ici faire état de la manière dont sont réveillés, sans paraître vulgairement récupérés, les grands mythes historiques. D'une manière générale, « c'est d'un bout à l'autre du livre un regard sur l'histoire contemporaine qui emprunte souvent ses grillés aux aristocrates de jadis en lutte contre l'absolutisme » (59). Ce quadrillage référentiel est très visible dans le choix des mots : le terme « fraternité », quelque peu délaissé aujourd'hui au profit des deux autres constituants de la trilogie républicaine, revient en force dans l'ouvrage présidentiel (60) ; le terme honni de « privilèges » est aussi rappelé (61) au même titre qu'est dénoncé « l'arbitraire » (62). On sent le Président ardemment désireux de renouveler le geste du 4 août : qu'importe d'ailleurs si les blocages de l'Ancien Régime ont été depuis deux siècles levés, il suffit d'en évoquer d'autres : d'où l'insistance malsaine de l'ancien Inspecteur des Finances à accabler une administration « sur laquelle l'individu n'a guère de prise et à laquelle il a le sentiment d'être livré, pieds et poings liés » (p. 47) ; d'où la complaisance à énumérer les tares d'un système administratif, en grande partie responsable « du Mal Français » (« lenteurs, paperasses, incompréhension, anonymat, bureaucratie » (p. 97), et à défendre l'usager « maintenu dans le silence ou l'isolement par une administration persuadée d'être seule à connaître l'intérêt général » (p. 148). Les clins d'œil présidentiels à l'Histoire sont parfois plus explicites encore : on se souvient que pastichant Goethe et Sieyès, V.G.E. avait inauguré sa charge par le fameux : « De ce jour, date une ère nouvelle de la politique française » (27 mai 1974) ; sur le même registre d'évocation directe, le Président débute son chapitre XIII (« La Démocratie française » dans le Monde) par une description sur huit lignes, du moulin de Valmy.

Les images symboliques ne sont pas toujours nécessairement aussi claires ; si tel était le cas, on crierait vite à l'héritage accaparé indûment. La filiation des Lumières et de 89 est parfois plus indirecte, tout en contribuant puissamment à réveiller la mémoire historique des récepteurs. Chacun se souvient, que le XVIII^e siècle fut celui des majus-

(59) Bernard-Henri LEVY, « Les fausses confidences d'un président », in *Le Nouvel Observateur*, 18 octobre 1976.

(60) « Une communauté plus fraternelle » (p. 16) ; « Il y a deux ans (...), nous luttons pour une société libre, fraternelle » (p. 28) ; « Un élan qui rendrait (la communauté française) plus fraternelle » (p. 82) ; « Rendre à l'individu sa dimension fraternelle qui est celle de sa chaleur et de sa solidarité » (p. 103)...

(61) « La justice, c'est aussi la suppression des privilèges. Les Français ont fait jadis une révolution pour l'atteindre. Mais la nature humaine est telle que la disparition des privilèges n'est jamais acquise » (p. 72).

(62) « L'Etat, pour administrer la société pluraliste, ne doit être ni envahissant ni arbitraire » (p. 163), et l'auteur de flageller « l'Etat capricieux et tyrannique des temps monarchiques ; l'Etat autoritaire et sanglant de la fin de la Révolution et de l'Empire » (p. 165) ne laissant intacte que la période 1789-1792.



cules, des grands concepts d'Homme, de Raison et de Progrès, de Bonheur même. Le Président de la République ne déroge pas à une tradition aussi glorieuse. Ainsi il invoque souvent l'Homme, cette découverte voltairienne. Concluant le chapitre II (« Les limites des idéologies »), V.G.E. avance : « Le progrès des connaissances rend possible aujourd'hui une autre démarche. Nous pouvons mener notre raisonnement à partir de l'homme et de ses besoins, pour déboucher sur le choix des meilleurs mécanismes (...). La démarche la plus moderne ne sera pas celle qui part de l'analyse du mécanisme économique, mais celle qui s'inspire du besoin de l'homme. Ce sera la démarche française. Elle nous conduit à la société pluraliste » (pp. 59-60). Et l'auteur de passer à la deuxième partie de son ouvrage : « La société à partir de l'homme ». Non critiquable en soi, cette approche, rapportée au contexte de la Révolution Française, n'est pas sans rappeler la phrase de J.-P. Sartre : « Les membres du Tiers état à la Constituante étaient bourgeois en ce qu'ils se considéraient simplement comme des hommes ». V.G.E. semble surenchériser quand, critiquant le mot d'ordre « le pouvoir des travailleurs », il affirme : « L'homme n'est pas qu'un travailleur. Il est aussi un consommateur, usager, épargnant. Il a une famille et une vie privée... (Aussi) le slogan de l'Etat pluraliste est : le pouvoir aux citoyens. c'est-à-dire aux hommes et aux femmes, pris dans leur diversité, et leur réalité complexe, dans leur droit à la différence et dans leur égalité fondamentale » (p. 167). Les rédacteurs de la première Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen affirmaient-ils autre chose ? « La société à partir de l'homme » prônée par le Chef de l'Etat contient en outre une philosophie de l'histoire qui n'est pas sans rappeler le scientisme évolutionniste d'un Buffon (*Epoques de la Nature*) ou d'un Condorcet (*Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*). Incessamment en effet sont avancés « le progrès des connaissances » (p. 59), « le stade déjà atteint du développement (de la société française) » (p. 15), « le besoin de s'affirmer et de se dépasser » (p. 77). Sa dénonciation vigoureuse du marxisme comme causalisme simpliste n'empêche pas le chef de l'Etat d'énoncer un sens de l'histoire quand il retrace « l'aboutissement nécessaire de la longue évolution de l'Occident chrétien puis philosophe, commencée vers le XI^e siècle (...), poursuivie à la Renaissance qui s'est imposée au XVIII^e siècle et qui devient irréversible lorsque la division de la société en classes sociales cessa d'être considérée comme la conséquence fatale d'un plan divin » (p. 65). Enfin, si le Bonheur, « idée neuve » pour Saint-Just, n'est que rarement abordé par le Chef de l'Etat, (par pudeur ?), ce n'est certes pas le cas pour sa formation politique d'origine qui inscrit à son « programme » électoral de 1978, « le bonheur du corps, de l'enfant, de la ville et des champs, du temps qui passe... les enfants, les femmes, les vieux ; le droit de respirer, de rire, de crier, d'applaudir, le droit d'être associé au progrès du pays. Ces rubriques ne réunissent-elles pas les conditions du bonheur ? Il suffit de peu, n'est-ce pas ? Moins d'automobiles, un peu plus de vacances, et la main tendue à ceux qui piétinent en arrière : possible, non ? » (63).

(63) *Le projet républicain*, programme du P.R., présenté par J.-P. Soisson. On doit aussi au P.R. la reproduction sous forme d'affiches électorales, de la Déclaration des Droits de l'Homme en octobre 1977.

Transparence ou flou des images symboliques, le résultat demeure : le discours du pluralisme, discours de Liberté et de Fraternité, fustigeant les privilèges et les arbitraires, se situant dans la lignée de Sieyès, Voltaire ou Condorcet, se présente comme fils d'une Révolution Française, mythiquement élevée au rang de Symbole national. Ce faisant, le locuteur joue sur l'ambiguïté d'un mouvement politique qui embraye très vite de la Liberté au libéralisme, via le connecteur « propriété ». Établissant de manière diffuse une filiation entre 89 et le pluralisme, ce même discours joue sur une mémoire historique savamment sélective qui idolâtre Mirabeau et Danton, pour oublier Babœuf. Pour caricaturer, le discours du pluralisme considère comme indivisible un Siècle des Lumières où dès l'origine s'ignorent Locke et Wistanley, et où plus tard, Montesquieu coexistera avec Rousseau.

b) *La manipulation symbolique :*
Locke et Montesquieu au secours du système.

1° *Pluralisme donc liberté, liberté car propriété.*

Le savant édifice thématique que constitue *Démocratie Française* souffre, au plan de sa construction logique, d'une faille : le chapitre VII « Patrimoine et Liberté », résonne bizarrement. Extrêmement court (le chapitre tient en trois pages pour une moyenne générale de 12), il n'entretient apparemment aucun lien avec les développements qui le précèdent et le suivent. Dans ce chapitre, l'écriture s'affole, bafouille, une même phrase est reproduite deux fois ; la pauvreté lexicale est attestée par de fabuleux indices de répétition. Les items, attribution/acquisition/possession/avoir, ont 14 occurrences ; les items, liberté/libre, 10 ; on trouve « patrimoine » à onze reprises, sécurité à six (le tout, répétons-le, sur trois pages !). Dans ces conditions, nul besoin de se nommer Saussure pour se livrer à quelques déductions évidentes. Associant aussi étroitement les concepts de Patrimoine/Propriété à ceux de Liberté/Sécurité, V.G.E. plonge à nouveau ses racines dans le Siècle des Lumières. Mais la référence sera cette fois plus allusive, tant il est vrai que les auteurs en question sont fortement marqués idéologiquement. À n'en point douter, c'est de Locke qu'il faut parler, pour qui la propriété confère le bonheur, et dont la philosophie politique tiendrait dans cette phrase : « Tout gouvernement n'a pas d'autre fin que la conservation de la propriété ». On voudra bien rapprocher ces deux citations de celles, forcément plus prudentes extraites du chapitre VII de *Démocratie Française* : « Chacun se sent plus libre s'il dispose d'un avoir » (p. 122), « la démocratie française doit reconnaître et établir le droit individuel à l'acquisition d'un patrimoine » (p. 124). Cette recherche de filiation n'est pas gratuite : on sait en effet que « c'est Locke, parce qu'il organise tout un monde à partir de la propriété en prenant soin de justifier celle-ci dans la nature humaine, qui doit être tenu comme l'authentique théoricien du libéralisme » (64). Reprenant dans la Révolution française l'idéal de liberté, V.G.E. entraîne son lecteur vers le cœur d'un libéralisme dont il vante « l'actualité » et dont il pallie

(64) G. MAIRET, « Le libéralisme, présupposés et significations », in *Histoire des idéologies*, T. 3, Hachette, 1978, p. 152.

« l'insuffisance » (*Démocratie Française*, p. 109) par ajout du qualificatif « avancé ».

Ce libéralisme à peine rafraîchi entraîne au moins trois sortes de conséquences : la liberté dont il est sans cesse question, se circonscrit à la personne du propriétaire. V.G.E. a beau parodier Marx en affirmant que « la liberté individuelle cesse d'être un droit abstrait pour se matérialiser dans la vie quotidienne » (*Démocratie Française*, p. 43), on voit mal en quoi le « droit individuel à l'acquisition d'un patrimoine » diffère dans la description que nous en fait le Président, d'une simple liberté formelle. Qu'on en juge ! « Qu'elle est la nature de ce droit ? Ce n'est évidemment pas celui d'attendre passivement de la collectivité l'attribution de ce patrimoine. C'est celui d'avoir la certitude que l'ensemble constitué par les rémunérations et les mécanismes d'épargne et de crédit est tel qu'au cours d'une vie de travail, toute personne puisse dégager, si elle le souhaite, les ressources nécessaires à l'acquisition d'un patrimoine minimum » (*Démocratie Française*, p. 123). Seconde déviation possible dans cette association Liberté/propriété, celle exprimée par cet autre grand libéral que fut Benjamin Constant : « La propriété seule fournit le loisir indispensable à l'acquisition des lumières et à la rectitude du jugement. Elle seule donc, rend les hommes capables de droits politiques ». La reprise d'une telle démonstration est inconcevable actuellement. On peut, au moins, refaire germer quelques pousses. « Une sécurité supplémentaire est celle qui procure à l'individu le sentiment d'avoir bien à lui un certain patrimoine. La liberté d'attendre, de choisir, de décider est renforcée par la possession autonome « d'une réserve » qui protège des incertitudes extérieures » (*Démocratie Française*, p. 122). Enfin, puisqu'il est question de sécurité et d'incertitudes, ainsi que de propriété bien à soi, on n'aura garde d'omettre ces deux traits constitutifs du libéralisme que sont la légitimation de l'appareil répressif d'Etat, instrument nécessaire de préservation de la propriété privée, et l'individualisme forcené permettant une meilleure interpellation de chacun par l'idéologie (65). Il y a sans doute une bonne part de naïve franchise dans la volonté giscardienne de faire de la France « un pays de petits propriétaires heureux ». Mais tout aussi sûrement, doit-on déceler une dose certaine de mystification.

2° « ... le sens nouveau que revêt aujourd'hui la séparation des pouvoirs » (*Démocratie Française*, p. 110).

Ne pouvant reprendre Locke, Guizot ou Constant que *mezza voce*, le discours du pluralisme est plus à son aise s'agissant de Montesquieu dont il va actualiser les principes pour occulter la réalité du pouvoir dans la France des années 70. Le « conservateur éclairé » qu'était, selon J.-J. Chevallier, Montesquieu a d'ailleurs une structure de pensée que ne renierait pas aujourd'hui V.G.E. Penchant pour « une république aristocratique », où régnerait le principe de modération, le président du Parlement de Bordeaux estimait lui aussi que l'Etat « doit à tous les citoyens une subsistance assurée, la nourriture, un vêtement conve-

(65) Voir sur ce point, *Démocratie Française*, p. 157 : « L'exercice individuel de la liberté, inhérent à la démocratie, ne la met jamais en péril. Par contre, son exercice collectif qui constitue un « pouvoir », se situe à mi-chemin de la liberté et de la puissance ».

nable, et un genre de vie qui ne soit point contraire à la santé». S'il est dit encore dans l'*Esprit des Lois* qu' « autant le ciel est éloigné de la terre, autant le véritable esprit d'égalité l'est-il de l'esprit d'égalité extrême », *Démocratie Française* semble répondre en écho que « la recherche exigeante d'une plus grande justice ne signifie ni l'uniformisation, ni le nivellement » (*Démocratie Française*, p. 15). Mais cette parenté n'est pas essentielle ; il faut surtout souligner la manière dont le président de la République réactive idéologiquement la pensée de Montesquieu en subordonnant la liberté politique à l'existence, de haut en bas, de la notion de corps ou « rangs intermédiaires » et au respect, au sommet de l'Etat, d'une stricte séparation des pouvoirs. La notion de corps intermédiaire comme contrepoids en réalité fictif à un pouvoir en fait monolithique, est illustré par le souhait giscardien d'un « développement des associations » étant entendu que « l'association se distingue de l'organisation de masse, (qui elle) a une idéologie, un langage, une stratégie (et est) une puissance qui mène un jeu de puissance » (*Démocratie Française*, p. 102) ; de même on souhaitera « un syndicalisme vivant, indépendant des entreprises, comme de l'Etat et des partis politiques » (*Démocratie Française*, p. 118), et un pouvoir consommateur car « dans l'économie pluraliste, c'est le consommateur qu'il faut protéger pour qu'il puisse choisir librement » (*Démocratie Française*, p. 146). Vague corporatisme que tout cela ? Nullement puisque « le refus du monopole est essentiel à une conception démocratique de la vie économique » (*Démocratie Française*, p. 118). Dans cette phrase réside bien l'essentiel de la stratégie symbolique giscardienne : occulter la nature de l'Etat libéral avancé comme structure inhérente au « Capitalisme Monopoliste d'Etat », se défendre en attaquant, et donc, rejeter noblement toute idée de nationalisations ou de concentration du pouvoir politique. Pour ce faire, on fait appel en termes à peine voilés à Montesquieu : « Toute société dans laquelle ces pouvoirs ne sont pas séparés ne respecte pas le pluralisme » (*Démocratie Française*, p. 110), ou encore, « le pluralisme ne se fragmente pas. On ne peut pas vouloir le pluralisme dans le domaine politique, tout en l'éliminant dans les autres domaines » (*Démocratie Française*, p. 16). « Les idées exigent d'être pensées jusqu'au bout... Le pluralisme de la société toute entière implique que les divers pouvoirs à l'œuvre dans nos sociétés ne puissent en aucun cas se confondre, et notamment les quatre types essentiels de pouvoirs que sont : le pouvoir d'Etat, le pouvoir économique, le pouvoir des organisations de masse, et le pouvoir de la communication de masse ». « Une société authentiquement démocratique doit être intégralement pluraliste » (*Démocratie Française*, p. 110).

Le lecteur, assailli par tant de professions de foi libérales, n'a plus qu'à recevoir passivement un certain nombre d'affirmations aussi péremptives qu'indémonstrables.

— Il y a bien en France « distinction effective des pouvoirs d'Etat ». A preuve « l'autonomie de l'exécutif par rapport au législatif, telle que la constitution de la V^e République l'a instaurée et que la majorité l'a respectée » (*Démocratie Française*, p. 111).

— Il y a bien pluralisme de la communication de masse ; d'ailleurs, « l'éclatement de l'ancien O.R.T.F. en plusieurs sociétés nationales, effectivement indépendantes les unes des autres, contribue à la consolidation de nos libertés » (*Démocratie Française*, p. 113).

— Mais, par contre, le pluralisme actuel de l'économie est profondément menacé : un démocrate conséquent donc un pluraliste intégral devait s'en inquiéter : « Une société dans laquelle les grandes entreprises du fait de la nationalisation et de la planification autoritaire sont directement assujetties au pouvoir politique et à sa bureaucratie, cesse d'être une société pluraliste. Le pouvoir y est à ce point concentré qu'il est inévitablement oppressif. Si les puissances économiques coïncident avec le pouvoir d'Etat, qui nous protégera des puissances économiques ? » (*Démocratie Française*, p. 116).

Ainsi le discours libérateur du pluralisme exorcise-t-il la vieille hantise de l'opposition politique : on comprend dès lors mieux que « la tâche historique qui incombe à tous les partisans sincères du pluralisme est celle de rendre irréversible l'option du peuple français en faveur d'une structure pluraliste des pouvoirs et de la société » (*Démocratie française*, p. 173). Derrière l'acharnement que poursuit V.G.E. à « étendre en profondeur l'exigence pluraliste à toute la substance de la société » (*Démocratie Française*, p. 120), se cache la volonté de déradicaliser « les options » politiques afin d'établir un consensus sur « la substance de la société ». En ce sens, le discours du « pluralisme » renvoie paradoxalement au *monisme* idéologique.

On a voulu indiquer ici combien il serait dangereux de considérer « les mots magiques » d'un discours (« changement », « sécurité », « pluralisme ») comme des vocables inoffensifs, peut-être brillants mais à coup sûr creux. Derrière la généralité excessive des termes choisis, se cache nous semble-t-il, l'intention de ne présenter que des expressions sémantiquement très ouvertes, que chacun peut reprendre à son compte. Chaque mot pris séparément, dégage son propre parfum idéologique : le discours de pouvoir investit ainsi « le changement » qui devient subordination muette à la logique contradictoire du Capital ; il s'empare de « la sécurité » pour déclencher un engrenage dynamique de peur, de protection étatique et de quadrille répressif ; il trituré le pluralisme et le transforme en machine de guerre contre toute opposition déviante. Le travail idéologique est long, patient, minutieux, graduel. Au bout du compte, des liens invisibles sont tissés entre chacun des concepts, les thèmes rebondissent, et chaque unité de cette trilogie renvoie aux deux autres. La « sécurité » devient ainsi fondement, limite puis substitut du « changement » ; ce dernier, réduit à une modification légère des superstructures évoque 1789 sur lequel le « pluralisme » s'adosse ; ce même « pluralisme », enfin, se veut sécurisant par la possession d'un patrimoine ou par la préservation du risque collectiviste. Ainsi passe-t-on d'une banalité désordonnée à une redoutable cohérence.

B. — LE DISCOURS DU RAISONNABLE

1) LE DISCOURS DES CONTRAINTES ÉCONOMIQUES.

L'économie jouit d'une place singulière dans le discours dominant, qui renferme tout à la fois une opposition irréductible à tout primat en dernière instance de la base économique et une prise en compte incassante des impératifs de l'infrastructure ; ainsi, la classe dominante

présente-t-elle une image d'humanisme réfléchi contrastant avec une opposition marxisante accusée simultanément de matérialisme sommaire et de légèreté politique. Il convient de décomposer ce double mécanisme, et on peut le faire en partant du concept sempiternellement invoqué de « contraintes économiques ». Là encore, l'expression est apparemment neutre, exempte de tout stigmate partisan. Qui peut aujourd'hui prétendre défendre une politique qui ignorerait les réalités économiques ou refuserait de prendre en compte taux de croissance, d'inflation et de chômage, valeur de la monnaie ou équilibre des échanges et du budget ? Reste que sur ce fonds d'évidences, le discours dominant déploie une logique qui lui est propre et qu'il voudrait faire passer pour universelle. S'appuyant sur les expériences des années antérieures, sur l'état actuel de l'appareil productif, et sur l'exemple communicatif des puissants voisins, ladite logique peut être qualifiée rapidement de « *projection reproductrice* », soit « ce qui permet de dégager du passé un avenir nécessaire, lorsqu'on suppose constants les paramètres dont dépend la reproduction de l'ordre établi, c'est-à-dire l'ensemble des relations d'ordre qui constituent la structure sociale » (66). Tourné vers le futur, le discours dominant sur l'économie, dont le discours giscardien est un prototype parfait, est donc en fait ancré dans un passé qu'on pourrait faire remonter aux prémices du capitalisme commercial. Sa logique, bien loin de valoir partout et toujours, ne s'applique qu'à un certain mode de production, et ne vaut que par et pour lui. Affirmer qu'il faut tenir compte « des contraintes économiques » dispense ici de répondre à la question essentielle : « les contraintes de quel type d'économie ? » Question rarement posée, rétorquera-t-on : c'est bien le signe d'une idéologie dominante parfaitement fonctionnelle, qui a réussi à naturaliser un système pourtant très typé, qui a contribué à diffuser une impression de dynamisme à une logique dont les postulats sont pourtant bien arrêtés. Ces deux épithètes (naturel, dynamique) résument parfaitement l'expression « croissance économique » et c'est donc d'elle que nous partirons. De quel intérêt pouvait se prévaloir le discours giscardien quand il invoquait « la croissance économique », au temps où celle-ci était quasi exponentielle ? Comment réagit-il quand cette croissance, attribut et fondement de légitimité, et en vient à s'essouffler ?

Plus précisément, nous pensons que le discours « des contraintes économiques » joue incessamment sur le binôme, l'économie comme chance/ comme contrainte. Sa structure élémentaire est extrêmement simple : on ne peut accéder à un certain bien-être sans accepter certaines obligations. Suivant que la croissance économique sera plus ou moins forte, le discours insistera davantage sur l'économique comme « libération » ou comme « détermination ». Toujours, il focalisera l'attention sur la Croissance, qui fait ainsi figure d'utile écran masquant le Mode de Production.

a) *L'ode à la croissance.*

Survenant après les décennies molles puis noires des années 20 et 30, encore marquées par celles, malheureuses puis laborieuses des années

(66) BOURDIEU et BOLTANSKI, *A.R.S.S.*, n° 2/3, 1976, pp. 48-49. Par « projection reproductrice », les auteurs ne visent que le modèle économétrique ; il semble, en fait, qu'on puisse élargir la sphère d'application du concept.

40 et 50, les années 60, qualifiées par Kennedy de « décennie du développement », consacrent la fastueuse époque de la Croissance, élevée au rang de mythe. Le climat étant à l'euphorie, le discours dominant célèbre l'économie comme une chance extraordinaire pour l'homme, les contraintes qu'elle entraîne étant pratiquement passées sous silence, ou traitées comme évidences pures et simples. D'un côté, la Croissance est considérée comme un « miracle », permettant d'accéder à l'univers paradisiaque de la société post-industrielle. Parallèlement, cette Croissance libératrice élève au rang de dogmes intouchables l'octroi légitime du Pouvoir au Savoir (les techniciens éclairés détrônent les politiciens passésistes), et le choix définitif de la théorie libérale (école néo-classique vaguement teintée de keynesianisme) comme inspiratrice des politiques économiques de croissance.

1° *Le miracle de la croissance.*

Que la Croissance économique soit miraculeuse et célébrée comme telle, V.G.E. l'exprime parfaitement dans ce discours à l'Assemblée nationale (30 juin 1967) : « La politique économique suppose une imagination et une action constamment renouvelées. Ceux qui mettant en œuvre l'une et l'autre, feront coïncider durablement *la pente de la croissance et l'axe de la stabilité*, verront surgir ce dont je rêvais il y a quatre ans — mais le rêve est tenace — je veux dire *le miracle français* ». C'est bien de miracle donc qu'il s'agit. La croissance est d'abord miraculeuse par son rythme, par les prouesses techniques qu'elle contient. Mais surtout, la croissance s'avère être la garantie d'une certaine stabilité d'un système, qu'au vu de ses résultats on ne peut décemment remettre en cause. Le plus petit miracle n'est certes pas que « la croissance a apporté une solution à toutes les contradictions du passé : elle donne aux uns sans enlever aux autres ; elle profite à tous sans modifier la répartition des profits » (67). Le discours dominant a dès lors la possibilité (largement utilisée) de magnifier le gonflement absolu du gâteau et de ses tranches, sans avoir besoin d'évoquer l'évolution de son partage relatif. Ainsi V.G.E., dans le chapitre I de *Démocratie Française* (68) allant jusqu'à reprendre la « problématique » irrefragable de la machine à laver (69). Dans une première approche donc, la référence à la croissance tient lieu de discours de progrès social : les phénomènes quasi mécaniques de translation sociale tiennent lieu et place de politiques volontaristes de redistribution égalitaire de surplus. D'ailleurs prenons garde : « Le progrès économique, surtout s'il est complété par une redistribution partielle des revenus de l'Etat, égalise le niveau de vie. Le risque est qu'en même temps, il uniformise les modes de vie et organise une société de grisaille. Le nivellement universel comporte le risque de noyer dans le conformisme moyen les formes les plus créatives et les plus originales de l'esprit humain » (76). Or, cet égalitarisme, la nature elle-même, le répudie : « il naît des hommes,

(67) BOURDIEU, BOLTANSKI, *op. cit.*, p. 44.

(68) pp. 39, 40, 41, 42, 43.

(69) « Il y a 25 ans, personne n'avait ni machine à laver, ni télévision ; en 1975 7 ménages sur 10 ont la première, neuf sur dix la seconde », *Démocratie Française*, p. 39.

(70) V.G.E., « Humaniser la croissance », article pour *Preuves*, 2^e trimestre 1972.

il naît des femmes, il naît des filles uniques et des familles de dix enfants, il naît des enfants doués pour l'étude et d'autres doués pour les travaux manuels » (71); contentons-nous donc de promouvoir « une opération portes ouvertes dans la société française », et de souhaiter « que les barrières sociales s'effacent dans le mariage et les amitiés » (72). Pour le reste, il faut observer avec satisfaction le « rapprochement des modes de vie », la « différenciation sociale la plus réduite » (73), engendrée par une Croissance « substituant aux nécessités de la lutte pour le partage du produit global, les perspectives iréniques du progrès pour tous dans des économies en expansion continue » (74).

2° La société post-industrielle à venir.

Les prophètes de la Croissance, en même temps qu'ils en font l'apologie, sèment l'Utopie créatrice, censée donner une âme à la logique froide d'accumulation du capital : à l'encontre d'Orwell, et pour faire pendant à la société communiste de Marx, Rostow, Bell, Brzezinski, Dahrendorf et autres H. Kahn promettent un avenir radieux au capitalisme, en annonçant la venue de la société technétronique, plus couramment qualifiée de post-industrielle. On en connaît les grands traits, et il suffit de les rappeler très rapidement : soi-disant prolongement des tendances connues, la société de consommation de masse sera une société d'abondance, où auront été crevées les poches de pauvreté; le secteur hégémonique sera le tertiaire, les cols blancs remplaçant les cols bleus; programmation linéaire et planification généralisée permettront à l'Etat de conduire sans régenter cette marche au paradis; une nouvelle élite (« classes » techniciennes) supplantera le parasitisme des vulgaires propriétaires, balayés dans leurs prétentions aristocratiques par la technostructure; le tout sera parachevé par l'éclosion de nouvelles valeurs (jouissance, participation, confort personnel). Cette description angélique masque quelque peu la caractéristique essentielle de cette « nouvelle » idéologie : prolongement logique des économies de marché (comme le prouve le schéma linéaire de Rostow en 5 étapes) (75), la société post-industrielle trouve ses référents et son prolongement dans le modèle avancé des Etats-Unis, où la réussite et l'efficacité ont toujours été synonymes de conservation scrupuleuse de l'ordre établi. Parti très naturellement des Etats-Unis (et notamment de son école sociologique), cette vente par correspondance de l'*American Way of Life* affecte assez tôt le vieux continent. Dans ce bouillon français de culture idéologique que constitue l'ouvrage collectif, *Réflexions pour 1985* (76), le thème « Les Américains qui nous précèdent dans l'évolution actuelle » revient vingt et une fois, tandis qu'en introduction, est affirmé le *credo* optimiste rendant grâce au Dieu Croissance et au paradis proche (77).

(71) Colloque de l'UNESCO, 23 juin 1972.

(72) Face à face, V.G.E./J.J.S.S. sur le thème *L'Egalité des chances*, 19 mars 1970.

(73) *Démocratie Française*, p. 43.

(74) H. BROCHIER, « Réalités et illusions », in *Communications*, n° 25, p. 77.

(75) In *Les étapes de la croissance économique*, Seuil, Points, 1963.

(76) Paru en 1964 et relié aux travaux du V^e Plan.

(77) *Réflexions pour 1985*, p. 11 « La consommation de masse est susceptible d'engendrer (...) un climat de bien-être accru qui atténuera les tensions dans la solidarité d'un progrès suffisamment diffusé, et en conduisant au-delà

Œuvre isolée ? Nullement. M. Poniatowski n'affirme-t-il pas que « les U.S.A. constituent (...) un modèle sociologique de dix à quinze ans en avance sur nous et de trente à quarante ans sur les pays de l'Est » (78). Tandis que son patron, sur le registre de prophétie euphorique voit dans la France, une fois « achevée sa transformation industrielle de façon à développer sa production et sa richesse », ... « un pays qui aura achevé sa mutation sociale de façon à faire vivre une société fraternelle et humaine et à se consacrer enfin à des tâches de civilisation » (79).

3° *Le pouvoir légitime de la technostrucure.*

Une fois proclamé le miracle de la croissance, et annoncée la venue d'une société post-industrielle enchantée, le discours dominant introduit deux contraintes, deux nécessités qu'il tente d'innocenter en les naturalisant. D'abord, il convient que cette croissance soit menée par des hommes de qualité, sérieux et qualifiés. Foin des propriétaires, foin des notables politiques, il faut qu'émerge une nouvelle élite dédaignant idéologie ou politique politicienne : V.G.E., inspecteur des Finances, énarque et polytechnicien, économiste pragmatique, monétariste brillant, pédagogue de talent, constitue le maître étalon de cette « nouvelle élite (qui) possède l'autorité la plus naturelle : celle de la connaissance, qui ne se transmet pas héréditairement... Sa légitimité n'a pas à se légitimer : elle repose sur l'inégalité des dons dans l'égalité des chances qui distingue les plus aptes et les moins aptes (...), les handicapés du cerveau (...) » (80). A nouvelle élite, nouvelle politique : politique scientifique bien sûr, au sens où cette nouvelle aristocratie, « ce conservatisme reconverti » pour Bourdieu, « est une science de la conservation qui rend possible une conservation scientifique » (81). Ses nouveaux instruments de domination ne sont pas tant la rhétorique et le népotisme que l'économie et les sciences sociales ; systémisme et cybernétique remplacent Morale et Histoire, T. Parson et K. Deutsch éclipsent Machiavel et Tocqueville. « La politique se confond avec les besoins de stabilité du système lui-même, considéré comme indéfiniment adaptable en fonction des exigences provenant de son environnement. Dans ce monde, la vie sociale perd sa dimension historique pour se résumer à la mécanique bien huilée d'une cybernétique dont rien, surtout pas l'idéologie, ne vient troubler la rationalité » (82).

4° *Le cadre libéral.*

Dans cette quête d'une société post-industrielle où seraient digérés tous les conflits et satisfaits tous les appétits, les valeurs dominantes ont nom efficacité et pragmatisme. L'efficacité est assurée de façon optimale par les mécanismes du marché que l'Etat pourra ensuite empi-

de la couverture des besoins élémentaires fera passer de la société des besoins, qui procure des satisfactions, à la société de l'expression qui est un signe de liberté ».

(78) *Cartes sur table*, Fayard 1972, p. 100.

(79) 20 mai 1967.

(80) M. PONIATOWSKI, *Conduire le changement*, Fayard 1975, p. 20.

(81) BOURDIEU, BOLTANSKI, *op. cit.*, p. 52.

(82) Revue *Futuribles*, n° 7, 1976, reproduit dans *Problèmes économiques*, n° 1512, p. 18.

riquement corriger (83). Dans le grand débat opposant dans les années 60, les néo keynésiens (interventionnisme ouvert) aux néo classiques (école libérale), V.G.E. penche, quoiqu'il s'en défende, pour les seconds. Celui qui en 1964, voulait constitutionnaliser le principe de l'équilibre budgétaire, le même qui refusa obstinément les actions directes d'inflexion des revenus primaires pour leur préférer les actions indirectes plus indolores (type T.V.A.), adhère parfaitement aux théories friedmaniennes des « stabilisateurs automatiques », et s'en cache à peine : « Nous observons, déclare-t-il en 1963 (84) que si des mécanismes de correction spontanée ne sont pas en place, ce n'est qu'avec un certain retard qu'il est possible, sur le plan politique ou sur le plan technique de corriger ce que ces mécanismes auraient dû corriger d'eux-mêmes ». L'influence des courants systémique et cybernétique n'est, là encore, pas absente du propos. Son corollaire nécessaire (l'Efficacité Scientifique détrônant l'Irrationalisme idéologique) la suit de près : en attestent, ces deux citations : « La forme la plus savante de la pensée économique, moderne, est la pensée libérale », et plus loin, « il ne faut pas être libéral parce qu'on est contre le dirigisme. Il faut être libéral parce que c'est la théorie de la croissance la plus moderne et la plus complète qui existe » (85). On aura compris que l'engagement néo-classique du futur président ne résulte pas d'un engagement doctrinal mais d'une comparaison objective des théories par rapport au critère de maximalisation des valeurs ajoutées et minimisation des risques récessionnistes.

b) *Crise économique et redéploiement idéologique.*

Du point de vue idéologique, la crise économique c'est d'abord une formidable remise en cause de l'assurance de ces techniciens de la politique et de l'économie, dont chacun se voulait « un parfait régulateur cybernétique qui contrôlerait la méga-machine sociale sans délais de réaction inopportune, ni erreur, et jouirait de la seule perfection de son pouvoir » (86).

1° *Une brèche dans le système de légitimation.*

Les finesses analytiques tournant autour de la détermination du seuil de plein emploi ou des causes d'une inflation rampante de 2 % deviennent soudainement ubuesques dans un système où le chômage quadruple et où l'inflation galope à deux chiffres. La théorie libérale de la croissance, « la plus moderne et la plus complète qui soit », perd jusqu'à ses postulats les mieux établis : Les économistes dominants, « ont ressenti le développement de la crise comme un démenti cinglant à leur prétention de maîtriser analytiquement et pratiquement le système de régulation des économies capitalistes : pour eux, le retour de

(83) « Une économie décentralisée et conduite constituée, par rapport à une économie à planification autoritaire, même qualifiée de démocratique, une forme supérieure d'organisation sociale, permettant d'articuler le conscient sur le spontané », *Démocratie Française*, p. 133.

(84) 23 novembre 1963, Cercle des Amis de la République.

(85) *Quel avenir pour l'Europe ?* Publicis, 1968.

(86) Nicos POULANTZAS, *La crise de l'Etat*, P.U.F. 1976.

la crise, c'est d'abord la crise de la théorie » (87). Tout pouvait être quantifié, déduit et projeté; loin de l'obscurantisme idéologique, la nouvelle politique brillait sur un champ économique clair et transparent. Soudain, « dans tous les champs d'activité, les échanges qui auparavant semblaient relativement fluides et prévisibles désormais caractérisés par la viscosité, l'opacité et l'imprévisibilité. Un tel milieu, de plus en plus flou, privé de ses points de repère éprouvés, favorise la concentration autarcique » (88). Qui ne reconnaîtrait dans cette description sociologique de la crise, ces événements économiques qu'ont été la régression des échanges internationaux de 1974-1975, l'effondrement de l'étalon dollar, ou les relents de protectionnisme camouflés par la formule giscardienne de « libéralisme commercial organisé ». Pour parachever le tout, la sévérité de la crise rend impérative une intervention sélective de l'Etat plus accrue et plus concentrée encore, la restauration en catastrophe des marges de profit des grands groupes étant une première étape pour la remise sur pied du système. Cette aide massive ne renforce pas, loin s'en faut, l'idée de l'Etat comme une instance indépendante et neutre, ne poursuivant que l'intérêt général. D'où il suit que « les décisions des dirigeants perdent leur postulat de bien-fondé et leur apparence d'incontestabilité; elles apparaissent moins comme le produit d'une nécessité objective et la traduction des intérêts d'ensemble du groupe, que comme l'expression contingente des intérêts de ceux qui détiennent la puissance sociale » (89).

Crise d'une théorie qui avait été jusqu'à répudier les termes de récession et de cycle, crise du système de légitimation, des gouvernants qui deviennent faillibles, dépendants et ont perdu leur titre de prophète et de barreur, l'Idéologie dominante sort très éprouvée du choc de l'automne 1974. Quelle peut être, dans ces conditions, la réaction des tenants du pouvoir politique, et notamment de V.G.E., placé aux premiers postes, à titre de ministre de l'Economie puis de président de la République? L'objectif ultime est clair: il faut à tout prix dégager les responsabilités du système économique, ce, d'autant plus que la gauche depuis 1972 offre une autre alternative, qui, élargissant le champ des possibles, brouille en partie le discours des contraintes raisonnables et la technique persuasive du « Probable » conçu comme « Souhaitable » parce qu' « Inéluctable ». Cet impératif (maintenir le débat dans la problématique du système) est clairement posé dans *Démocratie Française*. « *Il est indispensable que la conscience publique, même si elle se soucie peu du détail des mécanismes économiques, accède à la perception de ces deux principes complémentaires, de ce couple de données que la pensée chinoise appellerait la double unité: une société avancée ne peut se charger sur la seule concurrence et sur le seul marché du soin de la conduire; pour se conduire elle-même, de façon consciente et efficace, elle doit confier aux mécanismes du marché, le soin de régler le fonctionnement de base de l'économie, qu'elle peut alors corriger et compléter (...). Le jour où ces données seront pleinement acquises par l'opinion publique, la France aura franchi l'étape psychologique qui la sépare encore des écoles plus avancées* » (*Démocratie Française*, pp. 134 et 135).

(87) Hubert BROCHIER, in *Communications*, n° 25, p. 73.

(88) André BEJIN, in *Communications*, n° 25, p. 61.

(89) Jacques CHEVALLIER, « Réflexions sur l'idéologie de l'intérêt général », in *Variations autour de l'idéologie de l'intérêt général*, vol. 1, P.U.F. 1978, p. 42.

Il nous semble que cette stratégie de désimplification des responsabilités du Mode de Production passe par trois créneaux dans le discours giscardien :

— on tente d'abord de revitaliser l'idéologie chancelante par emprunts sélectifs à une périphérie (faussement ?) déviante (pour l'essentiel les mises en demeure écologiques du Club de Rome) ;

— parallèlement, et en attendant que cette remise en chantier s'ordonne un peu, on donne une définition extrêmement appauvrissante des causes et des effets de la crise économique ;

— enfin, une fois la réactivation idéologique achevée, on revient au discours des contraintes économiques où responsabilité se conjugue avec redéploiement, patience et mesure dans une économie qualifiée avant tout de fragile.

2° La revitalisation idéologique : la nouvelle Croissance.

Pour innocenter « le Système », le discours dominant est contraint d'égratiner « la Croissance », dont on a déjà souligné le rôle de paravent : ne pouvant masquer plus longtemps la subsistance (voire l'élargissement) des poches de pauvreté (on est loin de la société d'abondance, annoncée il y a encore une demi douzaine d'années), V.G.E. trouve cette révélatrice tournure de phrase : « Quant aux inégalités nouvelles, on les dirait favorisées par la croissance économique elle-même » (*Démocratie Française*, p. 45). On peut avancer qu'une telle affirmation (prudente au demeurant) constitue la matrice du discours de la Nouvelle Croissance, discours de reformulation de l'idéologie de la Croissance. Dans cette entreprise difficile de revitalisation, V.G.E. puise à deux courants : celui de mai 68, et celui de la croissance zéro.

— Mai 68 constitue sans doute la première fêlure affectant le mythe de la Croissance. Sur les murs on peut lire alors ce condensé d'une contestation diffuse : « on ne tombe pas amoureux d'un taux de croissance ». Dans le même temps, les revendications ouvrières privilégient pour la première fois depuis 1936 l'amélioration des conditions de travail sur les augmentations de salaire. La déviance est donc présente, potentiellement récupérable : à peu de frais aussi, le qualificatif n'étant pas, par définition, mesurable. La campagne de revalorisation du travail manuel, la critique giscardienne de la croissance pour la croissance prouvent que le système idéologique dominant n'est pas encore atteint d'entropie. Il faut reconnaître à V.G.E. un extraordinaire instinct, une faculté innée pour récupérer ce qui peut l'être, pour enrichir le message dominant en appauvrissant ou en dénaturant les thèmes déviants. Le leader des R.I. est ainsi le premier homme politique de droite à mesurer mai 68 : « Si l'on se contentait de répondre à l'événement de mai par une action portant sur la périphérie, c'est-à-dire soit par la magie du mot, soit par le rétablissement du courant hiérarchique antérieur, la France se reprendrait peut-être, mais elle conserverait son doute... L'événement doit être traité en son centre, et non dans sa périphérie » (90). En l'occurrence, il faut s'attaquer à la Croissance, puisque celle-ci est en question. « La croissance, comme objectif unique exprimant tous les

(90) Préface à A. GRIOTTERAU, *Des barricades ou des réformes*, Fayard, 1968, p. 15.

autres n'est plus supportable ». Et d'ailleurs : « Pour passer d'un taux de croissance moyen à un taux de croissance supérieur, il faut dans une certaine mesure, énerver la société (...). La société énermée vaut-elle un point de croissance en plus » ? (91). La portée de cette réorientation idéologique est très exactement donnée lors du colloque de l'UNESCO lors de cette même année 1972 : « Je me pose une question, la question : tout notre drame ne vient-il pas de ce que les exigences de la justice croissent plus vite que les résultats du progrès économique ? Dès lors, *la paix sociale n'exige-t-elle pas une modération de la croissance ?* ». On voit bien ici que l'optique reste la même que celle entrevue pour le discours du changement : conserver ce qui peut l'être en bradant l'accessoire. Apaiser les revendications égalitaristes en brandant un point de croissance. Démystifier la Croissance en dédouanant le Système. Parmi les quatre impératifs donnant « au carrefour, *une autre voie* », *Démocratie Française* cite (p. 17) insistant sur leur indissociabilité : le maintien de l'économie de marché ; l'approfondissement des libertés (le pluralisme) ; la réforme de l'entreprise ; « créer de nouvelles formes de vie, d'urbanisation, de loisirs, de culture ». Bref, « *Donner une dimension qualitative à la croissance économique, pour en faire une croissance douce* ».

Par la croissance qualitative, on transite vers la seconde annexion au corpus idéologique : celle des thèmes lancés par le Club de Rome en 1972. Dénoncée au plan scientifique (les calculs extrapolatoires du M.I.T. sont fantaisistes, la parabole du nénuphar simpliste), la charge détonante des zégmen était facilement intégrable. Qu'on se réfère pour en être persuadé au chapitre IX de *Démocratie Française* consacré à « la nouvelle croissance », où n'ont réellement d'intérêt que les épithètes accolés à celle-ci : « mieux déployée » (p. 143), « mieux employée » (p. 145), « plus économe et plus douce » (p. 143). Les « plus » et les « mieux » indiquent bien qu'il ne s'agit que du perfectionnement d'un cadre au demeurant valable. La remarque vaut pour les multiples discours sur l'environnement où « par la grâce d'un discours faussement déviant utilisant un mot vague et neutre mais symboliquement suffisant pour structurer l'imaginaire social, le système se modifie pour se perpétuer » (92). Pourquoi l'écologie est-elle pour le Président « l'expression d'une conviction » ? (93). Probablement parce que, « elle est un stimulant salutaire, hors des sentiers battus des idéologies du passé », et que ses partisans « refusent que l'écologie soit enfermée dans deux camps arbitrairement délimités » (94).

Prônant une nouvelle croissance, économe, moins nerveuse, plus humaine, mais aussi (mais surtout) mieux déployée, se prononçant pour une politique audacieuse de l'Environnement et de l'Écologie, termes apparemment « asexués » idéologiquement, V.G.E. n'est ainsi jamais autant faussement subversif que quand il se meut sur le terrain, pour lui familier, de l'économie. La thérapeutique qu'il utilise pour panser

(91) Article dans *Preuves*, op. cit.

(92) Voir à ce sujet, D. ETIENNE et D. TESTARD, « Les idéologies de l'environnement », in *Centre, périphérie, territoire*, P.U.F., 1978.

(93) Interview au *Monde* du 26 janvier 1978.

(94) « Il est encourageant qu'ils veuillent éviter certaines récupérations partisans qui aboutiraient à faire d'eux des otages de doctrines ou de comportement incompatibles avec l'écologie », *Le Monde* du 26 janvier 1978.

un système de légitimation chancelant tient de ce que R. Barthes appelle « la vaccine », soit le fait « d'immuniser l'imaginaire collectif par une petite inoculation de mal reconnu (le défendant) ainsi contre le risque d'une subversion généralisée » (95).

3° *Le discours sur la crise.*

Eviter la cadavérisation de l'idéologie dominante en la rechargeant en idées neuves, colmater ce faisant les brèches les plus béantes, ne suffit pas. La crise économique est violente et touche personnellement des millions de personnes. L'homme qui est devenu président en jouant en partie sur son *aura* technicienne, doit s'expliquer sur l'inflation à deux chiffres, sur le chômage qui quadruple sous son septennat, sur la stagnation voire la baisse des pouvoirs d'achat. Cette impérieuse obligation est ressentie comme telle par l'hôte de l'Élysée qui consacre durant l'hiver 74, six interventions télévisées à la situation économique.

— *Un discours euphorisant.*

Le discours tenu alors sur la crise est doublement stupéfiant : d'une rare pauvreté quant aux causes de celle-ci, il devient follement euphorique quant aux effets de la récession.

S'agissant des causes de la crise, V.G.E. s'en tient à une attitude de strict dédouanement : « La secousse formidale de 1974 n'était pas due à l'impéritie des gouvernements de l'époque, mais était due au fait que la France a subi le contre-coup massif de décisions extérieures » (96). Et le Président de citer la hausse des matières premières et la désorganisation du système monétaire pour dénoncer implicitement les émirs pétroliers et l'insouciance américaine. Deux autres types d'explications sont donnés, guère plus éclairants : « C'est à l'origine un prélèvement déflationniste lié, *c'est tout à fait clair*, à l'ensemble des sommes prélevées à l'occasion du renchérissement du prix des pétroles, *prélèvement déflationniste s'exerçant sur une économie déjà malade, mais malade au sens contraire*, puisque c'était une économie malade de l'inflation et c'est donc, en effet, une situation de crise *économique mondiale* » (réunion de presse du 24 octobre 1974). Enfin, sur un registre plus clair-obscur encore : « La hausse brutale du pétrole n'a été que le révélateur d'un phénomène qui était prévisible. La trajectoire des années 1960-1970 ne pouvait être prolongée sans fin, elle avait rencontré des limites naturelles » (26 janvier 1978). Face à cette analyse sommairement pédagogique de la crise, on a la conviction intime d'un locuteur s'avancant masqué, ne pouvant pas sincèrement croire aux explications qu'il fournit. Car enfin, comment un économiste du niveau de V.G.E., épaulé de surcroît par l'un des meilleurs appareils statistiques existant au monde (I.N.S.E.E.), peut-il se contenter d'une démonstration confondant causes et effets, se satisfaire de l'image organiciste d'un malade ayant attrapé un chaud et froid ou d'une courbe exponentielle condamnée à terme à un « turning point » ? La même attitude de farouche dénégation intellectuelle, de fuite devant un réel trop impliquant, se retrouve s'agissant du déroulement même de la crise. Aux heures les plus som-

(95) *Mythologies*, p. 238.

(96) *Conférence à l'École Polytechnique*, 28 octobre 1974.

bres de la crise, c'est toujours le même optimisme béat qui est offert aux Français en guise d'explication. Celui-là même qui aux journées de l'UNESCO (juin 1972) affirmait : « Je ne suis pas sûr qu'au fond de soi-même, chacun soit tellement désireux de savoir », s'obstine jusqu'en automne 1976 à présenter le navire « France » comme s'avancant paisiblement « sur une mer d'huile, sous un ciel pur ». Les communiqués lénifiants succèdent aux professions de foi dédramatisantes :

— 21 octobre 1974 : « A l'heure actuelle, les perspectives sont beaucoup plus favorables en ce qui concerne l'évolution des prix ».

— 23 janvier 1975 : 'Les perspectives de l'activité économique pour cette année sont des perspectives positives ».

— 25 février 1975 : « En matière d'inflation, nous sommes sur la bonne voie ».

— 25 mars 1975 : « Concernant la lutte contre l'inflation, nous sommes en train de gagner ».

— 30 juin 1975 : « Je voudrai que pendant ces vacances, vous soyez sans inquiétudes. L'inquiétude est un sentiment qui ronge et c'est un sentiment qui gâche. Or, il n'y a pas lieu d'éprouver d'inquiétude en France à l'heure actuelle ».

— 4 décembre 1975 : « Un certain nombre de signes qui ne trompent pas, montrent que le creux de la vague est derrière nous ».

On reste perplexe à relire les déclarations du second trimestre 1976.

— 22 avril : « Il s'est passé un grand événement en France, qui est pour moi, je vous dirai franchement, le plus important des derniers mois : c'est la reprise de l'activité économique ».

— 1^{er} mai : « Cette crise s'achève. La reprise qui se développe en France et que la volonté nationale de croissance doit prolonger jusqu'en 1980, constitue désormais un motif d'espérer ».

— 19 mai : « La France fait partie du petit groupe de pays qui, à l'heure actuelle, sortent d'une manière nette et vigoureuse de la crise ». On aura compris qu'en ce printemps 1976, tout s'apprête à être pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Or le 9 mai 1977, n'apprend-on pas qu' « il y a un an, nous étions dans une situation tout à fait confuse. L'économie se détériorait et inquiétait les Français ». Ce genre de rapprochement un peu cruel a au moins le mérite de symboliser la valse hésitation du pouvoir en matière économique qui, sous prétexte « de gérer l'imprévisible » (réunion de presse du 24 octobre 1974), se livre à la politique de l'escarpolette (selon l'expression de Raymond Barre), tout en continuant à afficher la même assurance docte et hautaine que lui conféraient dans le passé les prouesses en matière de croissance. Le plan de refroidissement de juin 1974 est loué car « le gouvernement a mis en place le dispositif *nécessaire* d'une ampleur *suffisante* » (27 août 1974) ; du reste, « le gouvernement fera le *nécessaire à temps* pour vous protéger du chômage. Il en a la volonté et il en a les moyens » (26 novembre 1974) ; plus tard, on apprendra que « le gouvernement a fait ce qui dépendait de lui pour atténuer cette crise et organiser la reprise » (24 mars 1976).

Que tirer au total de cette constante attitude de dédramatisation alliée à une autosatisfaction jamais démentie ? On peut avancer deux hypothèses :

— Au départ, une surprise réelle devant l'ampleur de la crise ; on court au plus pressé, on se contente de définitions appauvrissantes et minimisantes. L'idéologie dominante, et son noyau dur « le mythe croissance », est réellement menacée, et avec elle la légitimité du Système économique, la fiabilité de ses dirigeants. En attendant que se réactive l'idéologie, V.G.E. adopte sciemment l'attitude primaire de négation de la crise (97).

— Par la suite, il est à peu près certain que dès 1976, V.G.E. table sur une crise de longue durée, avec une croissance molle de 2 à 3 % insusceptible de faire fondre les bataillons du chômage. On peut penser qu'après s'en être tenu aux potions traditionnelles des politiques *stop and go* (refroidissement en juin 1974, relance en septembre 1975), le Président s'est persuadé qu'il fallait « purger » en profondeur l'économie et pour ce faire, tenir un discours d'économie de guerre, qui n'est valable que s'il est traumatisant. A une période de large optimisme succède à partir de septembre 1976 un accès de pessimisme brutal.

— *Le discours de guerre.*

Quand V.G.E. présente le Plan Barre (29 septembre 1976), le tournant est frappant au simple point de vue linguistique ; si le Président conserve la même sûreté dans le ton, son rythme est plus haché, les phrases sont brèves, incisives, ne souffrant aucune discussion (98). Les termes utilisés, bien loin d'être policés, et neutres, relèvent du registre de l'agression, empruntant au vocabulaire des batailles (« encaisser le coup », « industrie pas assez puissante », « s'attaquer à l'inflation », « l'extirper », « combattre le chômage »). Le terme effort revient 11 fois ; ceux de sacrifice, discipline, patience, six. Il s'agit bien, au moment même où le discours de la Sécurité prend son envol, de frapper l'opinion, de lui asséner un choc psychologique (99). L'image qui doit primer est celle d'un Etat ferme, sûr de lui. Accessoirement, on fait appel à la fierté ; « c'est dans les difficultés que se classent les peuples » (21 décembre 1976), à la patience (« le plan de redressement ce n'est pas, en terme de sport, du sprint. C'est une course de fond... Ce n'est pas en trois mois, ce n'est pas en six mois que cet équilibre sera rétabli », 26 janvier 1977). Le discours des consensus autour des sacrifices nécessaires constitue la trame générale de ce nouveau discours : dans l'allocation précitée de septembre 1976, « solidarité » revient huit fois. Les thèmes du combat, de l'effort, de la fierté nationale, de la patience, au

(97) Niée d'abord, la crise est ensuite minimisée : « Je vous rappelle qu'en 1930, la crise avait duré six ans et d'avantage. Au cours de l'année dernière, et de cette année, la crise a été surmontée en 18 mois » (25 mars 1976).

(98) « Je m'adresse à chacune et à chacun d'entre vous. Un nouveau gouvernement a été constitué. Une politique de lutte contre la hausse des prix a été engagée. Je veux vous faire mesurer l'importance de l'enjeu pour la France et pour vous. Il y a une semaine, vous avez entendu le Premier ministre, R. Barre, vous présenter avec compétence et sérieux le programme gouvernemental de lutte contre la hausse des prix. Ce programme a été mis au point après la consultation attentive de toutes les organisations professionnelles et syndicales. Ce programme était nécessaire ; il est juste ; et il sera efficace ».

(99) Il n'est pas sans intérêt de constater que des germes de discours « dur » avaient été préalablement testés pour être de suite abandonnés. (Réunion de presse du 24 octobre 1974 ; « Le monde va à la catastrophe »), (allocation du 24 mars 1976).

total, ce langage plus véridique, qui (100) n'est pas sans rappeler le discours expiatoire d'un Pétain, ne vise qu'à rassembler un Social divisé autour d'un gouvernement guerrier (101), portant à l'assaut de ces grands fléaux *naturels* que sont le chômage et l'inflation (102), de ces concurrents redoutables que sont l'Allemagne ou le Japon.

Le discours dominant ne tarde pas à engrenger les fruits de cette réorientation stratégique. Elle lui permet de réaffirmer à nouveau le primat des techniciens sur les politiques (103). Ce discours vengeur sur l'économie permet en outre de réutiliser l'idéologie de l'intérêt général, quelque peu délaissée depuis 1974 (104). Surtout, ce nouveau discours beaucoup moins euphorisant, par l'insistance apportée à décrire « la fragilité de l'économie », permet de dénoncer une opposition présentée comme irresponsable. L'allocation radiotélévisée du 11 mars 1978 précédant le 1^{er} tour des élections législatives, et résumant le discours de Verdun-sur-le-Doubs, est sur ce point très explicite : « L'économie française va mieux, mais elle est encore fragile. Le choc que lui causerait l'application massive de ces promesses la précipiterait à nouveau dans la crise (car la France doit) « accepter les lois du monde moderne, qui sont celles de l'effort, de la durée, et de l'efficacité ».

Une fois remportées les élections, le discours des contraintes économiques est plus transparent encore dans son néo-libéralisme, plus brutalement affirmatif. Il procède par impératifs tirés de la base économique, inductions sommaires et non démontrées rejetant d'éventuels contradictoires vers les bas fossés du passé, de la routine, ou de l'incompétence. Ainsi de la conférence de presse du 14 juin 1978, où la forme importe autant que le fond : « *La question n'est pas de savoir si la politique doit être perçue comme étant approuvée dans ses détails, la question est de savoir si une politique est nécessaire, si elle est utile ; Je considère que l'orientation de l'économie française vers une structure de décisions décentralisée est définitive* ».

(100) « La France est entrée, avec le reste du monde, dans une crise très sévère à l'automne de 1973. Une crise que la France n'a pas accepté tout de suite de reconnaître comme étant une modification durable de ses conditions d'existence. Elle a souhaité que ce soit une sorte de mauvais passage, une parenthèse dont on sortirait au besoin par un traitement énergétique, mais de façon à pouvoir, aussitôt que possible, reprendre les choses comme avant.

(101) « Nous sommes engagés dans une compétition qui est rude, et nous faisons tous partie de la même équipe, celle de l'économie française, face à ses concurrents. Ceux qui cherchent à décourager l'effort national et à répandre les illusions décevantes de la facilité, ne rendent service ni au pays, ni aux travailleurs ». (Discours de Ploërmel).

(102) « La hausse des prix couve comme un feu sous la cendre, toujours prête à se rallumer » (29 septembre 1976). Verdun-sur-le-Doubs : « *La crise est comme l'épidémie, elle nous vient du dehors. Si nous voulons la guérir, il faut bien choisir le médecin. Et si nous pensons nous en débarrasser par la facilité, l'économie se vengera, et elle se vengera sur vous* ».

(103) « La principale bataille est économique et sociale, et c'est l'essentiel ; vous parlez des problèmes politiques ou des préoccupations politiques. Je crois que ces préoccupations sont davantage le fait de ce que j'appellerai le milieu politique que la population française elle-même » (21 décembre 1976).

(104) Discours de Ploërmel : « Ce n'est pas pour le plaisir que le gouvernement de Raymond Barre a appelé le pays à l'effort. Ce n'est pas pour le plaisir, c'est parce qu'il a la charge de l'avenir et de l'intérêt général... » « C'est l'intérêt national qui est ici en jeu. Les querelles de boutiques, les rivalités de personnes doivent s'effacer devant lui ».

Ayant expérimenté sans grand bonheur une technique d'anesthésie autopersuasive, s'apparentant à la méthode Coué (pas de crise, la faute au pétrole, ça va bien, ça ira mieux), le discours giscardien a finalement trouvé sa voie dans une stratégie de présentation brutale des contraintes économiques où « acceptant toutes les virtualités inscrites dans le réel, il proclame inévitables les maux que produit inévitablement l' « évolution qu'il encourage » (105). Au-delà même d'ailleurs de ces deux créneaux (dé dramatisation ou *Real Politic*) « ce qui donne son unité à ce discours (...) fondamentalement contradictoire et a-scientifique (voire anti-scientifique), c'est sa fonction de camouflage de la nature véritable de la crise » (106). Plus largement encore, et si l'on considère les discours conjointement menés de la nouvelle croissance et de la soumission nécessaire aux dures réalités économiques, le discours économique du Chef de l'Etat, offre à nouveau cette double image libéral/autoritaire du changement dans la sécurité, de l'accueil permissif fait à des idées soi-disant « déviantes » et de la crispation têtue face à la contestation sociale ne reconnaissant pas comme sienne la logique du capital.

2) LE DISCOURS DES CONTRAINTES INTERNATIONALES.

Nul besoin de s'étendre longuement sur ce discours qui reproduit la même démarche que le précédent puisque « concluant de l'évolution nécessaire à la nécessité de l'évolution, il contribue à faire advenir un nécessaire qui ne se réalise que si l'on y contribue » (107). De plus, tout comme le changement ne valait que par la sécurité, le discours sur l'économie n'est réellement opérant que couplé avec le discours envisageant « le monde tourmenté qui nous entoure ». Ainsi, par exemple, l'impératif économique d'adaptation, de concurrence donc de libéralisme, trouve son fondement dans la nécessité internationale du redéploiement. On n'envisagera donc ici que deux aspects du discours giscardien en matière internationale : le projet européen, et l'exploitation électorale qui est faite de la place de la France dans le monde.

a) *Le projet européen.*

Le discours giscardien a une dimension européenne évidente : « C'est au futur modèle européen de société que s'apparente le projet que nous proposons » écrit le Président en concluant *Démocratie Française*, (p. 185). Comment ce discours est-il bâti ? On peut reprendre les termes qu'emploie Bourdieu, en avançant que V.G.E. part de « l'évolution nécessaire » que ressent chacun de façon latente pour arriver au principe d' « une nécessité de l'évolution » qui n'apparaît jamais que comme le prolongement logique du point de départ. Ce principe acquis à force d'appel à la logique et au bon sens, c'est ensuite le locuteur qui définit seul le sens de l'évolution et renvoie l'éventuel contestataire au principe unanimement accepté de la nécessité de l'évolution.

(105) BOURDIEU, BOLTANSKI, *op. cit.*, p. 44.

(106) H. BROCHIER, *op. cit.*, p. 138.

(107) BOURDIEU et BOLTANSKI, *op. cit.*, p. 44.

Que l'évolution soit nécessaire, personne ne le nie réellement. Pour accélérer la prise de conscience d'une dimension européenne (dont le Président avoue qu'elle ne mobilise pas les Français, 31 mars 1976), le discours se polarise sur deux points : le désir de paix, et l'inquiétude face aux superpuissances. Construire l'Europe, c'est d'abord exorciser les risques de guerre. Dans son discours européen de Hoerdtd (15 mai 1979) (108), le chef de l'Etat souligne que le vote du 10 juin constituera « un geste de paix et d'espérance ... « effaçant des années de haine (...) sur la terre la plus déchirée du monde, qui a bu le sang des soldats à pleins sillons », et n'a été jusqu'ici que « l'Europe des cimetières militaires, des croix de bois et des camps de la mort ». En second lieu, « la raison s'accorde avec le sentiment... » pour reconnaître qu' « aucun des pays d'Europe, si vigoureux soit-il n'a la dimension continentale » (Hoerdtd), en conséquence de quoi « notre pays considère comme une nécessité pour les nations d'Europe occidentale (...) de s'unir entre elles dans un monde où émergent les superpuissances » (*Démocratie Française*, p. 178). La démonstration est jusqu'ici imparable tant les enchaînements logiques sont frappés du sceau de l'évidence. Pourtant, par une dérive déjà entrevue ailleurs, ce discours banalisateur du Président de la République enferme déjà le récepteur dans une problématique. Témoin ce dilemme : « Donc, le choix *historique* est simple : ou bien persévérer dans les querelles et les combats où nous excellons depuis mille ans, nous épuiser dans nos rivalités, sous l'œil narquois et bientôt méprisant des autres superpuissances ; ou bien nous organiser, pour travailler ensemble, et pour maintenir à la tête du progrès humain la manière de vivre, les principes politiques et sociaux la civilisation et la spiritualité occidentale » (Hoerdtd) (109).

D'une évolution nécessaire, V.G.E. est bien passé à la nécessité de l'évolution, mais pas n'importe comment : en surdéterminant l'aspect « nécessité », tout en maintenant dans un clair obscur, le côté « évolution » (il n'est question que de « nous organiser »). A ceux qui s'inquièteraient du sens de cette évolution sans pour autant nier sa nécessité, l'épithète « passéiste » est implicitement accolé. « Que penseraient de nous, de vous, nos petits enfants de l'an 2000 si on leur racontait que placés devant ce choix, nous avons refusé *d'organiser l'Europe* ? (...). Ils penseraient que nous sommes des aveugles, et des timorés. Oui, décidément oui, évidemment oui (110), il faut jouer l'Europe » (Hoerdtd). Dans le même style, « il n'y aura aucun alibi, pour ceux qui ont été convoqués au rendez-vous de l'Histoire, comme c'est le cas de notre génération, et qui en seraient repartis les mains vides » (27 août 1974). Contraintes raisonnables et tribunal de l'Histoire se conjuguent ainsi sur la Nécessité de l'Evolution à laquelle sont appelés à communier avec ferveur tous les Français. V.G.E. prend bien soin à ce stade de noter que l'unanimité sur ce point est totale : « Je crois qu'il n'y a pratiquement *aucun* Français, aucun jeune, qui soit contre l'Europe. Il n'y en a pas » (31 mars 1976), ou encore « Il se trouve que jamais dans notre pays, le consensus réel sur l'Europe n'a été aussi grand. *Personne, je dis bien personne*, ne propose de sortir du Marché commun (...) Tout

(108) Prononcé symboliquement en Alsace.

(109) « Civilisation et spiritualité occidentales » dégagent un parfum « vieille droite » propre à mobiliser l'opinion contre de nouveaux barbares.

(110) Structure locutoire typiquement gaullienne.

cela est l'essentiel. Tout le reste est modalités et ne mérite pas de diviser profondément les Français » (Hoerdt). On veut bien que la façon précise dont sera organisée l'Europe ne soit que modalités, mais c'est quand même là une conception singulièrement inégalitaire du débat : on recherche (et on obtient) l'assentiment général sur un principe au demeurant vague et assez tautologique ; puis, sans clarifier outre mesure la portée de ce principe (il n'est question que d' « Europe confédérale », notion juridiquement inexistante), on met en œuvre une politique dont les desseins profonds restent pour la grande masse, occultes. V.G.E. fut pourtant, dans le passé, plus explicite et c'est ce fait même qui conduit à considérer son discours avec quelque circonspection (III). Force est de constater quand on rassemble et rapproche ces textes (112), que le Président de la République conçoit bien la construction européenne comme une évolution patiente et graduelle, menant, par digestion homéopathique des diverses résistances, à une Europe fédérale, dont il pourrait peut-être devenir le premier représentant. A ceux qu'inquiéterait cette puissante et lente mécanique, ce processus d'engrenage caché, V.G.E. répond d'un ton hautain, en mettant en avant pêle-mêle la force des choses, la dignité de la France, ou sa mission civilisatrice. Que l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel soit un premier pas vers un régime parlementaire à l'échelle des neuf, où le Conseil européen, comme dans tout parlementarisme, finirait par jouer le rôle d'exécutif fédéral omnipotent, et V.G.E. « répond » : « *Nous avons donné notre accord de principe à cette élection au suffrage universel de l'Assemblée parlementaire européenne. Dans ces conditions, j'estime qu'il n'est pas possible que la France ne se prononce pas en 1977. Je le répète, je ne veux pas que la France soit la lanterne rouge de la construction de l'Europe. Ce ne serait pas servir sa dignité ou sa grandeur* » (12 avril 1977), ou mieux encore (30 juin 1977) : « *Pourquoi ai-je insisté pour que ce projet soit discuté et adopté ? Pour trois raisons : — la parole de la France était en cause (...). Nous avons donné notre accord, la parole de la France était engagée (113). — Ensuite je ne veux pas que les Français soient à la traîne de l'Europe. Tous nos partenaires avaient entamé la procédure de ratification (...)* (114). — La

(111) « Libéral et européen », le leader des R.I. affirmait, par exemple, le 10 janvier 1967 : « Nous proposons de fixer comme objectif la création par étapes d'une confédération européenne qui devrait être, à ce moment là, *pleinement compétente pour concevoir, financer et gérer sa politique étrangère, sa défense, et sa monnaie* ». Par la suite, les propos, parce que présidentiels, sont plus prudents, mais certaines tournures de phrases accrochent l'esprit : — « *A l'heure actuelle, les esprits ne sont pas prêts à accepter* — et d'ailleurs je partage ce point de vue — que les décisions soient prises suivant des méthodes *fédérales* » (21 novembre 1978). S'agissant plus spécifiquement de la politique de défense, « il n'est pas utile, *à l'heure actuelle*, de parler des problèmes de la défense européenne parce que les *conditions politiques n'étant pas remplies*, c'est un débat qui, *à l'heure actuelle*, ne peut pas aboutir. La vérité, c'est qu'il peut y avoir, une défense de l'Europe, et je vais plus loin, il y aura une défense de l'Europe, mais il ne peut y avoir une défense de l'Europe que du jour où il y aura un pouvoir politique reconnu et fonctionnant en Europe ; et il est évidemment impossible, absurde, d'imaginer un système de défense, sans structure politique commune » (12 novembre 1975).

(112) Sur le même registre, voir aussi l'interview au *Figaro* du 21 mai 1975.

(113) C'est typiquement la stratégie du fait accompli, corrolaire évident des discours de contrainte.

(114) On fait ainsi vibrer la corde de la fierté nationale pour amorcer un processus de supranationalité. Voir aussi le discours de Hoerdt : « Nous autres, Français, nous ne sommes pas doués pour jouer les traîneurs ».

troisième raison était la plus importante : il s'agit de mettre fin aux discours qui n'ont que trop duré sur la nature des institutions en Europe ».

Au fait, pourquoi le déploiement d'une telle stratégie ? Pourquoi l'Europe ? Les raisons économiques sont assez évidentes pour qu'on n'y insiste pas. A terme il s'agit aussi de rechercher au plan européen, la solution des problèmes se posant au capitalisme français, et notamment il s'agit de diluer ces spécificités françaises que sont une tradition marxiste poursuivie, un Parti communiste puissant, un syndicalisme indocile, un nationalisme latent, bref une absence de consensus sur le type de société à construire, et sur les remèdes à apporter à la crise actuelle. A cet égard, qu'on considère seulement la composition de l'Assemblée élue le 10 juin 1979, et l'on concevra mieux en quoi le slogan giscardien « Gouverner au centre » trouve sa parfaite résonance dans un Parlement sensiblement orienté vers le « centre » droit, et où les extrémistes communistes ne comptent que moins de 10 % des élus. De même, la prophétie giscardienne, « il faut un levier idéologique à l'Europe » (115) s'éclaire-t-elle mieux sous cette optique. A plus court terme, entretenir la dynamique européenne joue un rôle d'utile dérivatif par rapport à une situation sociale explosive et à un échiquier politique peu favorable. Déclarant le 1^{er} mai 1979 que « l'Europe peut être la clef des progrès sociaux » après avoir prévenu le 18 avril que « l'Europe n'est pas un débat de politique intérieure », V.G.E. appelle les Français à dépasser les divisions mesquines de l'hexagone, pour se sublimer dans un modèle européen où les alternances politiques sont sages, et les conflits sociaux assourdis.

b) *L'environnement international comme caution de la conservation.*

Si V.G.E. en juin 1978 veut occulter les problèmes français pour les déplacer au plan européen, on doit se souvenir qu'un an plus tôt il utilisait la même Europe comme argument électoral interne. La prise en compte réfléchie et raisonnable de l'environnement extérieur contribuait à l'époque à l'expression du « bon choix » et fonctionnait à peu près sur cette structure persuasive : « Le morcellement politique de la France, en nous affaiblissant face à l'Europe qui nous unit, en ravivant nos divisions, ne profiterait à personne » (116). Tout à son double visage libéral/autoritaire, le discours des contraintes internationales pesant sur les choix politiques internes, joue indifféremment la carte de la raison et celle de la passion.

— Registre du raisonnable, avec par exemple l'allocution du 9 février 1978 : « Est-ce que le résultat d'une consultation électorale peut avoir des conséquences sur la politique étrangère de la France ? Je vous répondrais : évidemment, oui. Et ce que je souhaite dans cette période où nous entrons, c'est que le *bon sens* ne déserte pas la France, mais qu'au contraire, le *bon sens* s'y installe avec force » (117).

(115) 28 juin 1977.

(116) Discours de Ploërmel, 8 février 1977.

(117) Voir aussi le discours de Verdun-sur-le-Doubs : « La France est considérée et respectée dans le monde (...). Regardez à l'extérieur, tout autour

— Registre plus passionnel, où à la veille du premier tour des législatives (11 mars), la germanophobie latente est savamment réveillée : « Concernant l'Europe que nous nous efforçons de bâtir, *j'affirme* que si la France devait entrer dans une période *d'incertitude et de faiblesse*, elle *assurerait d'un seul coup* la prédominance économique et monétaire en Europe, de notre *puissant* partenaire qu'est l'Allemagne fédérale. *Et qui de nous peut s'y résigner ?* ». Ainsi la R.F.A., envisagée par ailleurs comme un modèle, peut aussi utilement servir de repoussoir.

C. — COHERENCE DU DISCOURS

La présentation thématique, outre qu'elle est nécessairement sélective, présente l'inconvénient de présenter le discours giscardien comme dispersé entre plusieurs créneaux indépendants. Il n'en est rien. S'il est vrai que le discours, au même titre que l'idéologie, doit travailler sur plusieurs pôles conceptuels, tous demeurent profondément cohérents ; on a déjà vu que les expressions « sécurité », « changement » ou « pluralisme », toutes fortement connotées idéologiquement, puisent leur pleine fonctionnalité dans leur jeu incessant de réponses, l'un rebondissant sur l'autre pour atteindre le troisième. Le tissage ainsi effectué se retrouve dans les discours des contraintes économiques et internationales. Pour conclure la dimension thématique, on voudrait insister sur cette profonde cohérence discursive, en examinant comment le discours giscardien appréhende les sphères idéologique, sociale et politique ; ou encore analyser en quoi des formules telles que « gouverner au centre », « existence d'un immense groupe central », « décrispation » ou « alternance », ne sont que les facettes à peine contrastées d'un même miroir renvoyant aux récepteurs l'image unique du Consensus, et, au-delà même, la vision sacralisée d'un Etat réducteur des tensions et créateur de solidarité.

Cette profonde unité du discours, elle-même axée sur le concept très unificateur de Consensus, apparaît d'emblée dans la technique linguistique de présentation des problèmes, à savoir ce que R. Barthes appelle le procédé niniste, et ce que P. Bourdieu nomme, plus judicieusement encore, le schéma triadique. On sait que ceux-ci revêtent la forme de la double négation (ni blanc, ni noir), amenant insidieusement auditeur ou lecteur à se loger spontanément dans un troisième terme, en fait délimité par avance (le gris par exemple). Le procédé, s'il date, reste particulièrement puissant qui fait appel au bon sens et au raisonnement autoguidé, allant jusqu'à redénicher la formule aristotélicienne de la Voie moyenne, expression idéale de la Sagesse. On imagine bien qu'un discours se voulant raisonnable et pédagogique comme prétend l'être le discours giscardien, utilise sans cesse cette technique de structuration interne du message. Ainsi, dans le domaine idéologique, V.G.E. va-t-il dénoncer marxisme et libéralisme pur pour chanter les louanges de la société libérale avancée. Opération similaire au plan social où après

de vous : combien de pays faibles, combien de gouvernements de crise, combien d'économies assistées ? Au moment de faire votre choix, pensez à la réputation de la France, comme si c'était celle de votre famille ».

qu'ait été niée l'existence contemporaine de deux classes antagonistes, est découvert « le développement d'un vaste groupe central déjà majoritaire » (*Démocratie Française*, p. 15). Ultime plaquage du schéma, la sphère politique où le discours de la décripation vise à marginaliser les extrêmes (communisme et droite classique) pour valoriser un Centre qui fait office de principe de gouvernement (cf. le fameux discours de Charenton).

Constatant ces faits, notre thèse sera que la force persuasive du discours giscardien tient dans l'utilisation constante du même « lubrifiant » (procédé triadique produisant deux extrêmes), dans la reproduction constante des mêmes dilemmes désespérés qui se succèdent en cascade (Marxisme, Proletariat, P.C./Libéralisme pur/Bourgeoisie/Droite classique) et conduisant les destinataires à opérer le même « bon choix », soit une troisième voie semblant élever le débat mais conduisant en fait, d'une unification proclamée à une uniformité affaissant la diversité.

1) « LES LIMITES DES IDÉOLOGIES TRADITIONNELLES » (118).

« Démocratie Française » est conçu comme « un projet », surtout pas comme une contribution idéologique. La vieille répugnance libérale pour l'idéologie, spéculation vaine et dangereuse, « drogueries » au sens où l'entendait La Boétie, ressurgit ici. Et V.G.E. reprend largement cette notion de l'idéologie comme « pure formation discursive polémique » (Baechler). « La nouvelle politique » (119), s'inspirant des courants systémiques et cybernétique, se veut *scientifique* (« science de la conservation qui rend possible la conservation scientifique ») en même temps que *moderniste* (tournée vers un futur qu'elle contribue à modeler), toutes images de marque qu'elle conteste aux idéologies, irrationnelles et passistes. Des idéologies ou de l'Idéologie ? (entendue comme « l'idée de mon adversaire », par R. Aron). La question vaut d'être posée tant il apparaît évident que *Démocratie Française* est l'un des éléments de réponse qu'oppose l'idéologie dominante au marxisme dont V.G.E. déplore qu'il « joue encore, à la différence d'autres pays, un rôle important dans la vie intellectuelle et politique de la France » (*Démocratie Française*, p. 55). On conçoit cependant qu'un ouvrage, présenté comme une démonstration systématique et acharnée du marxisme, contrasterait par trop avec la paisible tolérance et la souveraine tranquillité qui conviennent au libéralisme réfléchi dont V.G.E. se voudrait le héraut. On a vu de surcroît que le schéma niniste était infiniment plus fonctionnel que le féroce tir de barrage concentré sur un seul adversaire. Au marxisme mystificateur, V.G.E. oppose donc le libéralisme unidimensionnel produisant ainsi, par déduction raisonnable du libéralisme avancé et pluraliste, le fameux espace à trois points valorisant le troisième terme. Il n'est pas certain que cette construction n'apparaisse pas comme assez superficielle ; le jeu de balance introduit par l'auteur n'est pas exac-

(118) Titre du chapitre II de *Démocratie Française*.

(119) « De même que la philosophie cherche une nouvelle philosophie, de même la politique, longtemps surplombée par les statues écrasantes et raidies du marxisme et du capitalisme triomphant, chemine vers une nouvelle politique » (*Démocratie Française*, p. 17).

tement symétrique ; la dénonciation vigoureuse du marxisme n'ayant comme pendant qu'une critique raisonnable du libéralisme. Si bien qu'au total, le libéralisme avancé n'apparaît que comme un pale correctif du libéralisme pur.

a) *Libéralisme et marxisme renvoyés dos à dos.*

Libéralisme pur et marxisme sont englobés dans une même réprobation mettant en cause leur aspect passéiste, a-scientifique et partant, non fonctionnel. « Conçus à des stades antérieurs » (*Démocratie Française*, p. 15), combien sont dépassés « ces dogmatismes vieux de plus d'un siècle » (p. 50), tour à tour qualifiés de « classiques » et de « traditionnels ». Dans ces conditions, il est à peine concevable que « les deux champions demeurent debout, fièrement campés au milieu du champ clos du combat politique, dans leurs cuirasses que ronge la rouille » (p. 52). Cette survivance rend risible « le statut scientifique » (p. 53) auquel prétendent ces deux archaïsmes : « Sur tout autre sujet, l'attitude scientifique eût consisté à abandonner ces théories imparfaites et à rechercher un nouveau modèle plus satisfaisant » (p. 52). Dénonçant l'a-scientificité de ces « deux modèles abstraits et manifestement partiels » (*ibid*), le président prend soin de le faire sur un mode relativiste qui atteste que lui, au moins, est homme de science. Pas de violence partisane dans cette réfutation, mais une critique objective, faisant la part des choses : « le marxisme a apporté sa part de vérité » (p. 53), cependant que l'on doit au libéralisme classique « une part décisive de notre progrès » (p. 56). Les deux modèles « ont fait progresser notre savoir mais nous les avons vu tous les deux épuiser leur message en se détachant du réel » (p. 59). Il n'en reste pas moins que dépassés et non scientifiques, marxisme et libéralisme pur ne peuvent plus « guider l'action » (p. 50). Ils sont devenus, tare majeure pour l'idéologie technocratique, dysfonctionnels et inutiles. « Il faut avancer plus loin, tracer et construire » (p. 59), expression à la fois modeste et ambitieuse, signe en tout cas de cet « empirisme prospectif » que V.G.E. a revendiqué ailleurs. « Le progrès des connaissances rend possible une autre démarche (...). Ce sera la démarche française ; elle nous conduit au pluralisme » (p. 59).

b) *Une balance tronquée.*

Le procédé niniste souffre d'un défaut majeur : l'identification des deux extrêmes n'est que partielle, et du coup, la balance penche d'un côté. C'est précisément ce côté (le libéralisme « pur ») qui, moyennant quelques arrangements, constituera la trame du libéralisme avancé, troisième terme salutaire censé délivrer le récepteur du dilemme impossible devant lequel on l'a placé. Il suffit pour s'en convaincre de reprendre la critique nuancée et relativiste que mène V.G.E. des deux modèles mis en présence, de reprendre le compte des pertes (défauts) et profits (avantages) établi dans *Démocratie Française*. Côté actif (p. 53), « le marxisme a apporté sa part de vérité (...), il a joué en son temps un rôle de demystification et d'investigation ». Au libéralisme classique (p. 56), on doit « une part décisive de notre progrès. Le maintien de nos libertés

politiques d'abord (...), l'essentiel de nos performances économiques», ensuite. Si l'on résume, au premier est reconnu en 15 lignes un rôle bénéfique pour le progrès des connaissances (aspect théorique), tandis que le second est loué (en 25 lignes) pour ces acquis encore actuels et très palpables que sont la démocratie et le bien-être matériel. Côté passif, le marxisme est devenu « entre les mains de ses *fidèles* une sorte de mystification » (p. 53), ne trouvant sa survie que dans « la préférence constamment donnée à l'opinion sur les faits », ou même mieux, dans « l'attrait instinctif (des populations) pour un monorationalisme se substituant à un monothéisme » (p. 55) (120). Il se nourrit du « penchant à l'opposition totale » (p. 55), et porte en lui, les germes de l'autoritarisme. V.G.E. ne reproche au « libéralisme pur » que sa « représentation partielle de la nature humaine » (p. 58), « l'homme s'éloignant de plus en plus du pur robot libéral » (p. 58). On déplore également son refus têtu de l'intervention étatique qui peut être « la vraie garantie de la liberté des plus faibles » (p. 57). Statistiquement, la réfutation du marxisme occupe 84 lignes, les retouches nuancées du libéralisme tenant en 56. A un marxisme carrément mystificateur fait pendant un libéralisme classique « qui ne nous renseigne qu'*incomplètement* sur les besoins de nos concitoyens » (p. 58). Cet arbitrage partial est plus insidieux encore : au chapitre II où V.G.E. s'érige *officiellement* en grand comptable de la structure idéologique française, font suite dix autres chapitres où *sourdement* sont reconnus les bienfaits du libéralisme et vilipendée en toutes occasions la mystique marxiste.

On a vu ainsi que le discours du pluralisme était bâti sur une lente dérive des termes libertés —> libéralisme, étant entendu que « dans notre partie du monde, il n'y a plus aujourd'hui de conception avouable du pouvoir que libérale » (*Démocratie Française*, p. 110). Ce sur quoi, on voudrait ici insister, c'est sur la dénonciation permanente du marxisme (présenté sous le vocable du « collectivisme »). Qu'on considère seulement le chapitre IV de *Démocratie Française* (Une Communauté d'hommes libres et responsables), où tout est prétexte à se situer par rapport à l'Idéologie abhorrée (121). Notons seulement qu'à un leader des R.I.

(120) V.G.E. reprend, sans le dire, la thèse développée par J. MONNEROT, dans sa *Sociologie du communisme*, Nlle éd. revue et corrigée, Gallimard, 1963.

(121) — p. 84 : « Une conception *collectiviste* de l'organisation sociale, dominée par la notion de masse, est à l'*opposé* de l'évolution souhaitée par notre société ».

— p. 85 : « L'organisation *collectiviste* de la vie quotidienne constituerait une *régression pour notre société*. (En effet), le rôle de la société n'est pas d'enrégimenter l'individu pour façonner son esprit, mais *au contraire* (...) ».

— p. 85, « Ayant opté, à la *différence des sociétés collectivistes*, pour la liberté d'expression et de création (...), notre société doit... ».

— p. 86 : « Cette conception (de la vie professionnelle) se situe, elle aussi, à l'*opposé du collectivisme* ».

— p. 89 : « La nature humaine est ainsi faite que le besoin de s'affirmer et de se dépasser, est un de ses ressorts les plus profonds... *Les systèmes collectivistes* ne négligent pas cet aspect de la réalité humaine, qui est indestructible, mais s'efforcent de le capter à leur profit ».

— p. 90 : « *Les sociétés collectivistes* sont victimes de l'inertie et de l'inefficacité ».

— p. 90 : « C'est mutiler l'âme des hommes que de leur offrir pour seule possibilité d'épanouissement, la voie de l'unisson. Une fois éteints les lampions de la fête, une tristesse grise étreint *les sociétés collectivistes* ».

— p. 91 : « Il n'y a pas de place pour le *collectivisme* dans notre société démocratique ».

rejetant en juin 68 « les élections de la peur », a succédé en 1976, un Président auteur n'hésitant pas à cultiver à grande échelle les fleurs de l'angoisse, en amalgamant un peu facilement collectivisme à programme commun, et au-delà, Goulag à Marx.

c) *Une construction idéologique purement négative :*
« se poser en s'opposant ».

Bien qu'il s'en défende dans les toutes dernières lignes, l'auteur de *Démocratie Française* défend un projet qui revêt deux traits essentiels :

— Il est, pour une large part, purement négatif ; la construction de l'ouvrage suit une logique antisymétrique, les thèses n'étant posées que par rapport à un modèle collectiviste placé « aux antipodes » (p. 186).

— Corrélativement, le projet giscardien constitue bien un maillon de la chaîne idéologique dominante dont le libéralisme demeure le plus solide ferment.

Que le projet giscardien ne se pose qu'en s'opposant, les quelques citations reproduites ci-dessus l'attestent suffisamment. Le 29 avril 1977, V.G.E. ne déclare-t-il d'ailleurs pas : « J'ai pris la peine, le risque l'éché dernier, de faire paraître un ouvrage, « Démocratie Française », qui a été la critique écrite la plus complète du programme commun ». A la sortie dudit ouvrage, un journaliste par trop zélé (122) avait été jusqu'à affirmer : « Les 175 pages de ce livre peuvent être considérées comme une tentative fin XX^e siècle, de brèves répliques au Capital de Karl Marx ». Malgré sa démesure, ce type de formule n'est pas pour déplaire au Chef de l'Etat, tant la fascination giscardienne pour le marxisme perce sous les mots : n'hésitant pas à louer « la méthode d'analyse digne d'admiration » (p. 53), V.G.E. dit vouloir éviter les errances libérales « dont Marx a été précisément l'un des premiers à faire justice » (p. 110) cependant que M. Poniatowski salue « ce grand esprit qu'a été Karl Marx » (123). Nous n'avons pas le temps dans le cadre de cette étude d'approfondir ce phénomène, valant tout autant pour le discours communiste, toujours très écouté et à qui il est fréquemment répondu, fût-ce indirectement. On se contentera ici de souscrire au point de vue que développe J.-P. Sartre, dans *Critique de la raison dialectique* : « ... Alors, on constatera que l'Histoire est "rusée" comme disait Lénine, et que nous sous-estimons ses ruses ; on découvrira que la plupart des ouvrages de l'esprit sont des objets complexes, et difficilement classables, qu'on peut rarement "situer" par rapport à une seule idéologie de classe mais qui reproduisent plutôt, dans leur structure profonde, les contradictions et les luttes des idéologies contemporaines ; qu'il ne faut pas voir dans un système bourgeois d'aujourd'hui la simple négation du matérialisme révolutionnaire, mais montrer au contraire comment il subit l'attraction de cette philosophie, comment elle est en lui... ».

De ce texte très riche, on ne tirera que trois observations pour conclure :

— p. 92 : « Pour la société collectiviste, avant tout préoccupée d'assurer son emprise sur l'individu, la famille est un concurrent potentiel, donc un objet de méfiance », etc.

(122) P. Winckell, *France-Soir*, 12 octobre 1976.

(123) *Conduire le changement*, Fayard, 1975.

— L'attraction qu'exerce le marxisme sur V.G.E., lui sert de correctif aux bévues idéologiques d'un libéralisme qu'il faut réactiver. Le Président l'avoue assez honnêtement quand il reconnaît que « le marxisme a aidé les sociétés industrielles de l'Ouest de l'Europe, à mieux s'analyser elles-mêmes » (*Démocratie Française*, p. 53).

— Ce phénomène de répulsion/attraction/utilisation indiquerait au passage que V.G.E., par ailleurs officiellement hermétique à tout discours idéologisé, est intimement soucieux de présenter « l'explication globale, le monorationalisme » qu'il dénonce chez les autres (*Démocratie Française*, p. 55). De l'aveu même de son auteur, *Démocratie Française* « est un acte provoquant ; le contenu ne l'étant pas moins » (p. 14), « n'est pas un catalogue de vœux pieux, mais un guide pour conduire une politique » (p. 19). (V.G.E. ignore-t-il que c'est, à peu de choses près, la définition que donnait Lénine du marxisme ?). Le projet giscardien serait « un idéal » (p. 28), mais cinq pages plus haut (p. 23), le Chef de l'Etat trouve « puéril et émouvant » qu'on puisse présenter un idéal. Ces attermoissements sembleraient indiquer que le Président n'est pas loin de penser que son ouvrage constitue un instrument majeur dans une guerre idéologique qu'il réprouve en public.

— En troisième lieu, et pour finir, « la guerre idéologique » que nous évoquons n'a pas échappé à V.G.E. qui justifie son ouvrage par la nécessité de rassurer une opinion « déroutée » (p. 30) dont « l'instinct » (p. 29) est moins sûr, et qui ressent « une attente idéologique » (p. 54). Le 20 mai 1977, il confirmait officiellement ce souci en déclarant : « la grande quête de la France sur le plan intérieur, est celle de l'unité ; la solution est idéologique et non sociologique (...), les idéologies doivent se rapprocher ». Partant d'un schéma niniste, on aboutit bien à une troisième voie, réconciliatrice, celle du consensus idéologique, dont la société libérale avancée, de par sa position médiane et raisonnable, serait le vecteur unitaire...

2) L'analyse giscardienne des classes sociales.

Dans *Démocratie Française*, le Président de la République fournit une analyse des classes sociales rappelant étrangement celle de Guizot qui, dans ses travaux d'historien, dressait l'apologie de la classe moyenne. Ici encore, l'analyse giscardienne du corps social reprend une structure triadique, en insérant celle-ci dans une perspective historique.

a) La lutte des classes, un concept dépassé faute de combattants.

V.G.E. rend grâce à Marx d'avoir, « en son temps », dévoilé « la réalité des classes sociales derrière la fiction d'ensemble d'individus réputés égaux » (*Démocratie Française*, p. 55). Mais c'est tout de suite pour préciser que « l'évolution de nos sociétés se déroule désormais dans un autre univers que celui décrit par le marxisme, et obéit à des lois différentes ». Ce faisant, le Président développe une philosophie de l'Histoire qui mériterait à elle seule la qualification d'idéologie. Reprenant sans l'indiquer la théorie des trois âges de Vico et celle des trois états d'A. Comte, *Démocratie Française* élabore un principe « suivant

lequel l'évolution générale des sociétés humaines obéit à des lois nécessaires, conduisant des sociétés anarchiques aux sociétés organiques, en passant par des sociétés mécaniques, pour aboutir à une transfiguration amorcée par la société démocratique libérale avancée » (124). On peut reproduire, pour attester cette philosophie, la citation ouvrant la seconde partie de *Démocratie Française*, (p. 65).

« Une société unie est l'aboutissement nécessaire de la longue évolution de l'Occident chrétien, puis « philosophe », commencée vers le XI^e siècle avec l'apparition dans les villes naissantes d'une catégorie d'hommes qui ne s'identifiaient ni à la noblesse, ni à la paysannerie. Evolution poursuivie à la Renaissance, qui s'est imposée au XVIII^e siècle, et qui devint irréversible lorsque la division de la société en classes sociales, cessa d'être considérée comme la conséquence fatale d'un plan divin. Notre société ne sera complètement réconciliée avec elle-même que lorsque les anciennes divisions auront été effacées ».

Ce passage, d'une grande richesse, condense parfaitement la philosophie sociale du Chef de l'Etat. Le sens donné fatalement par l'histoire (125), est celui d'une unification de la société, unification induite par la croissance économique (126), pouvant être sagement épaulée par l'Etat (127). Cette unification aboutit à la constitution d'une classe moyenne hégémonique (128), fruit d'une embourgeoisement patient, et rendant peu à peu archaïques l'antagonisme des classes (129) et par là même sa conceptualisation (130). En conséquence de quoi, « le problème à résoudre aujourd'hui n'est pas celui d'une coupure permanente de la société française, ni celui de la lutte des classes » (*Démocratie Française*, p. 15). Le problème à solutionner, est de faire en sorte que la France cesse de se ressentir comme artificiellement coupée en deux.

On objectera à cette doctrine évolutionniste (131), la faiblesse de son postulat de base, à savoir le processus irréversible et continu de réduction des « différenciations sociales ». V.G.E. a d'ailleurs conscience de la fragilité de cette base ; aussi la consolide-t-il sur un plan rhétorique par un mode d'exposition scientifique (« faits objectifs à l'appui ») et par la technique de l'opposition cardinale (schème produisant « deux termes opposés et hiérarchisés, et du même coup la relation qui les unit, c'est-à-dire le processus d'évolution conduisant de l'un à l'autre ») (132). En l'espèce, les deux termes opposés sont historiques, et opposent dans un rapport inégalitaire les première et seconde révolutions industrielles (stade mécaniste et grossier où convient la violence de la lutte des classes) aux vingt dernières années (stade de la croissance où se nouent les solidarités organiques au sens durkheimien). Dans le chapitre I^{er}

(124) M. ROBIN, « Idéologie(s) de Valéry Giscard d'Estaing », *Pouvoirs*, n° 9, 1979, p. 6.

(125) « Aboutissement nécessaire », « commencée », « poursuivie », « irréversible ».

(126) Ce, depuis la Révolution mercantiliste du XI^e siècle.

(127) « L'unification progressive de la société doit être facilitée par la recherche exigeante d'une plus grande justice, ce qui ne signifie ni l'uniformité, ni le nivellement » (p. 65).

(128) Mais non désignée : en fait, la catégorie d'hommes habitant les bourgs et n'étant ni nobles, ni paysans, ont un nom : les bourgeois.

(129) « Effacement des anciennes divisions ».

(130) Soit « la lutte des classes ».

(131) Qu'on retrouve dans l'ouvrage de M. PONIATOWSKI, *L'avenir n'est écrit nulle part*.

(132) BOURDIEU, BOLTANSKI, *op. cit.*, p. 39.

de *Démocratie Française* (doctement intitulé « le diagnostic »), cette opposition cardinale est manifeste : « Avant la guerre, et encore au début des années 1950, la France offrait l'image d'une société à la fois évoluée et traditionnelle (...). Dans la France de ce temps là, les distances sociales restaient immenses (...) (autant que) l'épaisseur du cloisonnement social (...). *Les classes sociales* étaient fortement différenciées dans leur niveau de vie, leur genre de vie, leur langage, leur mentalité (...). Tout séparait les classes sociales. On ne passait que malaisément et rarement, de l'une à l'autre » (*Démocratie Française*, p. 38). Depuis « le pouvoir d'achat des travailleurs a pratiquement triplé en 25 ans », et encore, cela ne donne « qu'une idée insuffisante du rapprochement des modes de vie », du fait que « les manières de vivre se rapprochent » (pp. 42, 43). En veut-on un exemple ? « La diffusion massive de l'audiovisuel conduit *la totalité de l'opinion* à recevoir chaque jour la même information et à assister chaque soir au même spectacle, c'est-à-dire à partager les mêmes biens culturels » (p. 43). Comme on le voit, l'opposition cardinale ne s'embarrasse guère de finesse, et « l'Amour de l'Art » de Bourdieu semble être passé inaperçu pour l'auteur de *Démocratie Française*. Qu'importe d'ailleurs ! Le code de l'écriture (sur le mode du péremptoire et de l'indiscutable) est là pour fluidiser le message (133).

L'idéologie pour être recevable se doit de ne pas trop dénaturer le réel. V.G.E. concède donc que « la lutte des classes continue dans son domaine propre » (*Démocratie Française*, p. 20), qu' « il existe dans une société donnée, un écart social maximum récompensant les activités et les talents, et au-delà, duquel le tissu social se déchire » (p. 66), qu'en conséquence, « la société française a encore de sérieux progrès à accomplir pour atteindre cet objectif d'unité » (*idem*), l'essentiel restant que « l'unification de notre société n'implique pas une rupture dramatique avec son évolution passée, mais l'accentuation de cette évolution » (p. 70). A l'effet « globalement positif » qu'exerce mécaniquement la Croissance, l'Etat doit donc ajouter quelques correctifs égalisateurs. Etudiant le discours du changement, on a vu que ceux-ci consistaient, par déblocage des verrous psychologiques, à faire disparaître le spectacle affigeant des exclus, et qu'une fois résolue la question (« quelles sont les inégalités insupportables ? »), les divisions ne seraient plus sociologiques mais idéologiques (à noter que le clivage ne se ramène jamais à la sphère économique de la propriété, nominale ou effective, des moyens de production). Répétons le ici, l'insistance à déterminer la division sociale sur le critère exclus/autres, dispense de considérer un autre critère (exploiteurs/exploités, par exemple), et permet de faire surgir comme catégorie sociale montante et privilégiée un prétendu « vaste groupe central ».

(133) « Si certains responsables politiques s'efforcent laborieusement de soutenir, contre l'évidence des faits, que les différences de classe ne diminuent pas mais s'aggravent, cette position tourne le dos au réel, et chacun le sait. Le fait est là : la réalité sociale de la France est celle d'une société en voie d'unification, sous l'action de trois facteurs qu'il faut constamment garder à l'esprit : élévation du niveau de vie, éducation et information » (p. 68).

b) « *Un vaste groupe central déjà majoritaire* »
(*Démocratie Française*, p. 15).

« Il faut promouvoir la classe moyenne qui doit devenir le niveau de base de la société française », Valéry Giscard d'Estaing, Premier Congrès des R.I. à Toulouse (1971). La lutte des classes étant dépassée, faute de combattants, qu'advient-il ? « L'évolution en cours, loin de conduire au face à face de deux classes, bourgeoise et prolétarienne, fortement contrastées et antagonistes, se traduit par l'expansion d'un immense groupe central, aux contours peu tranchés, et qui a vocation par sa croissance numérique exceptionnellement rapide, par ses liens de parenté avec chacune des autres catégories et de la société, par son caractère ouvert qui en assure largement l'accès, par les valeurs modernes dont il est porteur, d'intégrer en lui-même progressivement et pacifiquement, la société française tout entière » (*Démocratie Française*, p. 68).

Ce texte très parlant appelle quelques remarques. Notons d'abord qu'il est question de « *groupe central* », et non pas de « *classe moyenne* ». L'épithète « *moyenne* » connote en effet un parfum de médiocrité alors que « *central* » évoque plutôt une position stratégique, symbolisant la puissance. V.G.E. indique d'ailleurs que la vocation de ce « *groupe central* », « *n'est pas d'être récupéré par d'autre, mais de transformer lui-même, peu à peu, toute la société française* » (*Démocratie Française*, p. 69). On admirera de même l'usage du vocable *groupe*, sociologiquement assez flou, et qui convient mieux que l'emploi de terme « *classe* » qui en l'occurrence, signifierait une situation de subordination et une logique de marginalité pour ce centre coincé entre les deux grands géants antagonistes. Précautions linguistiques qui s'avèrent à l'usage utiles, car, de fait, l'acception giscardienne du « *concept* » de « *groupe central* » renvoie bien à la réalité des classes moyennes, c'est-à-dire d'un groupement d'individus ne se définissant que par opposition aux deux groupes essentiels. Le procédé niniste employé par V.G.E. n'accouche ici que d'un troisième terme très médiocre dont la spécificité, purement négative, est par là même, aléatoire. V.G.E. ne parvient à définir son *groupe central* que par opposition à la bourgeoisie et au prolétariat. « *Les contours peu tranchés* » de son concept sont en fait balisés par les expressions fort vagues de « *réalité sociale de type nouveau, mobile et ouverte au changement* », n'étant ni un prolétariat (« *c'est-à-dire une masse d'hommes sans protection* » p. 68), ni une bourgeoisie (« *définie par la possession exclusive d'un patrimoine économique et culturel* » p. 69). On conçoit bien qu'il soit difficile au Président de donner une réalité conceptuelle à « *une notion poubelle, réunissant pêle-mêle le P.D.G. et son chauffeur, la bonne et son curé* » (134). Cet acharnement à donner un contenu et une homogénéité à un concept qui n'en a pas, ne sert qu'à simuler un processus de phagocytage du corps social par les « *classes moyennes* » censées assurer ainsi l'unité organique d'une société qui a dépassé le stade mécanique de la lutte des classes. Ne pouvant pas appréhender concrètement son « *groupe central* », (« *il rassemble selon les données observables, bien plus de la moitié de la population* », *Démocratie Française*, p. 69), V.G.E. tente de lui conférer une réelle spécificité en en décrivant, façon M. Weber, les valeurs : quelles sont donc les valeurs communes dont la classe moyenne est porteuse ? « *Labo-*

(134) Selon l'expression heureusement polémique de C. Baudelot.

rieuse mais prévoyante, ambitieuse mais capable de générosité, nombreuse mais individualiste, et ne ressemblant vraiment qu'à elle-même » (p. 69), (bien que par ailleurs, « cette *réalité* sociale » soit « porteuse de valeurs empruntées pour partie au prolétariat, et pour partie à la bourgeoisie » (p. 69). V.G.E., on le voit, s'enlise, cherche une issue, et trouve une chute peu commune : « J'ajouterai typiquement française dans ses caractères et son mode de vie ».

La maladresse avec laquelle V.G.E. aborde le problème des classes sociales rend plus lucide l'explication donnée dans *Démocratie Française* de la subsistance du courant marxiste en France, survivance due selon l'auteur « à un développement insuffisant des sciences sociales » (p. 55). Il n'est pas jusqu'au Grand Idéologue Français, R. Aron qui n'ait à déplorer la faiblesse de la démonstration giscardienne avançant prudemment que la « représentation de la société de V.G.E. prête à des objections », pour finir plus méchamment par constater qu'« avec un seul salaire, un ménage atteint malaisément au groupe central » (135). Trivialement, le problème se pose en effet, en ces termes ; à un Chef de l'Etat semblant reprendre la formule bergsonienne (« Tout le monde devient bourgeois, c'est ça la modernité »), s'oppose une structure sociale encore profondément hiérarchisée et inégalitaire, que ne console guère la référence répétée dans *Démocratie Française*, à la notion de « solidarité », « mot à tonalité à la fois morale et affective, permettant de réconcilier des données politiques incompatibles telles que hiérarchie-liberté, mérite-justice, pauvreté-richesse, stabilité-réforme, capital-travail » (136). Plus que jamais, le rapprochement avec Guizot s'impose.

3) « GOUVERNER AU CENTRE ».

Il n'est pas certain que V.G.E. réussisse à extirper de si tôt le « cancer marxiste » des représentations collectives du peuple français ; il l'est moins encore qu'il parvienne à occulter totalement la réalité de classe de la société française en convaincant chaque Français qu'il est un bourgeois qui s'ignore. C'est plus probablement dans la sphère politique que la logique consensuelle du Président a le plus de chance de pénétrer. Il est vrai aussi que des trois stratégies parallèlement poursuivies, c'est la politique qui est la plus finement déployée. Comment se présente précisément cette stratégie politique giscardienne ? Elle revêt à notre sens, deux traits :

— Elle est d'abord très patiente, très graduelle, ne brusquant rien mais ne laissant non plus rien au hasard. Se situant sur le long terme, elle est par là même moins visible, moins choquante. L'analogie du joueur d'échec déplaçant lentement, mais à coup sûr, ses pièces convient tout à fait.

— Si cette stratégie est si sûr, c'est qu'elle s'est depuis longtemps (137) rivée sur un modèle concret, celui de la R.F.A., où deux grandes forces

(135) Article dans *l'Express* du 23 janvier 1978.

(136) J. BOUTHOREL, *La République mondaine*, p. 68.

(137) Depuis 1966 pratiquement, à en juger par certaines déclarations de l'époque. Cf. Face à face télévisé du 15 février 1966 : « faire en sorte qu'après un certain nombre d'ajustements politiques, nous retrouvions en France ce qu'il y a en Allemagne fédérale ».

politiques co-existent sans remettre en cause (depuis Bad Godesberg) les structures profondes de la société, alternant sagement au pouvoir, voire allant jusqu'à le partager (Grande coalition de 1966-69).

Pour parvenir à cet objectif, forcément lointain, il faut d'abord, (reprise du schéma niniste) marginaliser ces deux extrêmes que sont communistes et gaullistes. C'est d'abord cela refuser de couper la France en deux, et cela passe par une décrispation préalable de la vie politique, laquelle est susceptible d'amener cette véritable alternance qui manque à la vie politique française. Cette stratégie par étapes renouvelle avec ce que nous avons déjà entrevu, à savoir une lente dérive des expressions qui s'emboîtent les unes aux autres, et qui, remises bout à bout, perdent toute apparence d'innocence.

a) La France n'est pas coupée en deux ou il faut battre le programme commun.

Premier enchaînement, première cascade de citations-slogans passés à la postérité, « Le gouvernement au centre », et « le refus de considérer la France comme coupée en deux ».

« Gouverner au centre » : cette formule fameuse résume le discours politiquement fondamental prononcé à Charenton le 8 octobre 1972. Que signifie exactement l'expression ? « Il s'agit, dans une période où le changement est une règle de vie, de conduire l'évolution en se tenant à égale distance des extrêmes » (Charenton). Il est facile, dans un premier temps, de se moquer de l'explication, en la trouvant un peu courte : « On peut soutenir que tout gouvernement finit, d'une certaine manière, par se situer au centre, dans la mesure où il suscite nécessairement des oppositions contradictoires ; dès lors, l'idée de « gouverner au centre » appartient à l'univers tautologique dont tous les puissants, avec superbe ou désinvolture, enveloppent leur démarche » (138). La tautologie n'est, pensons-nous que partielle, l'expression recouvre à la fois un langage de pure tactique politicienne en même temps qu'elle parachève au plan politique les constructions étudiées dans les deux chapitres précédents.

Pure tactique politicienne, étant entendu que la voie centrale est, en matière d'approche du pouvoir, la voie royale. O. Todd rapporte que dès 1956, le jeune député Giscard justifiait son inscription au C.N.I. par ces mots : « La France veut être au centre droit. Je me place là où je gouvernerai la France ». Plus tard, le leader des R.I. comprendra bien avant Malraux qu'« il n'y a pas de gaullisme possible sans de Gaulle » et que le tiers parti serait, à sa mort, à bâtir et avec lui, les plus hautes charges de l'Etat (139). Mais là ne s'arrête pas l'intérêt de la formule. « Le Gouvernement au centre » complète en effet l'édifice théorique giscardien. S'il est prouvé (Chapitre II) que « le centre sociologique de notre nation a déjà une unité réelle et (qu') il rassemble, selon les don-

(138) Philippe de SAINT-ROBERT, « Le contre de quoi ? », *Le Monde*, 25 décembre 1975.

(139) Dès 1958, V.G.E. appelle de ses vœux la constitution de ce tiers parti : « Dans les luttes civiles de notre pays, il se forme presque toujours un tiers parti... Une des sources des malheurs de notre pays, a été que dans le passé, ce tiers parti ait trop rarement triomphé », 20 mai 1958, débat sur les pouvoirs spéciaux.

nées observables, bien plus que la moitié de la population » (Démocratie Française, p. 49), il est logique que le gouvernement incarnant ce groupe central, se situe lui-même au centre politique, tout comme doit être nécessairement centriste, le projet gouvernemental rendant compte de cet état de fait.

Se situer au centre, et réunir par là même sur un projet centriste, une large majorité des électeurs (140), implique tout aussi logiquement que « sur les grands problèmes de société, la France n'est pas coupée en deux, comme on le dit trop vite » (*Démocratie Française*, p. 69). Il faut se défier de ce thème, incessamment repris, et bien saisir la charge détonnante qu'il contient. Se développant sur le terreau fertile d'un besoin affectif élémentaire (l'unité d'une communauté), le thème de la fausse division de la France en deux est le prototype des préconstructions polémiques d'un chef de l'Etat qui se présente comme sage dans la volonté de dépasser des problèmes qu'il a été le seul à poser. Ainsi V.G.E. s'en va répéter, à qui veut l'entendre qu'« il est le Président de tous les Français », qu'il ne « voit pas où est la coupure de la France en deux », que l'on a tort de « diviser les Français », que lui seul tient « le langage de l'union ». Ce procédé de farouche dénégation conduit (comme pour le discours de la Sécurité) à traumatiser un public qui ne ressentait guère cette impression d'une guerre civile. Cette tactique de focalisation du débat au plan politique escompte trois effets induits : retrouver dans un Président prêchant la réconciliation, la figure mythique du Père unissant ses fils à l'heure des périls ; passer du refus de la coupure en deux du pays, au refus de la dichotomie droite/gauche ; enfoncer par là même un courant politique de gauche, qui refuse de se diluer, dans un marais centriste. Le second effet est le plus important, car il conditionne le bon déroulement de « la machine à laminier » toute alternative radicale. Partant d'un légitime désir d'unité, le Chef de l'Etat en arrive très vite à récuser les termes de « droite » et de « gauche ». « Le choix que les Français auront à trancher n'est pas, comme on veut bien leur faire croire, un choix entre la droite et la gauche. Depuis que le P.S. et le P.C. sont soudés autour d'un programme commun pour le malheur des uns, le choix est devenu en réalité un choix entre l'extrême gauche et le centre » (Charenton). Le refus des concepts de « droite » et de « gauche » (141) rappelle, celui des idéologies (dépassées et non fonctionnelles) ou des classes sociales antagonistes (ne convenant qu'au XIX^e siècle). On rejoint par là même le procédé triadique transformant les alternatives en dilemmes. Continuer à parler de « choix » en invoquant une coupure Extrême Gauche/Centre, relève dans ces conditions de l'abus de langage. S'étant préalablement situé au centre, V.G.E. induit un dilemme Moscou ou moi, sourde reprise moderniste du « Moi ou le chaos » gaulliste. Ainsi, la dérive « Gouverner au centre-Pas de coupure de la France-Pas de droite-Pas de gauche », permet en fin de compte de dénoncer la gauche comme foyer de division, et d'arbitrer pour un camp tout en paraissant rester juge impartial.

(140) « 46 %, ce n'est pas la majorité, déclare V.G.E. le 15 juin 1968, la majorité devrait être d'au moins 60 % ou davantage ».

(141) Dans toutes ses interviews, V.G.E. refuse de parler de gauche, préférant le terme « opposition ».

b) *La décripation ou il faut casser le programme commun.*

La campagne sur le thème « pas de coupure de la France en deux », visait la défaite de la gauche unie. Les relances incessantes du terme « décripation » ont plus spécifiquement pour but d'entamer de l'intérieur la solidité de cette gauche. Une étape est ainsi franchie dans la stratégie giscardienne. Le discours de Carpentras (8 juillet 1977) fait apparaître cette succession des objectifs : « Après le succès de ceux qui me soutiennent, succès dont chacun voit que c'est une condition nécessaire, je prendrai les initiatives propres à atténuer cette coupure, et à débrider enfin cette plaie de la division où s'épuise la vigueur de la France ». Cet ordre des priorités est d'ailleurs nécessaire, faute de quoi le discours serait contradictoire. Dans un premier temps, on dramatise (choix entre le Centre et l'Extrême-Gauche), dans un second temps, on dédramatise : « Certains conçoivent la majorité et l'opposition comme deux armées en campagne, dont l'une doit écraser l'autre. Je refuse cette attitude. Non, la majorité et l'opposition ne sont pas deux armées au combat en France, mais deux choix offerts à la France. Pour moi, Président de la République, les Françaises et les Français qui votent pour l'opposition sont des Français comme les autres. Je considère seulement qu'ils font un choix dangereux pour la France et pour eux-mêmes » (28 mars 1977). Cette dédramatisation est la condition nécessaire de la décripation, phénomène comportant deux volets : rencontres périodiques avec les leaders de l'opposition, moindre tension dans le langage politique, le tout pouvant être ramassé dans cette formule : « L'établissement entre la majorité et l'opposition d'un dialogue *raisonnable* et *moderne* fera disparaître la guerre civile des jugements simplistes et des affirmations outrées » (17 août 1967).

Si le consensus se définit littéralement par l'accord sur les modes d'expression des dissensions, le discours de la décripation participe bien d'une stratégie consensuelle visant à amener l'opposition sur le terrain calme de la discussion et « du dialogue raisonnable ». Comment interpréter dans cette optique les appels d'offres présidentiels pour des rendez-vous périodiques avec l'opposition, sinon par la volonté de multiplier ces lieux neutres de confrontation que sont la politique étrangère sur le désarmement, lieux neutres producteurs de communiqués communs, aseptisés et aisément intégrables par le pouvoir. Se déroulant sur invitation du chef de l'Etat et sur le terrain de discussion par lui choisi, ce type de rencontres jouant à court terme un rôle de faire-valoir pour un Président, représentant incontesté de tous les Français, développe à plus long terme « une pédagogie du dialogue institutionnel » qui fait que « ce qui n'est aujourd'hui qu'une discussion peut demain devenir une négociation » (142). L'établissement d'un certain dialogue implique la tenue d'un certain langage, et pour le Chef de l'Etat, la décripation passe par une « moindre véhémence et tension du débat politique » (30 juin 1975). « Je tiens en ce qui me concerne, le langage de l'union. Vous ne m'avez pas vus sur les écrans me répandre en jugements sommaires ou en diatribes » (24 octobre 1974). Alors même qu'il « m'aurait été facile de polémiquer, et de participer moi aussi au tin-

(142) Thierry PFISTER, « La problématique giscardienne de l'alternance », in *Pouvoirs*, n° 9, 1979, p. 154.

tamarre » (28 mars 1977). D'ailleurs, « je n'ai jamais prononcé au cours des trois années de mon septennat, le nom de quelque dirigeant politique français, que ce soit dans un esprit de dénigrement ou de division » (2 janvier 1978). Dès lors, « qu'on cesse de parler en termes de combat, de guerre totale, d'anéantissement de l'adversaire » (8 juillet 1978) (143) ; que les Français adoptent « un réflexe de répulsion vis-à-vis des visages congestionnés et des voix bordant l'hystérie, comme aussi du vocabulaire de l'outrance, et de la menace (Démocratie Française, p. 159) (144).

Ce genre de propos peut paraître anodin mais renferme une signification évidente. Parler posément, en termes feutrés, des conséquences d'une certaine politique, c'est déjà, en quelque sorte, en accepter le cadre. Voir dans un langage neutre et posé une condition naturelle du débat politique, c'est déjà tolérer qu'il ne dépasse pas certaines limites, la courtoisie faisant ici office d'imposition d'une certaine problématique. V.G.E. ne l'entend pas autrement qui déclare le 2 janvier 1978 : « Si cette consultation nationale se déroule sous le triple signe de la tolérance, de la recherche de la vérité, et du respect des personnes, je ne doute pas que son résultat ne soit conforme à l'intérêt fondamental de la France » (lequel intérêt était défini vingt jours plus tard à Verdun-sur-le-Doubs). Le discours de la décrispation du langage vise en fait à « une neutralisation plus ou moins ostentatoire de l'expression, (à) la délimitation tacite du champ des discussions qui résultent du refus des modes d'expression les plus fortement marqués, c'est-à-dire les plus visiblement associés aux extrêmes, aux extrémismes et à leur exclusive » (145).

c) *L'alternance.*

Dialogue raisonnable, langage décrispé, opposition reconnue, « le régime n'est plus désormais construit comme un instrument de combat manichéen, mais comme un système capable de former des majorités nationales fluctuantes, capables de résoudre les crises politiques comme les crises économiques et sociales » (146).

Au bout du compte, tel est bien le schéma visé : à la lourde machinerie d'exclusive implacable des deux premiers Présidents de la V^e République, V.G.E. oppose une mécanique légère, souple, capable de digérer les conflits. A terme, le processus n'exclut pas l'alternance : « Vers l'échéance normale, c'est-à-dire vers 1979-1980, je puis même considérer qu'un élargissement de la majorité vers la gauche puisse être souhaitable. J'ai indiqué, dans le passé, à plusieurs reprises, qu'il est regrettable pour la France que la gauche socialiste ait été éloignée des responsabilités gouvernementales au cours d'une très longue durée » (France-Inter, 9 mai 1974). La conception giscardienne de l'alternance est celle d'une ouverture généreuse octroyée et assortie de conditions. Ce n'est pas le pays qui décide de l'alternance, mais un de ces dirigeants politiques qui le définit : « Nous devons être capable d'organiser un débat d'alternance au pouvoir, ce qui signifie qu'il doit y avoir une formation

(143) Allusion à peine voilée à Jacques Chirac.

(144) Allusion à peine voilée à Georges Marchais.

(145) BOURDIEU, BOLTANSKI, *op. cit.*, p. 59.

(146) Jacques CADART, « Le régime a-t-il changé ? », in *Pouvoirs*, n° 9, p. 75.

de philosophie socialiste qui puisse apparaître comme ayant le sens des responsabilités et la capacité à gouverner » (R.T.L., 3 janvier 1973). Pour ceux qui n'auraient pas compris, le discours de Charenton est plus explicite encore : « Cette alliance (le programme commun, NDLR) prive la vie politique de l'existence d'une alternance véritable, celle d'un Parti Socialiste de gouvernement ». On saisit mieux en quoi la référence au modèle allemand (147) n'est pas simplement économique. Ayant depuis dix ans poursuivi une stratégie de regroupement des modérés type C.D.U., V.G.E. regrette que parallèlement ne se soit pas constitué un grand parti type S.P.D., soit « un grand parti de gauche qui ne soit pas dominé par le P.C. (...), ce qui répond à une nécessité de notre vie politique » (13 avril 1966). L'allusion au voisin d'outre Rhin est parfois d'ailleurs plus transparente : « Il faut associer, un jour ou l'autre, la seconde tranche de l'alternative à l'exercice du pouvoir, comme il a été fait en Allemagne lors de la grande coalition » (R.T.L., 3 janvier 1973). Volonté de ne pas renforcer par ricochet le P.C.F., ou souci de respecter les susceptibilités gaullistes, V.G.E., Président de la République, développe moins ouvertement ce thème d'une grande Sociale Démocratie à la française. Il se contente de patroner à distance des structures d'accueil comme le P.S.D. d'Hinterman, (ou les Carrefours de la Sociale Démocratie de Stoleru et de Lenoir), ou de cultiver la nostalgie d'un syndicat type D.G.B. ou A.F.L. (27 octobre 1974). Pour le reste, le Président compte sur le temps, « passerelle entre la raison et la passion » (148).

d) *La marginalisation des extrêmes.*

Si V.G.E. prend garde de ne pas brusquer l'avènement du modèle politique allemand, il travaille fébrilement à la réalisation de ses conditions *sine qua non*, à savoir la marginalisation des extrêmes. Dans la vision évolutionniste qu'il a de l'Histoire, le Chef de l'Etat considère que le quadripartisme actuel n'est qu'une étape transitoire entre la période mécaniste d'une bipolarisation Droite-Gauche, et la période organique où une coalition libérale alternerait voire travaillerait avec une coalition social-démocrate. « Ce qui implique que deux des composantes des coalitions qui s'affrontent jusqu'à présent — les gaullistes et les communistes — soient progressivement marginalisées » (149). S'agissant des premiers, le Président utilise la méthode douce, l'artillerie lourde étant confiée à M. Poniatowski, R. Chinaud ou M. Pinton. A un Jacques Chirac chef de camp, bataillant de façon brouillonne, il oppose sa propre image de Président de tous les Français, incarnant sagement et posément l'intérêt national. Quelques petits coups de pouce (la dénonciation d'un débat politique conçu comme « ce combat mythique des Gorgones et

(147) Voir sur ce point Dominique VIDAL, « Stratégie en discours », in *France Nouvelle*, n° 1730 (janvier 1979).

(148) Symptomatiques à cet égard sont ces lignes extraites de la préface 1978 à *Démocratie Française*. « Les esprits dans l'opposition sont trop choqués par le déchirement qui vient de se produire. Le P.S. ne peut paraître s'écarter du programme commun. Il lui faut quelque temps pour se retrouver et exprimer une doctrine propre. Même s'il n'est pas proche, le temps viendra où le débat pourra être conduit en des termes non passionnés, où il portera sur des différences et non sur des oppositions » (p. 23).

(149) Thierry PFISTER, *op. cit.*, p. 155.

des Méduses », *Démocratie Française*, p. 173), contribuent utilement à retirer au R.P.R. cet électorat légitimiste votant pour le plus qualifié à droite. Le P.C.F. est attaqué plus frontalement. Le 16 mai 1974 (sur R.T.L.) V.G.E. déclare ouvertement : « Un des objectifs que je poursuivrai, si j'étais élu, ce serait de faire en sorte que l'électorat du P.C. régresse sensiblement en France (...). Le jour où le P.C. représentera, en France, par exemple 15 % des électeurs, la situation politique sera tout à fait changée, (...) (car) les autres pour cent seront allés sur un parti comme le P.S. (150). Et donc, à ce moment là se posera pour la France le problème de la participation socialiste à une majorité ».

QUEL CONSENSUS ? QUELLE UNITE ? QUELLE SOCIETE ?

Ayant opté pour un gouvernement au centre dans une société libérale avancée où prédomine un vaste groupe central majoritaire, V.G.E. se place par trois fois dans une situation médiane où la répudiation des extrêmes est censée engendrer un large consensus, lequel apparaît comme le grand dessein giscardien : « Il appartient aux hommes de notre temps de guider la marche de notre société vers une plus complète unité » (151). Reste à savoir si cette politique de la moyenne est synonyme de politique de la modération ; reste à préciser le sens des mots « unité » et « consensus ».

Unité et consensus présentent en commun la particularité d'être définis négativement, par rapport aux termes « divisions », « déchirements » ou « lutte ». Ceci n'est pas gratuit : « les divisions » sont imputées à l'alliance mortelle qu'ont contractée les socialistes, « les déchirements » renvoient à la vision chiraquienne d'une société où s'affronteraient Bons et Méchants, la « lutte » (des classes) est due à l'hypnose posséiste qu'exerce le P.C.F. sur les travailleurs. L'unité se conçoit donc comme la marque des gouvernants raisonnables, aux prises avec des opposants irresponsables qui travaillent contre l'intérêt national. Qui est contre l'unité (définie par le seul Chef de l'Etat) sape la grandeur de son pays. Car, enfin, quelle est la condition de l'indépendance nationale ? L'unité (152). Quelle est la condition de la disparition de l'inflation ? L'unité encore (153). Com-

(150) Ce type de phrase semble confirmer l'idée d'A. Gisselbrecht selon laquelle « pour la première fois depuis 1945, la droite, par le recul considérable qu'elle devait marquer parmi les couches salariées, a renoncé d'emblée à toute une partie de l'électorat », « La restructuration des droites », in *La Nouvelle Critique*, n° 75, p. 9 (juin 1974).

(151) *Démocratie Française*, p. 70.

(152) Chaque fois que les Français « ont su préserver ou retrouver leur unité, ils ont fait respecter l'indépendance de la France » (*Démocratie Française*, p. 178).

(153) Reprenant sans le dire la thèse du Pr Cotta (*Inflation et croissance en France*), V.G.E. donne cette explication de l'inflation : « Dans nos types d'économie, l'inflation reflète principalement non la rareté des biens, mais la vivacité de la compétition des groupes sociaux pour le partage du « surplus » dégagé chaque année par la croissance. Elle est la plus forte dans les pays où les antagonismes des groupes sociaux et des organisations qui les représentent sont les plus vifs, la moins forte dans les pays qui comme l'Allemagne (...), bénéficient d'une volonté de collaboration de tous les acteurs sociaux, lesquels acceptent le système économique et social existant comme une donnée perfectible » (*Démocratie Française*, pp. 137-138).

ment la France pourra-t-elle éviter le sort pitoyable du Royaume-Uni ? Par l'unité toujours (154). Ainsi l'unité, marque de différenciation vis-à-vis de l'opposition est-elle, en même temps, souhait d'un consensus sur les règles de fonctionnement du système socio-économique. Dans ces conditions, exiger de la gauche qu'elle participe à ce consensus, c'est en fait, lui demander d'abjurer ses convictions. Si bien que la société consensuelle que prône V.G.E. tend à friser le degré zéro de la politique, de la vraie, celle « conçue comme une possibilité de choisir entre des options importantes sinon fondamentales » (155). Il n'y a qu'un seul « bon choix » (l'acceptation du système) et pour le reste, la souveraineté populaire se limitera à trancher sur des programmes à peine différenciés. Dans la société libérale avancée, « les hommes peuvent travailler paisiblement au progrès, la « politique » abandonnant les domaines qui ne sont pas les siens et où elle n'est qu'agitation stérile » (156). D'ailleurs, chacun devrait comprendre que « les Françaises et les Français aspirent profondément à une réconciliation autour du travail » (157). Quel type de travail ? Pourquoi ? Pour qui ? Le discours ne le dit pas, pas plus que la politique dont ce ne sera bientôt plus le rôle. A l'image du plan français, le discours consensuel est dans une première étape, réducteur d'intransigeance pour devenir par la suite, réducteur d'incohérences pour un système économique qui ne se donne jamais à voir pour qu'il est réellement. La vie politique doit se mouler dans la même logique que le modèle français de planification où « l'action est plus envisagée comme une adaptation à un environnement dont les contraintes sont réifiées, que comme une transformation d'un environnement incertain (158).

Réducteur d'intransigeance puis d'incohérence, le discours giscardien est aussi réducteur d'échanges. Il porte en lui une logique cybernétique où tout part de cette « petite » boîte noire qu'est le pouvoir, et où tout lui revient. Qu'on examine à cet égard le messianisme giscardien pour les classes moyennes, sa volonté affichée de faire de chaque Français « un petit propriétaire heureux ». La vocation du « vaste groupe central » loué par le Président serait « de transformer peu à peu toute la société française (p. 69). On peut être doublement inquiet d'une telle affirmation quand on connaît ce phénomène sociopolitique majeur qu'est « l'extrémisme du centre » (Lipset), un centre prompt aux crispations réactionnaires les plus violentes dès que l'ordre social est tant soit peu menacé (159), un centre qui est le premier à pénétrer dans l'engrenage diabolique des discours de Sécurité. Parallèlement, quand V.G.E. appelle de ses vœux le phagocytage progressif du corps social par « le groupe central », comment ne pas penser à la caractéristique sociologique majeure des classes moyennes qui sont, selon l'expression de Riesman,

(154) « Si la France doit être dans le groupe de tête au point de vue de son développement économique et social, des puissances moyennes, cela suppose qu'elle connaisse un certain consensus économique et social, c'est-à-dire que les Français acceptent de travailler ensemble dans la même direction » (22 avril 1976).

(155) Jean BOTHEREL, *La République mondaine*, p. 151.

(156) M. ROBIN, *Pouvoirs*, n° 9, p. 9.

(157) V.G.E., 1^{er} mai 1979.

(158) Lucien NIZARD, *Revue Française de Science Politique*, 1972, p. 1116.

(159) Les exemples historiques abondent : juin 1848 en France, la République de Weimar en Allemagne, le Chili de 1973...

other directed? Ne déterminant leur jugement que par rapport aux classes supérieures, alignant leur comportement sur celui des dominants qu'elles aspirent à rejoindre (socialisation anticipée), la dynamique qu'elles sont censées communiquer au pays apparaît dès lors bien dérisoire. L'extrémisme d'un centre *other directed* ramène inéluctablement au Pouvoir qui seul induit le comportement « raisonnable » de l'homme de « bon sens ».

Le discours giscardien est, nous semble-t-il, surtout réducteur de diversité. Dans son innocente banalité, il enferme « cette lente dérive vers une classe moyenne de plus en plus large et ouverte, moulée sur les structures économiques nouvelles, propre à intégrer et à transformer sans à-coup une société française œcuménique, perméable à l'Europe et complaisante envers un mondialisme, stade suprême du capitalisme et du libéralisme avancé » (160). Le discours giscardien n'a rien d'inoffensif : s'il naturalise tout, c'est pour mieux anesthésier. Quand il propose (sans crainte d'être contesté) la disparition des outrances, ou la réduction des conflits, on pense à l'avènement d'une société unie mais respectueuse des différences. En fait, ce libéralisme mou, par la politique autoritaire qu'il mène en direction des minorités culturelles, conduit plus sûrement à une unité affadissant les diversités, première étape vers une uniformité générale, où toute variance serait traitée en déviance, et toute déviance en délit. Insidieusement, « un cercle s'établit entre la norme, le rationnel et l'efficace. Est normal, ce qui est efficace dans un monde donné, et qui répond à des critères normalisés » (161). Avec cette conception de l'unité dans cette acception du consensus, quelle société au bout du compte ? La prophétie nous entraînerait sur le terrain dominant (162) et on peut lui préférer la caricature joyeuse. Le projet giscardien, ce serait la « recherche d'une France réaliste et paisible, cousine des Plantagenêts, où le catholicisme prendra des allures de protestantisme, où les ouvriers de La Courneuve s'adonneront au golf, tandis que les Occitans, libérés du jacobinisme et des subventions non rentables, se mettront à boire du thé » (163). Le schéma triadique, pâle image de la dialectique hégélienne, nous amène ainsi au *melting pot* institutionnalisé, sous le règne de l'*efficiency*. Au mieux, le gouvernement au centre, gommant toutes les aspérités, devient synonyme de médiocrité. « Le discours, libéré des contraintes extérieures, des valeurs éthiques ou esthétiques, ne produit que du discours. Le reste, c'est-à-dire tout sauf les mots, va comme il peut, à la sauve-qui-peut. Sauf ce qui relève de l'Etat. Tout meurt, sauf l'Etat qui tue tout » (164).

(160) Pierre DABEZIES, *Gaullisme et giscardisme*, in *Pouvoirs*, n° 9, p. 34.

(161) Lucien SFEZ, *Critique de la décision*, F.N.S.P., 1976, p. 158.

(162) Au sens où le conservatisme reconverti est « prophétie autoréalisante ».

(163) DABEZIES, « Gaullisme et giscardisme », *Pouvoirs*, n° 9, 1979, p. 35.

(164) Henri LEFEBVRE, *De l'Etat*, 10/18, 1976.

II. — LA RHETORIQUE

A. — QUEL CODAGE ?

Envisageant le discours giscardien dans sa dimension thématique, on s'est surtout focalisé sur la polysémie du vocabulaire employé, et sur la dérive progressive qu'imprimait V.G.E. aux signifiés des mots. C'était, nous a-t-il semblé, un *préalable nécessaire* à toute analyse du discours. En effet, « si les notions sont données dans la transparence de leur sens, il ne sera pas possible de les expliquer, de les analyser, d'en rendre compte. Il ne restera qu'à se lover à l'intérieur du système idéologique qu'on est censé expliquer, et le redoubler au plan de la paraphrase — ce silence bavard — en acceptant, sans question ni interrogation, le jeu de ses évidences et de ses représentations » (165). Préalable nécessaire donc, mais *sans doute insuffisant*. Se jouant de la polysémie naturelle des mots, le locuteur surdétermine la signification de son message par la manière dont il le structure intérieurement. L'idéologie ne traverse pas seulement le travail matériel d'interpellation et de torsion du Réel Social ; elle est aussi présente dans la présentation formelle de ce travail, dans ce fluide conducteur qu'est le langage. Appréhender l'idéologie dans la forme du discours suppose cependant quelques précautions d'usage.

1) QUELS OUTILS LINGUISTIQUES ?

A cet égard, une erreur commune serait d'être saisi de « l'euphorie quantitativiste » que peut procurer la statistique lexicale. Penser qu'à partir de la fréquence d'utilisation d'un mot, chez un auteur, on puisse positionner cet auteur sur une échelle politique, c'est « faire du mot l'indice d'un comportement politique », donc ignorer les règles les plus élémentaires présidant à la délivrance des discours *politiques*. C'est prêter au locuteur une innocence tactique ; supposer qu'à chaque créneau idéologique correspond un vocabulaire typé, c'est en effet postuler que le locuteur est « incapable de tenir pour son propre compte les mots de tel ou tel groupe qui n'est pas le sien » (166), en même temps que c'est tabler sur l'univocité de sens du vocable. Dans l'univers politique, un mot n'est jamais transparent, même (surtout) si le locuteur s'acharne à le naturaliser. En acceptant sans discussion la statistique lexicale, on conduit l'analyse vers une impasse certaine. L'exemple suivant pourrait l'attester. Durant la campagne présidentielle, c'est V.G.E. qui utilise le plus souvent le mot « travailleurs », terme fortement connoté à gauche. Est-ce l'indice d'un progressisme absolu ? Une simple analyse de co-occurrence néantise une telle hypothèse puisque l'environnement discursif du terme « travailleurs » s'avère être le refus de l'affrontement en grands

(165) Régine ROBIN, *Histoire et Linguistique*, p. 64.

(166) R. ROBIN, *op. cit.*, p. 39.

groupes sociaux, et la recherche d'une cohésion sociale (167). On conviendra, dans ces conditions, que les décomptes fréquentiels présentent certains dangers s'agissant d'un discours très agile pour utiliser les modèles de performance des discours déviants et périphériques. On leur préférera donc l'examen du code interne du discours, l'agencement des différents items ; « le jeu de chassés-croisés lexicaux », importe finalement autant que le relevé exhaustif des mots choisis.

On a déjà beaucoup insisté sur un de ces instruments de codage qu'était la structure triadique qui, si doublement exclusive qu'elle paraisse, n'identifie jamais pareillement les deux options présentées comme irrecevables, laissant poindre, légère, une préférence qu'on retrouve dans la présentation dite déductive, du troisième terme. Ce sur quoi on voudrait s'attacher maintenant, c'est justement sur la présentation de ce troisième terme. La fermeture expéditive du champ des possibles qui caractérise le ninisme trouve en effet son nécessaire prolongement dans la réouverture salutaire sur l'évidence du choix forcé. Un instant pris au piège et placé devant un dilemme insupportable, le récepteur considère avec soulagement l'ouverture d'une porte de sortie que, sauf morbidité ou stupidité, il ne peut qu'emprunter. Usant et abusant du procédé triadique, le discours giscardien est donc corrélativement, un discours d'évidences, présentant des solutions toutes faites et apparemment irréfutables, « discours anonyme où l'universel parle de lui-même », selon l'heureuse formule de C. Lefort.

2) CRITIQUE D'UN DISCOURS D'ÉVIDENCES OU L'OBJECTIVITÉ IMPOSSIBLE.

Quand un discours ne se nourrit que de constats, d'évidences, et de faits, la critique en est bien malaisée. Un fait ne se contourne pas, ne se discute pas, on l'approuve et avec lui on approuve la sagesse de son présentateur. La force du discours giscardien repose donc sur la force des choses, choses que le locuteur se contente d'énumérer. En cela, nous rejoignons notre hypothèse de départ, selon laquelle le discours giscardien n'est banal et plat qu'en apparence. « L'effort de V.G.E. est de produire un discours incontestable, et ainsi de faire bénéficier sa politique de l'incontestabilité de son discours. Tout est dans ce glissement par lequel le locuteur supplée l'acteur, par lequel l'exposé didactique, tient lieu de propos politique » (168). Il nous faut réaffirmer que V.G.E. joue de l'impression de banalité qui se dégage de son discours pour enfermer ses auditeurs dans un univers de bon sens et de raison dont ils ne peuvent sortir qu'au prix d'un esprit critique dont V.G.E. a pris le soin de noter qu'il ne doit pas tourner au dénigrement (169). Or précisément, ponctuer son discours de faits « bruts »,

(167) On peut aboutir à la même conclusion en constatant la surfréquence du terme « rémunérations » chez le candidat V.G.E., terme aseptisé englobant dans la même catégorie salaires et profit.

(168) In *Esprit*, n° 6, juin 1976.

(169) « Le développement de l'esprit critique constitue en soi un progrès, mais à condition de ne pas tourner au dénigrement et au négativisme », *Démocratie Française*, p. 168.

de constatations « objectives », de statistiques « irréfutables », c'est disqualifier toute critique en dénigrement, et donc transformer toute lecture en apologie de l'auteur. Il est difficile de s'opposer à l'évidence ; on ne peut le faire qu'au prix d'une inversion des rapports logiques (170), opération toujours choquante et propre à faire taxer de partialité et de mauvaise foi. Pour rompre la spirale engluante d'un discours qui encaisse placidement tout, digère progressivement tout en phagocytant peu à peu sa périphérie, il faut parfois oser être brutal, et traiter de mystificateur « un discours qui produit et cache ce qu'il produit » (171), il faut parfois tirer « cette couverture d'innocence et de naturel que le discours jette sur lui-même » (172). Procédé partisan ? Peut-être. Mais faute de l'employer, on dérive lentement vers l'hagiographie. Là encore, le Président transforme les alternatives en dilemmes. Les procédés linguistiques employés par le Président refusent un statut d'objectivité à l'observateur qui se voudrait non complaisant. Ainsi du présumé dont Olivier Ducrot nous indique que son rejet (et même le simple fait de le dévoiler) comporte « toujours une forte dose d'agressivité qui transforme le dialogue en un affrontement de personnes. En rejetant les présupposés de mon interlocuteur, je disqualifie non seulement l'énoncé lui-même, mais l'acte de l'énonciation dont il procède » (173). Mais après tout, n'est-ce pas là l'objectivité ? Obliger un discours intérioritément structuré de façon à être inattaquable à indiquer l'endroit d'où il parle, le questionner sur sa légitimité à ne dire que le Vrai, le Juste et le Raisonnable, chercher ses référents, lui qui prétend n'être que la bouche dictant la Loi transcendante et irréfutable du cours forcé des choses.

B. — DE LA FORCE DES CHOSES A L'EVIDENCE DU CHOIX FORCE

La parole giscardienne est parole d'autorité et partant l'autorité de la parole ressort sur l'autorité de la politique menée par le locuteur. Elle est parole d'autorité, et ce d'une double manière : d'abord, l'écriture giscardienne est une écriture scientifique, et on ne met pas en cause l'autorité de la science. Ensuite, l'énoncé giscardien est essentiellement constatatif, soutenu par une solide charpente d'évidences, évidences qui par définition, n'ont pas à être explicitées. Par une dérive déjà entrevue chez V.G.E., le discours giscardien, parole d'autorité n'est pas loin de devenir parole autoritaire. L'autorité de la démonstration se mue en démonstration autoritaire, terrorisme sournois d'un procédé qui disqualifie ses détracteurs, les désignant implicitement comme mystiques (contre la science) ou imbéciles (contre l'évidence des faits).

(170) Plus exactement, des rapports d'une certaine logique.

(171) J.M. PIEMME, *La propagande inavouée*, U.G.E., coll. 10/18, 1975, p. 127.

(172) *Idem*, p. 126.

(173) Cité par Régine Robin, p. 27.

1) UNE ÉCRITURE SCIENTIFIQUE (174) ET PAR-LA MÊME INTOUCHABLE.

Loin de l'emphase gaullienne, des petites phrases et citations latines qu'affectionnait Georges Pompidou, l'écriture giscardienne porte toutes les marques de la scientificité. Scientifique, le discours giscardien l'est d'abord par son style rigoureux, austère à force de pédagogie ; chaque intervention commence par une annonce de plan, (plan qui sera par la suite méticuleusement respecté), et par la fixation rapide (presque invisible) d'une problématique, posée sur un ton dépouillé, censé figurer l'objectivité (175). Chaque articulation, chaque transition est soigneusement peaufinée, le texte étant soudé à grands coups de « donc », « parce que », « puisque »... La scientificité du discours se retrouve en second lieu dans l'absence d'effets littéraires, qui alourdiraient inutilement l'intervention, la détournerait de son impartialité voulue. Quand de tels effets existent, ils sont d'ailleurs maladroits, indice d'un locuteur peu habitué à manier le lyrisme (176). V.G.E. parle aussi le langage de la science en ce qu'il invoque fréquemment celle-ci à l'appui de ses démonstrations, se dispensant par-là même d'argumentations plus complètes (177). Rigueur de la démonstration, absence de fioritures littéraires, fréquence des renvois à la Science ancrent ainsi, pour partie, le discours giscardien dans un univers rationaliste. Pour partie seulement, car ce magistère du discours est surdéterminé par deux causes sur lesquelles nous reviendrons : l'image de marque de V.G.E. énarque, polytechnicien, et neuf ans ministre des Finances, l'universalité abstraite et impersonnelle de ses énoncés surajoutent encore à cette impression de discours qualifié pour fixer la norme et analyser le Réel.

La tunique scientifique dans laquelle se drape le discours giscardien renvoie ici à une double fonctionnalité : d'une façon générale, elle disqualifie à l'avance « toutes les objections par l'autorité absolue du savoir » (178) ; de façon plus spécifique, elle donne à penser le Pouvoir contre l'autre privilégié du Savoir, surlégitimant ainsi l'autorité des techniciens éclairés au détriment des notables politiques et de leurs machines partisans (179).

(174) Voir notamment M. ROBIN, *Pouvoirs*, n° 9, pp. 12-13.

(175) On renvoie pour confirmation aux discours de Verdun-sur-le-Doubs, Carpentras, ou Hoerdt.

(176) Par exemple : « Le 1^{re} janvier (...) est le jour où deux années se rencontrent ; le temps qui passe et le temps qui vient, les souvenirs qui s'éloignent et les espoirs qui se rapprochent. C'est pourquoi (?) les vœux les meilleurs sont les plus simples » (31 décembre 1978). V.G.E. n'est pas Apollinaire et le lyrisme tourne vite aux lapalissades.

(177) « Tout ce que la Science nous apprend... » (*Démocratie Française*, p. 145), « les résultats ... scientifiquement établis... », « Toutes les observations disponibles nous montrent ... » (*Démocratie Française*, p. 55).

(178) Voir Maurice ROBIN, *op. cit.*, p. 12.

(179) Cf. par exemple, l'allocution du 12 décembre 1976 : « Le vrai combat n'est pas celui des partis, c'est celui des forces de progrès contre les forces du passé. Le vrai défi, c'est celui de la capacité économique de la France ».

2) DES ÉNONCÉS CONSTATATIFS (180) ET PAR-LA MÊME IRRÉFUTABLES.

Scientifique, la parole giscardienne est simultanément « mythique » au sens où, pour Roland Barthes, « le mythe ne nie pas les choses, sa fonction est au contraire d'en parler simplement ; il les purifie, les innocente, les fonde en nature et en éternité. Il leur donne une clarté qui n'est pas celle de l'explication mais du constat (181). A de très rares exceptions près, le discours giscardien, à la différence du discours gaullien, se refuse à choquer, à bousculer, à provoquer ou à transcender. Pour l'essentiel, il se réduit à une accumulation fastidieuse de constats, étant rappelé une fois de plus, qu' « on n'échappe pas aux constats, on ne peut que s'incliner devant la force des choses et donc de celui qui les rappelle ». De Gaulle pratiquait le viol des consciences, V.G.E. préfère les capter doucement en se plaçant sur le terrain de l'évidence. Aux instruments linguistiques utilisés par la chirurgie emphatique, V.G.E. substitue les outils d'une thérapeutique autosuggestive.

a) *Les constats accumulés.*

D'une façon générale, d'abord, le discours giscardien, s'il répugne aux effets littéraires, abuse en contrepartie de longs détours superfétatoires. Sa prétention scientifique voudrait qu'il étaye ses démonstrations par des exemples ; il va beaucoup plus loin, puisqu'il étouffe son argumentation sous un amoncellement de faits « bruts ». C'est particulièrement manifeste dans ses réunions de presse où, sous prétexte de réponses claires, le Président multiplie à l'infini les exposés historiques, les comparaisons avec l'étranger, les indications statistiques, prenant de surcroît le soin d'énumérer longuement les positions des parties en présence (182). Des esprits naïfs s'indigneront : mais c'est bien là la marque de l'objectivité ! Pas sûr ! D'une part, parce que le Président a sa grille d'interprétation de l'Histoire, a sa méthode de sélection des modèles étrangers, qu'il présente les statistiques qui renforce sa démonstration, et les antithèses qui valorisent ses thèses. Un exposé exhaustif et relativiste n'est ainsi pas garant d'impartialité. Objectivité douteuse aussi en ce que ce discours est délivré sous la forme du récit anodin (cf. les célèbres « Je suis venu vous parler de ... ») et que précisément « l'art du récit consiste non pas à avancer vers une solution qu'il faudrait du temps pour découvrir, mais à retarder, pendant le temps nécessaire, une solution qui existe dès le premier acte d'énonciation » (183). On retrouve en cela une technique triadique consistant à construire labo-

(180) Voir notamment la remarquable analyse que mène dans *Esprit* (n° 6, juin 1976) François Brune d'une réunion de presse de V.G.E. (« Le discours giscardien ou la force des choses »).

(181) Dans *Mythologies*, p. 251.

(182) Analysant la réunion de presse du 22 avril 1976, François Brune note : « On ne lui reprochera pas de faire un petit historique de la peine de mort et du droit de grâce. Mais que cet historique occupe les 4/5 de son exposé, voilà qui étonne... d'autant plus qu'en conclusion, le Chef de l'Etat déclare repousser à plus tard la réponse précise à la question » (« Le discours giscardien ou la force des choses », *Esprit*, n° 6, 1976).

(183) J.M. PIEMME, *La propagande inavouée*, p. 128.

rieusement un espace à trois points par opposition de deux contradictoires, alors même que le point médian préexiste à tout l'édifice, n'en est pas le sommet mais la base. Innocence sujette à caution en troisième lieu du fait que « le gaspillage ostentatoire de temps, qui s'oppose à la hâte et à la précipitation orale, est au principe de la plupart des stratégies de distinction de classe » (184).

b) *De l'évidence du constat au constat de l'évidence.*

Le discours giscardien, par l'accumulation de constats de tous ordres, ne fait guère que s'auto-conférer une *aura* d'objectivité. Les constats sans cesse rappelés ne sont pas gratuits, énoncés qu'ils sont sous une forme d'impératifs. « Insensiblement d'ailleurs, on passe de l'impératif du constat (« Il faut voir que ») au constat d'un impératif (« Il est évident qu'il faut ») (185). On retrouve ainsi ce discours des contraintes déjà vu dans la dimension thématique du discours. Comment s'opère linguistiquement ce passage de l'impératif du constat au constat d'un impératif, cette transfiguration du Probable à l'Inéluctable ?

La devise commence par la technique déjà évoquée du présupposé, soit ce que « je présente comme commun aux deux personnages du dialogue, comme l'objet d'une complicité fondamentale qui lie entre eux les participants de l'acte de communication » (186). De fait, dans les discours du chef de l'Etat, foisonnent les allégations de type, « Vous savez que, vous vous souvenez que, les Français savent bien que, chacun a observé que... ». A quoi sert-il de truffier son discours de présupposés ? A deux choses à la fois simples et redoutables. D'abord l'énoncé débutant par un présupposé se présente « comme un cadre incontestable où la communication doit nécessairement s'inscrire (...). En introduisant une idée sous forme de présupposé, je fais comme si mon interlocuteur et moi-même, nous ne pouvions faire autrement que de l'accepter » (187). Sur un registre plus affectif, les phrases telles que « Vous savez que ... », réconfortent l'interlocuteur flatté de partager un savoir commun avec cet émetteur illustre qu'est le Président de la République.

La rhétorique giscardienne de l'évidence est encore renforcée par l'utilisation d'un certain nombre d'embrayeurs cimentant encore plus le discours, resserrant encore plus les liens entre celui qui parle et celui qui écoute. Des adverbes tels que : car, en effet, ainsi, donc, or, dont la fréquence relative est extrêmement élevée, des performatifs tels que falloir, devoir (« Il faut bien voir que », « Donc, il doit... », « Car il a fallu »), tous ces petits modalisateurs criblant l'écriture et la parole giscardiennes, confortent l'incontestabilité des faits, et de celui qui les rapporte.

(184) BOURDIEU et BOLTANSKI, « Le fétichisme de la langue », in *A.R.S.S.*, n° 4, p. 30.

(185) François BRUNE, *op. cit.*, p. 1165.

(186) Olivier DUCROT, « Présupposés et sous-entendus », in *Langue Française*, n° 4, 1969, p. 36.

(187) Olivier DUCROT, *ibid.*

c) *Le pouvoir absent du discours de pouvoir.*

Un tel codage du discours revient finalement à faire l'économie de la preuve et donc à refuser le contrôle des récepteurs sur le discours du locuteur. Puisqu'il suffit de constater pour gouverner, et qu'on ne peut contester une constatation, le pouvoir politique devient inconteste. Autrement formulé, le locuteur étant lui-même acteur, l'évidence de son discours naturalise sa politique, et la fonde en force des choses. Ce d'autant plus que locuteur et pouvoir sont transparents, quasiment absents de leur discours et donc irresponsables de leur politique. Un exemple simple amorce cette idée. Alors que le général de Gaulle, « aboyant généreusement quelques ordres » (J. Lacouture) aurait arrêté : « *Voici mes décisions* », V.G.E. dit (188) : « *Je voudrais vous indiquer très clairement ce que sont mes intentions* ». Analyse linguistique primaire : la seconde phrase est fondamentalement moins affirmative que la première tout en essayant de l'être plus. V.G.E. modalise sa phrase dans le sens de la précision (« très clairement ») et du volontarisme (« je voudrais ») Mais tout de suite, il s'échappe, atédiissant son propos, l'amortissant. « Vouloir » est au conditionnel, le substantif « intentions » traduit bien un recul de volonté. Qui ne voit pas que la brièveté d'un « *Voici mes décisions* », résonne plus fortement qu'une phrase à laquelle on peut retirer sans dommage huit items sur onze (189). Ce type de phrase introductive révèle bien une méthode de désimplification des gouvernants par rapport au produit de leur politique. De ceci, les linguistiques rendent compte en parlant de « masquage » et de « distance ». « Par le masquage, le locuteur fait disparaître de son discours les unités qui le désignent comme d'un groupe » (les gouvernants ici) (190), tandis que la distance indique le fossé séparant le sujet énonciateur et son énoncé (le « je tiens alors à devenir le "il" formel de l'énoncé »). La surfréquence des impersonnels ou des indéfinis dans le discours giscardien atteste la réalité de ce double phénomène. Lors de la seule réunion de presse du 22 avril 1976, François Brune relève cette liste impressionnante : « On a constaté que, il faut d'abord voir, il y a, il y avait, enfin il faut voir que, il est bien certain que, il a fallu, il y a eu, il doit y avoir, il s'agit de, il convient, il faut, il existe, on sait qu'il existe, il existe ce qu'on appelle, il est évident que, il s'est passé un grand événement, il est frappant de voir, il est facile de dire, il est vrai qu'il y a, il faut que chacun sache, lorsqu'on regarde, on s'aperçoit que, il se trouve que... ». Dans le même ordre d'idée, le Président de la République objectivise par l'impersonnalisation, le compte rendu de la politique qu'il mène. A-t-il décidé la création d'une commission, qu'il annonce « Une commission a été créée » ; « des projets sont à l'étude ». A-t-il arrêté telle disposition favorisant les Entreprises qu'il dit : « Parmi les projets qui sont proposés au Parlement, figurera la possibilité pour les entreprises de ... ». Parallèlement, V.G.E. se retranche de plus en plus derrière sa fonction : peu de « J'ai fait », beaucoup de « en tant que Président de la République, j'ai eu à faire ... ». L'objectivisation dans

(188) Toujours dans cette réunion de presse du 22 avril 1976.

(189) A quoi sert par exemple, « ce que sont », sinon à éloigner encore le « Je » introductif du « intentions » final.

(190) Régine Robin, p. 40.

la fonction occulte ainsi la subjectivité des desseins. Plutôt que de rappeler nettement comme en avril 1974, « Je suis le candidat du changement » (21), V.G.E. déclare par exemple (22 avril 1976) : « Les Français approuveront le fait que le chef de l'Etat qu'ils ont désigné est finalement quelqu'un qui aura bien accepté de conduire l'évolution ».

Pourquoi une telle distance ? D'abord pour décourager le curieux. Car enfin, désignez les responsabilités, cherchez le coupable, et vous ne trouverez, avec un tel type de discours, rien ni personne. Un tel masquage accrédite aussi l'idée que « Le chef de l'Etat ne choisit rien : ce sont les choses qui sont impératives pour qui accepte de les regarder » (191). Enfin, comme V.G.E. se fait constamment juge et partie ; « déjà il "observait" la campagne présidentielle comme s'il n'en était pas l'un des acteurs principaux » (192). « L'exposé du responsable devient par force celui qui prend le plus de recul par rapport à la réalité » (192).

En résumé, puisqu'il n'y a qu'à « observer que », pour « décider que... », à quoi bon mettre en avant la subjectivité du moi ? « La disparition de la personnalité de l'orateur devient ainsi sa plus grande force puisqu'elle rend son discours aussi incontestable que « la réalité » qu'il semble seulement enregistrer » (191).

Malheureusement, la politique a horreur du vide, chaque crime requiert un accusé ; il faut donc peupler la scène étatique désertée par la figure de son chef. Les isotopies et métaphores organicistes y contribuent utilement. Dans le discours giscardien, société et faits socio-économiques sont réincarnés, pouvant servir éventuellement de boucs émissaires. La crise est une épidémie qui nous vient du dehors, l'inflation, un feu qui couve sous la cendre, l'économie un Dieu prêt à se venger. Parallèlement, la France est un être humain qui « hésite sur la voie à suivre » (*Démocratie Française*, p. 18), « a le goût de l'explication globale » (p. 43), doit gagner la compétition économique (l'isotopie sportive est également courante). Ces différentes métaphores jouent aussi le rôle d'équivalents fonctionnels par rapport à l'isotopie automobile abandonnée pour cause de désengagement présidentiel (plus aucune main ne tient la barre, et on ne sait plus qui conduit la France).

Ainsi la désimplification décisionnelle du chef de l'Etat donne à penser que le pays flotte au gré des évidences. Elle dédouanne surtout le chef de l'Etat d'une réalité économique et sociale fâcheusement impliquante. En cela, la dépersonnalisation du discours n'est finalement rien d'autre que « le masque qu'emprunte un discours qui, comme producteur, se veut absent de ses effets » (193). Ce retrait du locuteur, cette ascension vers une position haute d'où il est théoriquement intouchable, permet par la suite au chef de l'Etat de prétendre à un statut d'arbitre, fonction toujours utile à l'approche d'échéances électorales incertaines. On assiste alors à un « come back » d'un Président, en quelque sorte virginisé par sa retraite provisoire. J. Bothorel illustre ce cas de figure en analysant la portée de la formule : « Le bon choix pour la France » : cette périphrase, note-t-il (194) « est totalement en dehors des normes traditionnelles du message publicitaire. Elle est extraordinairement neutre, sans

(191) François BRUNE, *op. cit.*, p. 1165.

(192) B. FESSART DE FOUCAULT, « Le grand conducteur », in *Le Monde*, 28-7-1974.

(193) J.M. PIEMME, *La propagande inavouée*, p. 126.

(194) In *La République mondaine*, p. 166.

aucune charge affective, idéologique ou morale. Elle n'est pas un anti-slogan, mais un non-slogan. Par elle-même, elle ne dit rien. Elle n'existe que par la bouche de V.G.E. qui, un jour l'a prononcée ». Ce surprenant ascendant d'un homme parvenant par sa seule volonté, à imposer une signification précise à une expression qui n'en avait pas, tendrait à prouver que les concepts de distance et de masquage sont, s'agissant de V.G.E., à manier avec prudence, en tenant compte d'une certaine périodicité.

C. — UN DISCOURS FONDAMENTALEMENT INÉGALITAIRE

Plaçant le récepteur devant l'évidence de faits qu'il présélectionne savamment, usant tout à la fois des procédés de distance, de masquage et de transparence, auréolé de l'incontestabilité scientifique, le discours giscardien, dont on a vu plus haut qu'il engendrait un processus d'uniformité, est de surcroît fondamentalement inégalitaire dans la relation qu'il établit entre émetteur et destinataires. Imposant ses énoncés, discréditant ou ridiculisant toute critique ou contestation, le discours giscardien porte ainsi en lui, une logique de raréfaction des sujets parlants. Seul le discours du chef est qualifié pour « indiquer la vérité du présent, les évidences de l'avenir, " le bon choix " pour les joindre » (195). Quand il évite une question ou n'y répond pas, c'est qu'elle n'a pas lieu d'être, qu'elle n'a aucune réalité puisque le locuteur disant le Réel, ne l'a pas évoquée. C'est pourquoi la formule des interviews ne doit pas berner l'observateur : « Le Président sait ce qu'il va dire, et les questions qu'on lui pose ne sont que l'occasion de le dire » (196). A cet égard, V.G.E. n'est pas aussi éloigné qu'il y paraît du général de Gaulle. Le discours du premier, plus tolérant, plus didactique, moins fermé, moins emphatique, est tout aussi autoritaire que le discours du second. Il l'est simplement plus ... subtilement.

Mais, dira-t-on, n'est-ce pas le propre de tout discours politique ? Sans doute la communication politique est-elle, par essence, unilatérale : l'orateur choisit ses thèmes, emprunte un code, prend un canal de transmission précis, et son message parvient ainsi à l'auditeur qui n'a guère que le loisir de l'écouter passivement. Mais, chez V.G.E., cette logique inégalitaire est poussée à un degré ultime. On avancera ainsi la proposition suivante : le Président de la République tient, en guise de discours, un récit parsemé de maximes et d'évidences, convenant plus à des enfants qu'à des citoyens qu'on dit par ailleurs responsables et prompts à la critique et au jugement. Affirmation qu'il faut étayer par le recouplement d'un certain nombre de discours.

1) L'ALLOCUTION DU 26 NOVEMBRE 1974.

Première constatation, la date : novembre 1974, soit une période correspondant à un réel engagement du président de la République dans

(195) M. ROBIN, *Pouvoirs*, n° 9, p. 11.

(196) Patrick JARREAU, *Le Monde* du 16 juin 1978.

la vie politique. Ceci explique que le locuteur se mette en avant dans son discours, réduisant au maximum la distance entre lui et son énoncé : en témoignent la surfréquence des « Je » (197). V.G.E. assume donc ici totalement son énoncé. Mais la mise en scène permanente du moi du locuteur peut geler la communication, allant même jusqu'à la briser. Le président va donc fluidiser son message en figurant un flux inverse, allant des récepteurs aux locuteurs. D'où l'importance du binôme je/vous, où les « Je » rebondissent sur les « vous ». L'impression de dialogue où chacun est impliqué, ressort ainsi mieux (198). La communication semble d'autant plus fluide, la communion d'autant plus parfaite, qu'ici et là, on glisse des « nous », symbiose parachevant l'union, et l'égalité des « je » et des « vous » (199). Rien n'est donc laissé au hasard, pour représenter les rapports unissant le locuteur à ses récepteurs comme des rapports de bilatéralité. Le discours de l'émetteur n'existe qu'à mesure de la demande des destinataires. Soit en substance : si je vous parle, c'est que vous m'avez choisi ; si je réponds à vos questions après y avoir réfléchi, c'est parce que vous me les avez posées ; si je vous explique, c'est parce que vous voulez savoir ; si je cherche à comprendre, c'est parce que vous avez exprimé une réaction ; et au total, si je vous remercie, c'est parce que vous m'avez écouté (écoute attentive légitime, puisque c'est finalement vous qui avez sollicité cette allocution-entretien).

Ce dialogue d'égal à égal, sur demande, n'est pourtant que fictif, et très vite la pédagogie vire en démagogie. Quelques exemples ?

— Toutes les fois que sont mis en rapport le « je » et le « vous », c'est le « je » qui se place avant le « vous », symbole d'une hiérarchisation du discours.

— Le « C'est votre Président qui vous parle, celui que vous avez choisi vous-même, il y a exactement six mois », ouvre fâcheusement l'allocution. Il résonne un peu comme le signal de reconnaissance d'un Papa se penchant sur son bébé apeuré : c'est ton papa qui est là, ton papa à toi, que tu as vu tout à l'heure.

— De même, la ficelle du dialogue intimiste, « en tête à tête », via l'écran de télévision, est un peu grosse (200).

— Plus sérieusement, l'objet même de l'allocution (« J'ai réfléchi à vos questions/je peux vous apporter mes réponses ») institue entre le locuteur et son destinataire, un rapport précepteur-élevé, des plus désuets.

(197) « Je suis venu, j'exerce, j'exercerai, j'ai réfléchi, je peux, je vous parlerai, je ne recommencerai pas, j'en résumerai/j'ai cherché, je me suis dit, j'ai compris aussi, je vous dirai donc, je compte/je sais, je viendrai, j'apporterai je vous remercie ».

(198) « Votre président, vous parle, vous avez choisi vous-même, vous avez tranché, vous m'avez confié, votre propre sort, je suis venu vous dire, j'ai réfléchi à vos questions, je peux vous apporter, je vous parlerai, je ne recommencerai pas devant vous, vous avez le privilège, vous le comprenez, vous le sachiez,/vous avez été appelés, votre réponse, j'ai cherché à comprendre votre réaction, je me suis dit que vous ne vouliez pas, et que donc vous partagiez, je vous dirai donc ceci, vous protéger, je compte sur vos qualités, et vous pouvez vous dire,/vous informer, je sais que vous avez besoin, puisque vous avez besoin, je viendrai vous, je vous les apporterai, vous sachiez, vous conduit, vous allez, je vous remercie de m'avoir écouté ».

(199) « Nous traversons, nous avons subi, nous subissons encore, nous y parviendrons ».

(200) « Grâce à l'instrument de la radio et de la télévision, je peux vous apporter mes réponses, chez vous, en tête à tête ».

Ce rapport court tout au long de l'entretien. L'homme de savoir « apporte » sa science à des élèves dont l'entendement n'est pas extraordinaire (Je vous l'avait déjà dit, mais il faut que je le répète, car c'est très important : deux fois). Rassurez-vous, même les plus doués n'ont pas tout compris (« Tout le monde ne le sait pas, même parmi les dirigeants »), mais rien de bien grave puisque vous êtes intelligents (« Puisque vous avez le privilège d'appartenir à un des peuples les plus instruits »). Ayant ainsi caressé la vanité propre à tout individu, le locuteur/précepteur hausse le ton. La leçon doit d'autant plus être apprise (« Il est important que vous le sachiez ») qu'elle n'est guère difficile (Il suffit de « voir les choses telles qu'elles sont »), que le plan est clair (« Je vous parlerai successivement de (...), du (...) et des (...) ») et donc le maître pédagogue. Attention seulement à ne pas être dissipés par les mauvais esprits (« N'écoutez pas trop les déclarations excessives »), et à ne pas trahir la confiance qu'« on » a placée en vous (« Je compte sur vos qualités, la raison, le jugement, le sens de l'effort »). Toutes ces conditions étant réunies, « nous y parviendrons » ...

Après la figure diffusément omniprésente du père-président, après celle du précepteur-pédagogue, vient celle du psychologue, accoucheur d'âme. Après celui qui sait, voici celui qui sent, et pressent ce qui trouble le tréfonds des consciences (« J'ai réfléchi à vos doutes, à vos craintes »), qui analyse le pourquoi d'une telle situation, soupesant son ampleur (« La journée d'action, *c'est un fait*, n'a pas été conforme aux espoirs de ceux qui vous y appelaient »), s'interrogeant sur ses causes (« J'ai cherché à comprendre votre réaction »), fournissant au bout du circuit, le diagnostic, (« Je me suis dit que vous en étiez conscient et donc que vous partagiez le sentiment de la nécessité d'une politique de redressement »), et prescrivant le remède (« Je vous dirai donc ceci : le gouvernement fera le nécessaire à temps »). Comme dans toute bonne psychothérapie, on aura constaté que le discours du psychiatre (problème, causes, ampleur, diagnostic) importe plus que les médicaments donnés (le fait d'être prévenu que le pouvoir fera le nécessaire à temps constitue pour le patient/citoyen une assurance programmatique assez mince). Le locuteur a d'ailleurs conscience de cette fragilité : aussi ralonge-t-il la sauce de son message de quelques ingrédients intimistes ; décrétant des besoins qu'il se trouve seul à même de satisfaire, l'émetteur renforce son indispensabilité et peut par-là même, se mettre en scène dans une présentation quelque peu indécente de démagogie sommaire : « Je sais que vous avez besoin d'explications et puisque vous avez besoin d'explications, je viendrai vous les apporter tous les mois, et puisque ce sera l'hiver, je vous les apporterai au coin du feu pour que vous sachiez qui vous conduit et où vous allez ». On admirera à la fois la force et la faiblesse du procédé : bien sûr que l'hiver évoque le feu de bois. Mais qui permet au président de la République d'avoir réponse à tout ? Et qui cela intéresse-t-il qu'il parle au coin du feu pour nous dire qui il est ? Terrorisme et infantilisme du « puisque » et du « pour que ».

2) UNE RELATION TRIPLEMENT INÉGALITAIRE.

Ainsi donc, derrière le président de la République, le chef de l'Etat ou V.G.E. s'adressant aux Français, se profilent parfois les images du

Père, du Maître, ou du Psychologue. Dans les trois cas, le récepteur est tenu au respect : il n'a pas l'expérience du père, et doit accepter qu'on lui parle comme à un enfant ; il n'a pas le savoir du maître et doit assumer sagement sa condition d'élève ; il n'a pas la science occulte du psychologue et doit donc s'allonger passivement sur le divan.

a) *Le récepteur enfant.*

A un enfant, on parle simplement, en utilisant des images. On peut aussi, à l'occasion, l'impressionner. On retrouve ces deux démarches dans le discours giscardien.

Fréquemment, le président de la République ponctue ses discours d'images destinées à frapper l'imagination. Le problème réside en ce que la pauvreté de certaines de ces images donne une piètre idée de la représentation que se fait V.G.E. du niveau de maturité de ses concitoyens. Ainsi du discours de Vassy et de la fable des agriculteurs et des maçons : on pourrait, s'agissant de cette intervention, parler de plaisanterie destinée à décrisper et à aérer le discours politique, et accuser celui qui la prendrait au sérieux de manquer d'humour ; quand on sait le déploiement d'imagination et la rigueur de la préparation que représenta ce meeting populaire (201), il est permis de douter du côté plaisant de la chose. Le discours de Vassy, s'il porte un certain procédé à son paroxysme, n'est de plus, pas dépourvu de précédent ou de successeur : le fameux rappel à l'ordre de Verdun-sur-le-Doubs, par exemple, fourmille aussi de ces métaphores faciles où la politique se dégrade en maximes (202).

L'image du père contant le soir quelques histoires à ses enfants n'est pas suffisante : le père doit aussi être meilleur que tous les autres adultes. Il convient, à cet effet, d'impressionner l'auditeur/enfant. Un simple exemple ici, extrait de la dernière intervention télévisée de la campagne présidentielle, et suffisamment édifiant par lui-même : « Dans cette campagne, depuis le début, je vous ai parlé directement. Je vous ai parlé sans note, sans texte écrit. Pourquoi l'ai-je fait ? C'est parce que j'ai pensé qu'étant candidat à cette fonction de président de la République, vous deviez me connaître moi-même tel que je suis. Et c'est ainsi que je vous parlerai encore ce soir ». Le souci d'épater se prolonge ainsi utilement dans une fonction d'improvisation censée figurer le naturel, et donc la modestie. Habile, ou amusant, tout cela ? Pas seulement. Sans doute inconsciemment, la relation président-électeurs, déplacée au niveau du binôme affectif Père-enfant, renvoie en fait aux rapports Etat/citoyens, escomptant ainsi en capter indirectement les effets positifs : « Le lien de dépendance infantile est maintenu en

(201) Voir PELISSIER, *La vie quotidienne à l'Élysée avec Valéry Giscard d'Estaing*, Hachette, 1978.

(202) On invite chacun à se reporter directement au texte de l'intervention afin de pouvoir savourer à leur juste valeur les paraboles des électeurs-automobilistes, pouvant « envoyer la voiture dans le fossé », de la crise économique, monstre hybride susceptible de « se venger sur vous », de la personne tombée à la mer et nageant à contre-courant et se laissant soudain porter par le courant pour s'y noyer, de la France comme équipe de football se disputant avant le match, sans oublier l'historiette du petit Valéry Giscard d'Estaing, assistant à 13 ans à la débâcle de 40.

permanence par un transfert du Père à l'Etat (...) C'est lui qui apporte réponse au doute, trace la frontière du bien et du mal ; exprimant la loi omnisciente, la parole de l'Etat est automatiquement sacrée et vénérée (...). Comme le père, l'Etat inspire des sentiments mêlés de crainte et de gratitude, mais toujours nimbés d'amour (...). Il reste l'objet d'un intense investissement libidinal (...). Cette identification de l'Etat au père assure du même coup sa pérennité. Perçue comme infiniment juste et infiniment bonne, l'autorité de l'Etat ne saurait être mise en cause, bafouée, sans créer un sentiment douloureux de culpabilité » (203).

b) *Le récepteur-élève.*

Enfant, le citoyen récepteur va aussi à l'école. Ici encore, le discours giscardien écrase ses destinataires sous le poids d'une Science incontestable. Le chef de l'Etat est d'abord celui qui sait ; et son savoir n'est jamais tant imposant que quand il se teinte de fausse modestie. Quelles fonctions peuvent bien remplir certaines phrases présentatrices de *Démocratie Française* (204) ? Poser la question, c'est déjà y répondre... Surtout quand on compare ces précautions épistolaires un peu superficielles avec l'irréductible sûreté de ton du locuteur certain de son savoir, et soucieux d'en faire profiter les larges masses. Trois introductions de démonstration étayent cette impression :

— « Je vais vous parler aujourd'hui, pour la première fois, de la politique extérieure de la France. Je vous la décrirai *telle qu'elle est, dans le monde tel qu'il est* » (24 octobre 1974).

— « J'ai l'ardente conviction que le choix que nous proposons à la France, est le bon choix pour elle. Je l'écris *sans hésitation*, après avoir étudié son histoire, observé sa politique, et recherché la solution de ses problèmes concrets » (*Démocratie Française*, p. 32).

— « *Bien entendu, je dirai, le moment venu, où est le bon choix pour la France. Je dirai où est la raison et où est la déraison, où sont les certitudes de recul et où sont les chances de progrès* » (Discours de Ploërmel).

De telles affirmations, tombées d'un Olympe invisible, dispensent d'amples commentaires. Le discours giscardien ne cultive guère cette vertu cartésienne qu'est le doute. La modestie et le relativisme qui teintent par moment ces propos ne font guère qu'amortir chez V.G.E., une pensée très dogmatique quant au fond.

c) *Le récepteur patient.*

Troisième effet de domination entretenu par le discours giscardien : le récepteur doit assumer un rôle de patient sagement traité par un

(203) J. CHEVALLIER, « Réflexions sur l'idéologie de l'intérêt général », *op. cit.*, p. 23.

(204) « Je m'excuse auprès du lecteur du caractère ardu du développement qui va suivre. Je ne l'ai pas introduit par pédantisme » (p. 21), ou encore, « L'explication, la voici : sans doute un peu austère, de lecture difficile, mais respectueuse de votre droit de juger » (p. 23).

locuteur-psychologue qui lui révèle ses problèmes et ses angoisses, en lui indiquant les moyens de les surmonter (205). Le médecin converse avec son malade, plus exactement dirige l'entretien. Par la suite, il l'analyse et les raisons du mal qu'il découvre, aussi obscures soient-elles pour le client, sont acceptées passivement par celui-ci, estampillées qu'elles sont d'un royal sceau scientifique. Un tel discours psychiatrique affleure ce genre de phrases : « Je me suis adressé à vous, il y a six mois, de Ploërmel en Bretagne. Vous m'avez compris et vous m'avez approuvé (206). Vous avez envoyé un message à ceux qui gouvernent. Ce message, je l'ai reçu. Voici comment je le comprends. Voici ce que je vais faire » (207). A ce niveau, employer l'expression « médium » (celui qui voit là où tous sont aveugles, celui qui traduit ce que personne ne sait seulement transcrire), n'est pas exagéré. Considérons par exemple la préface de *Démocratie Française* qui se termine sur quatre lignes dont on éprouve quelque mal à saisir le sens profond : « Je souhaite que ce texte vous parvienne. Je ne parle pas de son contenu matériel. *Je ne parle même pas de sa lecture.* Je parle de cette compréhension qui fait que *deux esprits s'ouvrent soudain l'un à l'autre*, et qu'une même conviction s'en empare et les éclaire » (p. 33).

Discours de sciences occultes ou science discursive de l'occultation ? Qu'importe finalement ! Ne subsiste au bout du compte qu'une inégalité fondamentale entre celui qui parle et celui qui écoute. Dès lors que le premier sait, le second n'a qu'à apprendre. Ainsi le discours vit-il en autosubsistance. Décrétant et traduisant des besoins (médium/psychiatre), le locuteur se place en position d'être le seul à pouvoir les satisfaire (père/enseignant). Dans un tel circuit, le récepteur n'apparaît nulle part, il ne contrôle rien, sa passivité est totale. Sa participation est tellement minime qu'à la limite, il est éjecté du circuit de communication, ce qui est quand même un comble, un paroxysme dans la dysfonctionnalité. D'où une série de tentatives, forcément superficielles, pour le réintégrer de force. On voudrait terminer ce chapitre sur un exemple de reconstitution illusoire d'une complicité entre locuteur et récepteur. V.G.E. vient de désigner sa première équipe ministérielle. Ayant décrit la carrière de chacun, il termine sur cette phrase typique : « Voici les explications que je voulais vous donner, aussi simples, aussi directes que possible pour que vous participiez à la réflexion et aux orientations qui ont conduit à la formation du nouveau gouvernement » (27 mai 1974). Tout ici est admirablement condensé : le mépris pour des auditeurs pour lesquels la pédagogie doit aller jusqu'au simplisme (aussi simples que possible afin que), et dont le bon sens est tellement limité qu'ils peuvent s'imaginer avoir désigné leurs ministres et « participé à la réflexion » gouvernementale par la simple vertu d'un discours de dix minutes.

(205) On relèvera surtout que ce type de relation présuppose qu'une des parties décrète avant que de soigner où se localisent le normal et l'anormal, où commence la variance, et où elle se dévide en déviance.

(206) Contre-vérité flagrante du reste, l'intervention datant du 28 mars 1977, soit quelques jours après les élections municipales dont on sait quel degré d'approbation elles furent vis-à-vis des gouvernants au pouvoir.

(207) Ce concept de message reçu par le président et décrypté par lui seul avait déjà été utilisé en mai 1974 et sera répété en 1978 (voir par exemple, allocution du 22 mars 1978).

III. — LA MISE EN SCÈNE

A. — THEATRALISATION DU DISCOURS POLITIQUE

La force du discours giscardien repose sur l'innocence apparente des thèmes abordés, sur les ruses qu'enferme le code de transmission, enfin sur l'attrait qu'exerce l'image du locuteur.

Quand V.G.E., par exemple, prononce une phrase aussi banale que « Je répondrai à cette question, non en entrant dans les querelles de doctrine, mais je répondrai pratiquement » (208), une première prospective thématique nous suggère la reprise de l'idéologie de la fin des idéologies, de la supériorité du fait brut sur l'analyse savante. Un sondage linguistique plus large confirme cette impression : nous avons vu ainsi que la surfréquence d'expressions telles que « On a constaté que », « il faut d'abord voir que », ne pouvait être traitée avec indifférence : le locuteur se saisit de faits qui ne souffrent aucune contradiction : « Il ne doit pas avoir à démontrer par application d'idéologies, des obligations qui découlent de véritables théorèmes » (209). L'optique théâtrale enfin, complète utilement le portrait : le destinataire intériorise d'autant mieux le message qu'il lui parvient d'un homme, accrédité au plan des diplômes et de la technique financière, un homme dont toute la pratique politique s'est moulée sur « un empirisme prospectif » qu'il a érigé en dogme après en avoir trouvé la formule. Ainsi, si le code linguistique surdétermine en plus le contenu du message, l'image du locuteur se superpose sur le fond et la forme du discours, surajoutant à leurs implications idéologiques.

Mais qu'entendre exactement par dimension théâtrale ? Deux choses : l'émetteur imprègne le discours de sa personnalité ; il l'estampille simultanément par son titre et sa fonction. Le locuteur-acteur joue ici deux rôles, celui de Valéry Giscard d'Estaing, et celui de 20^e président de la République française. Et ce sont ces deux rôles qui constituent la mise en scène du discours. Celui qui énonce est partie intégrante de son énonciation, jouant alternativement de sa personne (hypothèse extrême du charisme pur) et de son rang (« type idéal » de l'autorité légale-rationnelle). Dès lors, la tentation est grande de démêler un peu cet écheveau, de théoriser ce va-et-vient incessant entre « Giscard » et le « Chef de l'Etat », cette navette permanente entre l'image et le discours. Opération vaine pensons-nous puisque toute hiérarchisation est évitée entre les deux : l'homme ne prime pas sur sa fonction, pas plus que la mise en scène n'éclipse le scénario. Des trois termes ici étudiés (rang/personnalité/discours), aucun n'impose sa loi à l'autre ; le jeu de cache-cache étant la règle d'or d'un discours fluide.

(208) Réunion de presse du 23 janvier 1975.

(209) L. ARMAND, M. DRANCOURT, *Plaidoyer pour l'avenir*, p. 31.

1) L'HOMME ET SA FONCTION.

Etant acquis que tout discours est tant soit peu théâtralisé, peut-on, s'agissant du discours giscardien, avancer qu'il est plus traversé par la personnalité de son auteur, ou par la charge qu'il occupe ? Ou pour reprendre une expression de R. G. Schwartzberg, « d'abstrait l'art politique est-il devenu figuratif ? » (210). La réponse ne peut être que de normand puisque le troisième président de la V^e République utilise à plein les « avantages » qu'a acquis depuis 1958 l'exécutif en France, à savoir les traits cumulatifs d'un pouvoir personnel et d'un pouvoir personnalisé. Dès lors, c'est à la fois un chef de l'Etat bénéficiant de pouvoirs considérables et un homme politique subjectivisant son action par son image de marque qui imprègne le discours qu'il émet. Sous la V^e République, la puissance du discours d'un pouvoir extrêmement concentré se conjugue avec l'attraction d'un discours de pouvoir hyper-personnalisé.

Phénomène relativement nouveau puisque sous la IV^e République, le pouvoir ne fut jamais (de par son morcellement) personnel et très exceptionnellement personnalisé (Pinay ou P.M.F.). La V^e République rompt cet état de fait. La qualification (du reste trompeuse) de domaine réservé s'appliquant au mode de gouvernement du général de Gaulle, l'élargissement progressif de cette sphère d'intervention présidentielle directe sous Georges Pompidou témoignent du caractère personnel du nouveau régime. Et ce n'est certes pas V.G.E. qui contrecarra cette évolution, pratiquement menée aujourd'hui à son terme, puisqu'un conseiller à la présidence de la République peut tranquillement et publiquement proclamer : « Chacun admet désormais que le centre d'impulsion de tous les domaines se trouve à l'Élysée ; le pouvoir présidentiel est largement plus marqué qu'auparavant. Les ministres tendent désormais à devenir comme dans le système américain, les collaborateurs personnels du chef de l'Etat, tandis que le Premier ministre apparaît comme le coordinateur de l'équipe de ces collaborateurs » (211). Corollaire nécessaire de cette américanisation de l'exécutif français, l'hyperpersonnalisation du pouvoir, introduite par l'homme du 18 juin, et institutionnalisée par l'élection du président de la République au suffrage universel ; à chacun maintenant de se mouler un masque (persona : masque de théâtre), héros d'une tragédie grecque pour le premier, terrien de bon sens « arrivé » pour le second, polytechnicien à visage humain pour le troisième. Personnel et personnalisé, le pouvoir est doublement redoutable car il joue sur deux tableaux : le dirigeant « prêtant à cette abstraction une forme humaine, matérielle, et sensible » (212), le discours peut souffler le froid de l'institution étatique et le chaud de l'intimité présidentielle ostentatoirement dévoilée.

(210) R.G. SCHWARTZENBERG, *L'Etat-spectacle*, Flammarion 1977, p. 8.

(211) Charles DEBBASCH, *L'Etat civilisé*, Fayard 1979, p. 59.

(212) R.G. SCHWARTZENBERG, *op. cit.*, p. 8.

2) LE LOCUTEUR ET SON DISCOURS, L'IMAGE ET LE VERBE.

Même problématique, même faux dilemme quand il s'agit de hiérarchiser discours et locuteur : l'important est-il ce qui se dit ou qui le dit ? La théâtralisation du discours vise justement à effacer cette distinction. L'image ne vaut rien sans le verbe, le verbe est très frustré s'il n'est visualisé. Il suffit de noter que chacun vise une cible différente, les deux se conjuguant pour opacifier utilement le réel social. La mise en scène du discours travaille en surface, elle retient l'attention et accroche la mémoire ; imposer publicitairement une image, c'est défricher le terrain, construire des fondations sur lesquelles s'élèvera le discours. On pourra toujours, par la suite, faire appel à la réflexion et au libre choix : tous deux sont déjà conditionnés par la personnalité du locuteur qui sait à peu près ce qu'il peut dire, jusqu'où il peut aller. Rien d'incompatible donc entre image et discours, un simple partage du subconscient (personnalité du locuteur) et du conscient (contenu du message) : « c'est en réalité l'autorité du sujet énonciateur qui valide le contenu du message, tandis que la "vérité" des énoncés légitime en retour le sujet de l'énonciation » (213). Pas de hiérarchisation prématurée donc entre locuteur comme homme de chair et de sang et comme titulaire de certaines charges ; pas de primat d'avance théorisé entre locuteur et discours. Il y a bien, répétons-le, un véritable chassé-croisé entre ces deux binômes composant la dimension théâtrale du discours giscardien. Chronologiquement, le fait se vérifie : il arrive que le locuteur prime sur son discours, en même temps que sa charge lui permet de se forger une certaine image. Le locuteur peut continuer à primer sur son discours, mais cette fois, c'est l'image précédemment entretenue qui contribue à définir sa future charge. Temps magique, les trois termes sont confondus : puis progressivement, c'est le discours qui va primer sur le locuteur, lequel fait passer sa fonction (président de la République juge et arbitre lointain) avant sa personnalité (fini les tumultueux « Giscard à la barre », ou « Giscard, la vérité dans son regard »).

B. — L'IMPOSITION PATIENTE D'UN PROFIL

L'imposition d'une image suppose une date de lancement, une cible publicitaire, et le choix d'un créneau. L'époque où est mise sur orbite présidentielle la capsule giscardienne peut être située dans les années 1963-1964, soit la période durant laquelle, la V^e République gaullienne débarassée de l'affaire algérienne, commence à voir se reconstruire une opposition politique et syndicale sérieuse ; le gaullisme référendaire fait insensiblement place au gaullisme simplement majoritaire avant que de finir dans les ornières du gaullisme partisan (Etat U.D.R.). Dans cette conjoncture où les signes d'épuisement se multiplient, la cible giscardienne concerne la nébuleuse sociologique étiquetée sous le vocable « classes moyennes », la stratégie politique visant à réunifier son expres-

(213) D. LOSCHAK, J. CHEVALLIER, *Théorie générale de l'institution administrative*, L.G.D.J., 1978, T. 1, p. 390.

sion politique provisoirement écartelée entre le centre droit (anciens du C.N.I.), le centre gauche (Rassemblement démocratique, radicaux, ...) et... le centre tout court (ex. M.R.P. et futur Centre Démocrate). Le crêneau choisi consiste à délivrer une image tout à la fois suffisamment forte et nuancée, qui s'impose sans déranger : il s'agit de présenter V.G.E. comme le recours potentiel d'un gaullisme dont il faut se démarquer sans trop s'éloigner. Tout se fera donc en demi-teinte, chaque angle trop vif sera adouci par un éclairage tamisé. Ainsi, la jeunesse du candidat, induisant la modernité de sa politique seront utilement contrebalancées par une fidélité certaine à la politique gouvernementale « du Vieux ». De même, l'image de marque du ministre de l'Economie, bête à concours hyperdouée sera, à époques régulières, adoucie par une panoplie de gadgets destinée à humaniser un personnage trop distant. Cette stratégie de distanciation respectueuse mais ferme par rapport à un pouvoir encore fort mais qu'on pressent sur le déclin, apparaît rétrospectivement comme un modèle du genre que cherchent à imiter actuellement, qui un Jacques Chirac, qui un Michel Rocard. Certes, une petite pincée de hasard, une bonne part de chance, et une grande dose de retards accumulés par l'opposition ont servi cette course de fond à la présidence. Reste que si « tout n'est pas calculé, tout peut servir » (214), et que V.G.E. aura ainsi déployé durant dix ans un art inégalé dans le mixage de l'image et du discours, art dont on retrouve les vestiges dans des formules chocs telles le fameux « oui-mais », art dont on découvrira (un peu tard mais) toute la finesse durant la campagne présidentielle.

1) LA JEUNESSE.

La jeunesse du prétendant V.G.E. est tout à la fois un état brut, une manière de s'opposer insolemment et une manière de « définition » d'un programme politique.

La jeunesse est d'abord une réalité aisément observable : V.G.E. est député à 30 ans, secrétaire d'Etat à 32, ministre à 36 ans. Fait brut, l'âge du futur président est aussi une donnée travaillée. Point de campagne électorale, sans que celui-ci ne soit abondamment rappelé. Peu de slogans, peu de conférences de presse où ne fleurissent les termes « jeune », « moderne », « nouveau », « avenir », « demain », « futur ». Et par-là même, la mise en scène du discours commence. Ce discours autocentré sur la jeunesse est une façon de trancher sur un chef de l'Etat frisant les 80 ans. Moins d'un mois après qu'il a été remercié du gouvernement, le président des R.I. commence l'offensive : « La politique française va reposer, pendant les prochaines années, sur l'élément qui lui est le plus inhabituel, la jeunesse » (215). Le filon ne cessera plus d'être exploité, d'autant plus qu'il constitue un excellent support programmatique : l'âge du leader des R.I. va donner consistance à une formation dont « la mission essentielle est de préparer l'avenir » (216).

(214) O. TODD, *La marelle de Giscard*, R. Laffont, 1977, p. 260.

(215) Article dans *Le Figaro*, du 2 février 1966, intitulé *Jeunesse et Politique*. Mais comme le note O. Todd, (*op. cit.*, p. 249), « il aurait pu aussi bien avoir pour titre : *Le vieillard et notre politique* ».

(216) Conférence de presse du 10 janvier 1967 : voir aussi durant la même conférence, « La politique doit, elle aussi se mettre à l'heure de demain ».

On est au cœur de la mise en scène du discours : l'allure dynamique conférée par la jeunesse du leader se communique à des options relativement vagues, lui transférant un parfum moderniste de garantie pour l'avenir. L'affiche nationale des R.I. pour les élections législatives de 1967 rend compte de ce phénomène : centrée sur un portrait de V.G.E. serrant la main de J. F. Kennedy, elle s'accompagne d'un slogan dont on appréciera toute la saveur (« Le Mouvement dans l'Equilibre »), suivi d'une devise ternaire tout aussi riche. — « Les R.I. : *modernes* ils veulent construire l'avenir avec réalisme ; *sociaux* ils veulent le dialogue avec tous ; *européens* ils veulent mettre en marche progressivement l'Europe de demain ». Qu'est-ce qui finalement structure ce type de message, sinon l'ode à la jeunesse : jeunesse des deux hommes d'Etat (l'ancien et le futur), induisant la modernité des R.I. (construction de l'avenir), et leur préoccupation de demain (l'Europe). La prouesse ici réside en ce que l'on fait passer pour nouvelle une des formations politiques les plus notabilisées qui soit (217). On joue aussi pour ce faire de la magie des mots : pas de parti, une fédération ; pas de congrès, des conventions ; pas d'idéologies, des « Perspectives » à partir de « Réalités ». On arrivera ainsi à accréditer dans l'opinion l'idée d'une formation giscardienne, se situant sur l'échiquier politique, à gauche de l'U.N.R., opinion pour le moins contestable quand on considère la minceur des préoccupations sociales des R.I. (qui symboliserait le Vallon giscardien ?) ou leur intime conviction sur des sujets tels que l'indépendance de l'Algérie, ou quinze ans plus tard, l'interruption volontaire de grossesse (218) ?

Concluons en avançant que cette insistance à ne communiquer qu'en terme d'avenir à partir de la jeunesse du leader, dispense d'avoir à aborder de trop près les problèmes du présent : plus encore, cette répétition obsessionnelle des termes évoquant le futur, annonce ce discours de l'évidence, de l'inéluctable, des contraintes raisonnables, déjà évoqué. « Le passé n'est jamais évoqué positivement : il n'apparaît que comme frein qu'il faut débloquent » (219). La critique politique moderne sera dès lors l'identification des passésimes : idéologies, partis politiques, gauche et droite, ... V.G.E. s'en rendra maître et en 1973, il axera la campagne électorale de la majorité sur le rejet d'un programme commun qui « présente les traits d'une société dépassée », et dont « le véritable slogan, c'est : Vive 1930 ! » (220).

2) LE TECHNICIEN ÉCLAIRÉ VOIRE LUMINEUX.

L'intelligence et la jeunesse vont de pair dans la mise en scène du discours giscardien : c'est parce qu'il les mène au nom des exigences

« Notre parti est le seul qui présente une proportion aussi exceptionnelle d'hommes nouveaux ».

(217) On sait que les R.I. se construisent en 1962 sur les ruines du C.N.I.P. d'A. Pinay, et que leurs leaders de l'époque sont tous des caciques locaux approchant la soixantaine (A. Paquet, R. Boscary-Monservin, J. de Broglie, R. Mondon...).

(218) 61 % des R.P.R. ont voté contre la loi Simone Veil, 74 % des R.I. ont voté contre.

(219) BOURDIEU, BOLTANSKI, *op. cit.*, p. 39.

(220) Discours de Charenton.

de l'avenir, que les coups de canif politiques de V.G.E. sont perçus comme intelligents ; de même d'ailleurs que sa précocité dans le succès est ressentie par tous comme une forme de génie. V.G.E. cultive allègrement le mythe : ses professions de foi rappellent toujours à propos son passage à l'X et à l'E.N.A. Sans doute, a-t-il hérité de Polytechnique l'impression que la mathématisation de toutes choses garantissait l'objectivité du résultat énoncé. De même, a-t-il sûrement emprunté à la rue des Saints-Pères, la croyance cybernétique en un possible contrôle parfait de la machine économique par la seule vertu d'un « pilotage à vue », loin des errances théoriques. En tout cas, ces deux grandes écoles survenant après une éducation très aristocratique, confirment le jeune inspecteur des finances dans l'idée d'une nouvelle élite, prenant appui sur la seule Science, pour se faire respecter. La nuit du 15 août serait sans doute celle de l'installation du Savoir au Pouvoir : « Les formes de commandement, elles-mêmes, devront être repensées dans une direction où l'autorité ferait place à la connaissance et à la supériorité intellectuelle » (221).

Ce type de raisonnement étant posé, reste à offrir complaisamment à un public ravi l'image étonnante de la machine intellectuelle giscardienne, ce afin que nul n'ignore où se trouve le digne successeur du général de Gaulle. De fait, personne n'a oublié le cycle télévisé des points mensuels sur l'Economie, que le ministre des Finances de G. Pompidou agrémentait par l'utilisation systématique du tableau noir et des grandes courbes. V.G.E. crève-t-il l'écran ? Certes, mais alors, on peut dans une certaine mesure le déplorer. « Confondant talent d'exposition avec rigueur et compétence, les téléspectateurs ne raffolent jamais autant de (Giscard) que lorsqu'il aligne des chiffres dont certains font honneur à sa mémoire, d'autres à son imagination. Cela leur donne l'illusion d'être intelligents » (222). Reste que de 1963 à son élection à la magistrature suprême, pas un seul homme politique ne pourra rivaliser avec V.G.E. sur ce terrain. C'est que le leader des R.I. a parfaitement réussi la symbiose de cet instrument de communication qu'est la télévision et de ce mode de pédagogie qu'est la manipulation prestidigitatrice des chiffres. La télévision, médium froid, convient parfaitement au genre d'éloquence giscardien. A la différence de la radio affectionnant l'emphase et les slogans, la T.V. requiert des « personnalités cool », car « elle apporte un message incomplet inachevé ou simplement suggestif » (223) que l'auditeur complète en pointillé. Par son utilisation du petit écran, le ministre de l'Economie esquisse un autoportrait d'homme politique différent, de par sa compétence et son désintérêt pour la politique politicienne. Au téléspectateur d'achever ce portrait et d'apprécier V.G.E. comme « un technicien de l'économie au service des masses », selon l'expression de J. Dominati. L'avenir scientifique dont le futur chef de l'Etat enduit tous ces exposés, cette volontaire distance par rapport aux polémiques partisans surajoutent au phénomène, en disqualifiant les éventuels concurrents. V.G.E. use avec ce qu'il faut bien appeler du génie de ce « mode d'expression, clair, précis, et superficiellement

(221) Rencontres internationales du ministère de l'Economie, juin 1972.

(222) Chantale DUPILE, *Moi, j'aime pas Giscard*, E. Ballard 1975, p. 138.

(223) Voir R.G. SCHWARTZENBERG, pp. 245-246.

rigoureux, bien fait pour dévaluer les envolées de l'éloquence de gauche ou les lourdeurs obscures de l'analyse » (224).

3) L'HUMANISATION D'UNE IMAGE TROP SÉVÈRE.

S'étant forgé une solide image de technicien brillant et de dirigeant résolument tourné vers l'avenir, V.G.E. figure naturellement au premier rang des prétendants à la succession gaullienne. Peut-être aussi est-il allé trop loin dans cette imagerie de l'homme d'Etat à qui tout a réussi. Insensiblement, s'est creusé un fossé important entre son électorat potentiel et lui-même. Des sondages réalisés en 1966 et en 1967 le lui révèlent (225). L'austérité de la fonction de grand argentier rejaillit fâcheusement sur l'image de marque personnelle de l'auteur du plan de stabilisation. Des corrections de tir s'imposent : il faut réchauffer la présentation, populariser la mise en scène en réduisant la distance au public ; l'idéal reste d'opérer « la superposition rétinienne de deux images contraires », étant acquis que dans cette culture du spectacle, le leader ou la star sert de support à la projection des rêves et aspirations du public. Il lui faut donc à la fois « la simplicité pour que l'identification soit possible, et la supériorité — "la distinction", "la classe" — pour que la valorisation le soit aussi » (226). « La classe », ne pose guère de problèmes : V.G.E. l'a « naturellement » (aristocratie de naissance, élitisme de l'éducation). Reste l'identification (« son problème, c'est le peuple », aurait dit de Gaulle) à laquelle le futur président ne parviendra jamais. La simplicité sera toujours ostentatoire : qu'on se souvienne des épisodes fameux de l'apparition télévisée en pull-over ou de la sortie en métro. « Le coup de l'accordéon » résonne de même assez mal : il apparaît plus comme un « allons au peuple » que comme l'expression d'un ludisme sincère. Dans son acharnement à se vouloir comme les autres, V.G.E. ne pratique guère que l'art du dandysme, au sens où l'entendrait Baudelaire, soit « le plaisir d'épater ». Il n'y a guère que dans sa pratique sportive qu'il frôlera le but visé : humanisant l'image de la grosse tête, les sports auxquels s'adonne V.G.E. lui confèrent pourtant un statut différentiel : la nuance dans le contraste est presque réussie. Qu'il s'agisse du tennis avec B. Destremau, du ski avec G. Herzog, ou de la chasse aux fauves avec tel dirigeant africain, le sport n'est jamais franchement un sport de masse (227), mais il contribue quand même à adoucir la sévérité du portrait : il l'associe « à la vitesse et au risque, et ajoute encore à son prestige » (228).

4) FIDÈLE MAIS PAS « GODILLOT ».

L'originalité que cherche à déployer V.G.E. ne doit pas aller jusqu'à l'isolationnisme. Son usage différentiel de la politique ne va pas jusqu'à

(224) P. BOURDIEU, L. BOLTANSKI, A.R.S.S., n° 2-3, p. 65.

(225) L'homme est jugé intelligent, compétent et honnête mais peu progressiste, et pas sympathique.

(226) Roger-Gérard SCHWARTZENBERG, p. 83.

(227) Si l'on excepte la célèbre partie de football avec l'équipe de Chamalières, tous cameramen et photographes invités...

(228) R.G. SCHWARTZENBERG, p. 93.

la déviance. Sa talentueuse stratégie de distanciation prudente vis-à-vis du gaullisme au pouvoir n'ira jamais jusqu'à la rupture. En langage courant, on pourrait dire que le leader des R.I. sait jusqu'où tirer sur la corde sans la casser. En premier lieu, les critiques faites au pouvoir gaullien le seront d'une façon très progressive, à petites doses imperceptiblement plus meurtrières. A un J. Chirac ne laissant pas deux mois s'écouler entre son départ de Matignon et le début de son offensive, on peut opposer un V.G.E. lançant à intervalles réguliers quelques « petites phrases à double détente et triple sous-entendus ». Schématisons un peu cette traversée du désert (janvier 1966 : départ de la rue de Rivoli, 1969 : départ du général de Gaulle) jalonnée de cactus.

— Février 1966 : dans un article du *Figaro*, V.G.E. célèbre dans la jeunesse l'atout majeur de toute action politique à venir.

— Avril 1966 : il se qualifie de « gaulliste réfléchi » (Y en aurait-il d'irrfléchis ?).

— Janvier 1967 : résumé de sa position politique par la formule « oui, mais ».

— Août 1967 : critique de « l'exercice solitaire du pouvoir ».

— Janvier 1968 : Dans « Le Monde », critique de la politique économique de son successeur, M. Debré.

— Juin 1968 : V.G.E. dénonce « le parti de la peur ».

— Décembre 1968 : le député du Puy-de-Dôme vote contre le collectif budgétaire.

— Avril 1969 : Référendum : « Avec regret, mais avec certitude, je ne l'approuverai pas ».

On aura admiré cette subtile gradation : la réussite de ce laborieux travail de sape n'est pas tant le départ du général de Gaulle auquel n'aura que modestement contribué le leader des R.I. que le fait qu'il n'ait pas été considéré à l'époque comme parricide. A cela, une explication simple : outre cette progressivité dans la dénonciation, V.G.E. a toujours pris soin de contrebalancer chaque « mais » par un « oui » : il doit être bien entendu que « les R.I. veulent être un mouvement de proposition et non de contestation » (229). De fait, V.G.E. s'alignera sans faillir aux moments les plus périlleux : lors de la censure sur les ordonnances (mars 1967) ou en mai 1968 (230). Il n'est pas jusqu'à l'est-cade finale d'avril 1969 qui n'ait été mouchetée : après avoir combattu durant deux mois le principe du référendum, il se contente d'annoncer qu'il ne l'approuvera pas, sans préciser ses consignes de vote : abstention ou vote négatif.

Après l'élection de G. Pompidou, les données politiques changent du tout au tout : V.G.E., ayant réinvesti son fief de la rue de Rivoli, doit modifier sa stratégie : « on n'affronte pas le roi si l'on se sent l'héritier sans être le dauphin » note avec raison O. Todd (231). Le prétendant à la succession sera donc ministre fidèle du président, refusant de prendre part à la curée des derniers mois, perfectionnant sa réputation de

(229) Conférence de presse du 10 janvier 1967.

(230) « Nous ne voulons pas voter pour la crise, c'est pourquoi, aucun de nous ne votera la motion de censure... Nous attendrons le jour de la reprise du dialogue, ce jour qui viendra » (20 mars 1967).

(231) *Op. cit.*, p. 378.

technicien éclairé en l'élargissant (cycle mensuel d'apparitions télévisées) ou en la raffinant (cf. Les rencontres internationales du ministère de l'Economie où V.G.E. se plaît à dissenter sur des thèmes gauchisants en compagnie du Gotha international des cerveaux humanisés). C'est intentionnellement que le ministre des Finances délaisse le champ politique pour la gestion : hormis trois incursions politiques (232), V.G.E. se cantonne ostensiblement dans ses fonctions de grand argentier, évitant par-là même, les éclaboussures des divers scandales agitant l'Etat U.D.R., mais surtout se dédouanant à l'avance d'une politique pompidolienne dont il n'est que l'exécutant technique. Bien entendu, cette fidélité sourcilleuse, ce silence volontaire ne doivent pas abuser l'observateur : le travail de sape se poursuit mené par M. Poniatowski puis, une fois celui-ci neutralisé au ministère de la Santé, par M. D'Ornano. L'agencement tactique est simple : discréditer l'Etat-U.D.R. (« les copains et les coquins » par M. Poniatowski) ; rallier les opposants réformateurs (tâche prioritaire du maire de Deauville). De temps en temps, le patron sourcille et gronde publiquement : les adjoints ont été officiellement trop loin, la corde risque de rompre... Reste qu'à terme, le schéma est bien celui décrit par J.-C. Colliard (235) : « Michel Poniatowski fait avec le plus de bruit possible, deux pas en avant, M. Giscard d'Estaing le dénonce mais avec un seul pas en arrière : reste une petite avancée que de fréquentes répétitions transforment en parcours ». Parcours patient et minutieux qui débouchera en mai 1974 sur une voie royale : à cette date, l'image de marque est définitivement constituée, la mise en scène du discours giscardien parfaitement rodée. Les conditions initiales sont remplies : le leader présente un profil suffisamment marqué pour ne souffrir d'aucun problème d'identité, suffisamment nuancé pour ne choquer aucun élément de la nébuleuse centriste qu'il cherche à capter. V.G.E. en 1974 est à la fois jeune mais sérieux, distant et proche, fidèle mais pas inconditionnel. La théâtralisation réussie s'accorde à merveille avec le balancé des thèmes discursifs : nul mieux que V.G.E. n'est, à la mort de G. Pompidou, le plus qualifié pour se proclamer candidat du changement dans la sécurité.

C. — RECOLTE D'UNE MOISSON : LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE DE MAI 1974

1) UNE VICTOIRE SINON « LOGIQUE », TOUT AU MOINS EXPLICABLE.

La campagne présidentielle giscardienne d'avril-mai 1974 peut être comparée à la récolte d'une moisson dont certaines graines étaient semées depuis 1963-1964. Voir dans celle-ci la version moderne d'un *Blitzkrieg* électoral serait rentrer dans le schéma de l'élu qui, tel l'Aigle volant de clocher en clocher, représente volontiers le trajet Chamallières-Palais de l'Élysée comme le parcours triomphal d'un homme seul à qui la

(232) 1^{er} congrès des R.I. en octobre 1971, discours de Charenton d'octobre 1972, campagne législative de février-mars 1973.

(233) « Le parti giscardien », in *Pouvoirs*, n° 9, p. 121.

France aurait répondu, les yeux dans les yeux : « Présent ». La victoire du candidat V.G.E. est, bien plus pragmatiquement, la conclusion heureuse d'efforts menés pendant dix ans durant lesquels le marketing électoral a acquis en France ses lettres de noblesse. Pour le ministre de l'Economie en poste, l'élection présidentielle se présente comme un match en deux rounds, lesquels ne correspondent pas tout à fait aux deux tours de scrutin. Il s'agit dans un premier temps, de distancer ce concurrent qu'est J. Chaban-Delmas (les sondages indiquent que c'est chose faite dès la mi-avril), puis ensuite de battre l'adversaire de gauche qu'est François Mitterrand. Pour ce faire, le candidat du « changement dans la sécurité » utilise à fond ce capital symbolique engrangé depuis 1963, et qui consiste comme on l'a vu, dans la superposition rétinienne de deux images différenciées. Ainsi, V.G.E. jouera-t-il contre le candidat de la Nouvelle Société la carte majeure de la fidélité, fidélité au gaullisme, fidélité dans la philosophie politique ; après quoi, les cartes maîtresses de la compétence et de la jeunesse seront opposées au leader socialiste. Dans les deux cas, la personnalité du candidat, la théâtralisation de son discours apparaissent rétrospectivement comme des éléments décisifs pouvant expliquer la victoire finale, si mince soit-elle.

On dira, peut-être, que c'est faire grand cas de l'image, et de la dimension théâtrale. Vu l'étroitesse de la marge de succès, l'analyse nous paraît pourtant juste, et vaut pour les deux « rounds ». S'agissant du duel V.G.E.-J. Chaban-Delmas, un sondage *Figaro-SOFRES* (234) révèle que pour 53 % des électeurs de droite, la personnalité du candidat prime sur le programme (28 %), proportion inversée à gauche (24 et 66). S'adressant, dans un premier temps, à un électorat cultivant le respect des élites et admirant les *self-made-men*, c'est bien par une image de marque plus cohérente, moins fragile, donc plus solide, que V.G.E. l'emportera sur son concurrent de la majorité. Le scénario vaut, quoique un peu modifié, pour le second round. Denis Lindon et Pierre Weil (235) évaluent à 14 % des inscrits le nombre des électeurs indécis (« critiques » disent-ils) au soir du premier tour. Calculant, au vu des résultats du second, que la victoire de V.G.E. est dûe au ralliement de 60 % de cette masse flottante (236), les auteurs concluent : « la raison principale du basculement des électeurs critiques en faveur de M. Giscard d'Estaing a été la supériorité de l'image personnelle de ce candidat sur celle de son adversaire du point de vue intellectuel, technique et moral ». Il n'est pas jusqu'à V.G.E. lui-même qui implicitement ne confirme cette idée d'une victoire à l'arrachée par captation psychologique du dernier bastion des indécis : évoquant les présidentielles de 1974, l'auteur de *Démocratie Française* évoque une « opinion » qui « devine » le bon choix par son « instinct » (237).

(234) 16 mai 1974.

(235) « Autopsie d'une campagne », in *Le Monde*, 22 mai 1974.

(236) J. Charlot dans la *Revue Française de Science Politique*, A. Lancelot dans *Projet*, aboutissent aux mêmes conclusions.

(237) *Démocratie Française*, p. 30.

2) LE PREMIER TOUR (GISCARD FACE A CHABAN) :
FIDÉLITÉ, HUMANISATION ET COHÉRENCE.

Deux prétendants pour un héritage indivisible, telle est la configuration de ce premier tour. Les atouts de Jacques Chaban-Delmas ne sont pas négligeables : héritier, il l'est plus que tout autre en qualité de compagnon de la libération et ancien Premier ministre du défunt président. Affectivement, son avantage est également net, le maire de Bordeaux sautant les escaliers quatre à quatre apparaissant plus sympathique que le froid financier de la rue de Rivoli. Sur ces deux terrains, V.G.E. comblera pourtant son avantage, ajoutant encore aux maladresses de la campagne chabaniste.

Dans une première phase, le ministre de l'Economie se présente comme la suite naturelle du président Pompidou : pas de précipitation intempesive dans la présentation de sa candidature, soin apporté lors de l'annonce de celle-ci, sur le choix du lieu (Chamallières, cœur de la France profonde), et sur le choix du texte. La première conférence de presse du nouveau candidat prolonge cette tactique (le nom du défunt président est cité une trentaine de fois), tout comme la deuxième émission télévisée, où est enfoncé, sans nuances excessives, le clou du monopole de la fidélité : « Il est vrai que j'ai eu certains différends avec le général de Gaulle mais je lui ai toujours conservé ma considération et mon respect, et j'ai maintenu scrupuleusement le secret sur le contenu des 170 entretiens que j'ai eu en tête avec lui, lorsque j'étais responsables des Finances et de l'Economie ». Plus loin, (allusion transparente au maire de Bordeaux), V.G.E. prend soin d'ajouter : « Je suis le seul des candidats ayant une chance d'accéder au deuxième tour de l'élection présidentielle, qui n'ait exercé de fonctions gouvernementales que sous la V^e République, et je suis également le seul de ces candidats auxquels les deux présidents de la République successifs aient confié des fonctions ministérielles ». Ce genre de profession de foi, alliée aux manœuvres du ministre de l'Intérieur (238) ne contribuent pas pour rien à diminuer le capital de crédibilité de Jacques Chaban-Delmas pour ces primaires à droite.

Mais cela est insuffisant : il convient de surcroît d'humaniser l'image encore trop austère du leader des R.I. Durant cette même émission télévisée précitée, V.G.E. s'y emploie, en banalisant quelque peu sa figure de bête à concours inaccessible : on rappellera à propos les origines rurales du candidat (239), on soulignera le caractère démocratique de son ascension (240), la représentativité de son mandat (241), pour terminer sur cette fausse confiance : « On me fait parfois le reproche d'être quelqu'un de froid, je crois que ce n'est pas vrai ; je crois que je suis quelqu'un de réservé, comme sans doute d'ailleurs beaucoup d'entre vous ». Cette humanisation du personnage est scientifiquement

(238) Cf. L'appel des 43 suscité par J. Chirac.

(239) « Mes quatre grands-parents sont enterrés dans le canton de Saint-Amand dans le Puy-de-Dôme, en Auvergne ».

(240) « Ma circonscription est une circonscription semblable à la moyenne des circonscriptions françaises ».

(241) « J'ai passé le concours d'entrée à Polytechnique ; c'est un concours, tout le monde le sait ».

menée, elle ne néglige aucun détail : « Giscard a ses idées : il impose la photo de lui-même avec sa fille — photo veloutée, tendre, un peu rétro —, pour ses affiches nationales (...). On joue du matériel couleur pour faire gagner de la chaleur, enrichir le propos, montrer et démontrer qu'il n'est pas un technicien » (242). Symboliquement, Chaban utilise, quant à lui, le noir et blanc, aborde un visage sévère, au sourire crispé. Alors que V.G.E. raffine et perfectionne une image préconstituée, renforçant tel trait, atténuant tel autre, l'ex-Premier ministre commet l'erreur fatale de briser la cohérence de son image : on le voyait jeune, sportif, détendu, ouvert ; voici qu'il se vieillit, se raidit, s'impose une démarche plus lente, donne dans la préhistoire du gaullisme. Ce brusque revirement choque, désoriente les électeurs sympathisants, et donne au total l'impression d'un candidat lunatique et indécis ; impression fâcheuse pour une élection présidentielle. V.G.E. est visuellement Monsieur Changement sans risques alors que « Chaban part dans toutes les directions, et tente de surimposer sur son image existante de jeune fonceur, celle du vieux sage » (242). Assez logiquement, l'effet *bandwagon* ne tarde pas à jouer : à un équilibre de départ (Chaban : 24 %, Giscard : 23,5 %, on passe en dix jours à un rapport 20-25, pour atteindre au soir du premier tour, 15,5 %-32,5 %. Aux alentours du 20 avril, V.G.E. peut donc ignorer totalement Chaban, et mettre une sourdine au credo de la fidélité pour insister sur l'ouverture.

3) LE FACE A FACE V.G.E.-MITTERRAND :

JEUNESSE, COMPÉTENCE ET HUMANISATION.

Après qu'a été jouée la carte de la fidélité, et amorcée la phase d'humanisation, V.G.E. adapte son tir à l'adversaire de gauche : deux atouts maîtres dans la donne giscardienne : son âge (48 ans contre 58 à F. Mitterrand), ses compétences financières (béance dans le savoir du député de la Nièvre). L'ingéniosité du jeu giscardien consistera à ne pas user trop ostensiblement de ce double avantage, à préférer le sous-entendu à l'attaque frontale, la sécrétion rationnelle de petites doses d'inquiétude à l'épouvantail de la terreur rouge. Cette tactique, toute en finesse, adoucit ce faisant l'image du candidat unique de la majorité : loin d'être le fort en maths inaccessible et impitoyable, V.G.E. se présentera volontiers comme un aimable dialogueur sachant être beau joueur. Le déploiement continu de cette stratégie connaît deux points forts : le débat télévisé avec François Mitterrand, et la « télescopie » avec Jacques Chancel.

Suivi par vingt trois millions de téléspectateurs, alors même que les sondages indiquent un partage égal de l'électorat (50-50), le débat télévisé des deux candidats à la présidence revêt une importance incontestable. A la relecture de la transcription du débat, l'avantage de V.G.E. apparaît nettement. Parlant le premier, V.G.E. se présente d'emblée comme participant et arbitre : c'est lui qui fixe la règle du jeu, la rappelant tout au long du débat (243). Son argumentation proprement

(242) O. Todd, *op. cit.*, p. 461.

(243) Par exemple : « Il faut mettre ses conclusions à la fin de sa démonstration, et non pas au début ».

dite tourne autour de trois thèmes qu'il parviendra finalement à imposer à son adversaire : stabilité constitutionnelle, organisation et compétence économiques, débat sur le futur ou le passé. Pédagogue quelque peu manichéen, V.G.E. imagine d'abord un double scénario : F. Mitterrand président, ou lui-même élu, opposant terme à terme les deux hypothèses : Si F.M. est élu, « Quand la France aura-t-elle un gouvernement ? », alors que si je suis élu : « dans la semaine qui suivra, la France aura un gouvernement », « il se mettra au travail tout de suite », alors que dans l'autre hypothèse, « il n'y a pas de majorité à l'Assemblée nationale ». Si mon adversaire est élu, « le gouvernement sera composé de sept ministres communistes », alors que je choisirai des « hommes nouveaux », « des hommes jeunes », et « un certain nombre de femmes ». On retrouve ici, de façon générale, la transformation propre à l'idéologie dominante, des alternatives en dilemmes. Cette alternative se retrouve au plan économique : si V.G.E. ne définit son programme économique et social que très vaguement, « les quatre items les plus fréquents sont : Développement, Changement, Justice et Croissance), il s'attarde lourdement sur le programme du candidat de la gauche qu'il résume d'un mot : « désorganisation », « France désorganisée », « Vos mesures désorganiseront l'économie française », « le premier programme de nationalisations désorganisera l'économie », « vous créerez le désordre des structures économiques en France », suit l'énumération technique des maux inévitablement engendrés par l'élection de F. Mitterrand : « déficit budgétaire » (10 fois), blocage des prix (4 fois), « accélération de l'inflation » (2 fois). Le grief majeur qu'adresse le ministre de l'Économie au député de la Nièvre, c'est finalement de « jouer avec l'économie », ce qui est quand même un comble quand on n'y entend rien. Or F.M. n'y entend rien, et V.G.E. entend le faire sentir aux 23 millions de téléspectateurs. Témoin le débat sur la réévaluation du Franc, sur lequel le leader des R.I. reviendra quatre fois au cours du débat, et qu'il rappellera par la suite (deviendra intervention télévisée de la campagne) en des termes dont on savourera toute la roserie : « J'ai noté dans les discussions que j'avais avec lui qu'il n'a jamais pu m'indiquer pourquoi il faisait cette proposition étrange et dangereuse de vouloir réévaluer le Franc. A-t-il réfléchi un instant que dans la situation où nous sommes, la réévaluation du Franc, cela veut dire que (...) ? Est-ce qu'il a pensé que la réévaluation du Franc, cela voulait dire que (...) ? » On peut difficilement en termes plus élégants traiter son adversaire d'imbécile ou d'incapable (« Il n'a pas pu », « a-t-il réfléchi ? », « a-t-il pensé ? »)... Accusé au plan constitutionnel de préparer la vacance du pouvoir, soupçonné au plan économique de vouloir désorganiser l'économie, tout en n'y comprenant rien, F. Mitterrand n'avait guère comme parade que le rappel du bilan économique de la V^e République. Il utilise largement ce créneau, mais sans grand bonheur. D'une part, c'est rappeler implicitement que V.G.E., lui, a été chargé de l'économie durant 14 années (59-65, 69-74), donc renforcer sa crédibilité de technicien n'ayant pas encore eu à souffrir des affres d'une crise naissante. D'autre part et surtout, V.G.E. oppose sur ce point un argument particulièrement insidieux à son interlocuteur : en parlant toujours de bilan, « vous cherchez à égarer cette discussion sur le passé », alors que « j'aurai préféré parler de l'avenir » ; « lorsqu'on parle de l'avenir, on ne peut vous intéresser » ; « M. Mitterrand part d'un raisonnement sur le passé », « parce que vous ne pouvez pas parler du futur » ; « il est impossible d'avoir avec vous un débat sur l'avenir ». Ayant martelé une dizaine de

fois ce binôme hier-demain, vous-moi, V.G.E. peut porter l'estocade finale sans crainte de paraître discourtois : « Monsieur Mitterrand, vous êtes l'homme du passé ». Cette phrase, à elle seule, réveille par contraste, l'image de jeunesse et de modernisme savamment entretenue par le leader des R.I. depuis dix ans : on est bien au cœur de la théâtralisation du discours où « l'image est l'esquisse — et le substitut — d'un programme » (244), où il suffit à V.G.E. d'en appeler à « une nouvelle dimension du progrès économique et social de la France », « une nouvelle administration », « de nouvelles perspectives », « des hommes nouveaux »... pour être crédible et entendu.

Cette froide mécanique démonstratrice est encadrée de deux touches humanisant le personnage : au début de l'émission, V.G.E. accuse F.M. de mener une campagne « méchante » (245) ; à la soixante-huitième minute, c'est la fameuse phrase : « Je trouve toujours choquant et blessant de s'arroger le monopole du cœur. Vous n'avez pas, M. Mitterrand, le monopole du cœur ». Comme le souligne O. Todd, dans l'ordre du rationnel, la formule est tout à fait mal venue, mais affectivement elle touche. Tout comme touchera la confession intimiste du candidat à J. Chancel. Là, V.G.E. parle lentement, se paie le luxe d'hésiter, de se reprendre, bref se donne pour quelqu'un d'accessible, allant jusqu'à avancer : « Je suis beaucoup plus passionné que raisonnable »...

L'intelligence de la campagne giscardienne tient à ce que V.G.E. a su exploiter au mieux un profil laborieusement bâti depuis dix ans ; le candidat a su superposer (et non pas contrarier comme pour Chaban) deux images de marque : fidélité à la V^e République mais jeunesse et modernisme, compétence du technicien mais humanisme du personnage. A l'instar de ses affiches électorales nationales, son image est « simplement complexe, lisible et perceptible par tous les publics » (246). Dira-t-on que c'est la réussite d'un homme seul ? V.G.E. voudrait le faire croire, usant de la métaphore de l'individu soudain chéri des foules, pour donner quelque consistance au flou du concept de changement (247). Certes on préfère toujours un homme à une machine, à une machinerie, à ... une machination. M. Poniatowski le comprend bien qui, après l'élection, dira : « Notre appareil était léger, avec des structures fragiles et des hommes peu nombreux, conçu pour réaliser grâce à une pensée conductrice et à un chef exceptionnel le fait présidentiel » (248). La vérité oblige à repousser cette imagerie d'Épinal : la campagne giscardienne ne fut pas spontanée, mais préparée de longue date ; elle n'a pas été celle d'un homme seul regardant la France au fond des yeux, mais une organisation ayant coûté un milliard et demi de francs, ce qui, ramené à la population américaine, et à la gratuité de la campagne télévisée en France, est un chiffre aussi élevé que celui des campagnes de M.M. Ford et Carter.

(244) Roger-Gérard, SCHWARTZENBERG, p. 11.

(245) On admirera la charge affective de ce qualificatif faussement puéril.

(246) O. TODD, p. 461.

(247) « De même qu'en quelques semaines, vous avez vu le changement que j'ai pu introduire dans la politique de la France puisque au départ, j'étais tout seul, et qu'après quelques semaines, hier soir, nous étions à Paris 100 000. Ce même changement que j'ai introduit dans la politique de la France au cours des dernières semaines, je l'introduirai dans son gouvernement, dans sa société, et dans sa transformation sociale ».

(248) *L'Aurore*, 26 juin 1974.

D. — LA SYMBOLIQUE DES CENT PREMIERS JOURS

Nul doute que le nouveau président n'ait attribué sa fraîche élection à l'hyperpersonnalisation de sa campagne. Il s'agit de prolonger cette mise en scène exacerbée du discours dans une situation politique qui, au soir du second tour, se présente ainsi : un chef de l'Etat représentant tout juste la moitié de l'électorat se doit de satisfaire l'aspiration au changement de l'énorme majorité de la population. Dans ces conditions, la stratégie présidentielle peut être aisément reconstituée : faire fructifier le capital symbolique engrangé durant la campagne en désacralisant la fonction présidentielle (humanisation) tout en représentant le pouvoir politique comme ayant un centre unique d'impulsion (personnalisation). La désacralisation de la fonction présidentielle a pour but de « démontrer que le président ne gouverne pas la France, mais qu'il est la France » (249). En supprimant artificiellement la distance entre le chef de l'Etat et ses concitoyens, on tend à faire passer V.G.E. pour l'élu de tous. Conjointement, le changement dans le style du gouvernement doit promouvoir l'illusion d'un changement général de la société, accréditer l'idée que le vrai changement, non pas passe, mais surtout réside fondamentalement dans un nouveau rapport entre l'Etat et ses assujettis. Cette apparente démocratisation du pouvoir est contrebalancée par une réelle concentration des pouvoirs. Dès lors que c'est le président qui, seul, symbolise le changement, c'est lui seul qui doit « conduire » la politique du pays. Ayant préalablement ancré les relations entre électeurs et élus sur un registre affectif, V.G.E. pense pouvoir supporter seul, sans écrans ni garde-fous, la traditionnelle impopularité des gouvernants. Pari osé, pourrait-on dire aujourd'hui : plusieurs indices inclinent à faire penser qu'en fait le président a voulu greffer en France la pratique politique qu'avait inaugurée J. F. Kennedy aux Etats-Unis. L'échec de cette tentative tendrait à prouver que l'américanisation de la vie politique française (décelée lors de la campagne présidentielle), est loin d'être achevée.

1) LA DÉSACRALISATION DE LA FONCTION PRÉSIDENTIELLE.

« Vous serez surpris par l'ampleur, par l'audace et par la rapidité du changement » avait promis le candidat Giscard au soir du deuxième tour. Deux mois après cette élection, que voit-on ? Pas grand chose sinon la tentative de faire coïncider droit et évolution des mentalités. Sauf à traiter le président de la République de menteur, il faut donc bien conclure que l'audace du changement se situe ailleurs : de fait, « le giscardisme, ce fut au départ un style » (250), et serions nous tentés d'ajouter, uniquement un style. Cette restriction admise, il est honnête d'affirmer que le changement est, en effet, éblouissant et promptement mené : suppression des titres de noblesse dans les réceptions à l'Elysée,

(249) A. et F. DEMICHEL, « L'idéologie des monopoles », in *La Nouvelle Critique*, n° 96, p. 24.

(250) J. ROBERT, *Pouvoirs*, n° 9, p. 95.

remontée des Champs-Élysées à pieds, vêtu d'un complet veston (au lieu de les descendre en jacquette et en voiture), les députés écoutant désormais assis les messages présidentiels, la Marseillaise recomposée et débarrassée de ses tonalités trop guerrières, la photo officielle prise par un Lartigue non conformiste, le défilé du 14 juillet empruntant le parcours « populaire » République-Bastille, la visite surprise aux détenus lyonnais, la suppression du délit d'offense au chef de l'État, le conseil des ministres se déplaçant à Lyon, Evry puis Lille, le petit déjeuner avec les éboueurs du faubourg Saint-Honoré, la conférence de presse transformée en « réunion de presse », etc. Cette liste, qui ne prétend pas être exhaustive, confirme bien que V.G.E. a le sens du détail qui porte. Tout est fait pour représenter le chef de l'État comme un être accessible, humain, comme les autres. Ce dépoussiérage de la pompe présidentielle tend à briser l'écran symbolique censé séparer les gouvernants de leurs gouvernés. L'ultime « geste » serai à cet égard la pratique des dîners chez les Français, inaugurée le 22 janvier 1975 : l'image du Roi à la rencontre de ses sujets, vient tout de suite à l'esprit. La publicité entretenue autour de tels repas a une fonction bien précise que relate V.G.E. lui-même (251) : « A mon avis, il faut reconsidérer les relations d'un chef de l'État avec la population de son pays. Il faut bien montrer que les chefs d'État ont les mêmes caractéristiques humaines que les autres citoyens, et mon but, par ces repas, est de parler avec l'opinion publique ». On pourrait discuter à perte de vue ce type d'affirmations. Bien sûr que, pour paraphraser Bourdieu, l'opinion publique n'existe pas ; qu'au même titre que les « masses », elle n'est que la construction symbolique censée réunifier un social divisé. Bien sûr que cet effacement stylistique des barrières entre puissants et dominés est d'une superficialité outrancière. Bien sûr que ces contacts directs entre le président et son peuple contribuent, si besoin s'en faisait encore sentir, à dévaloriser ces médiateurs naturels que sont syndicats, partis politiques ou parlementaires. Bien sûr... L'essentiel n'est pas là. Il est que cette gadgétisation de la pratique politique vise à diffuser l'image d'un président représentant réellement tous les Français ; par l'abolition de la distance, par la démolition du sacre de la fonction, on introduit une procédure d'identification du peuple à son chef, le second représentant charnellement les premiers, étant leur réplique parfaite au plus haut niveau. Par suite, le chef ne peut mal faire, puisqu'il *est* les Français. Le changement qu'il conduit après l'avoir défini, sera dès lors le changement voulu et défini par tous. Mais cette réduction symbolique de la volonté de tous à la volonté de l'Un étatique induit aussi que le pouvoir ne soit plus disséminé, éparpillé. Désacralisation va de pair avec présidentialisation...

2) LA PRÉSIDENTIALISATION DU RÉGIME.

Parce que représentant physiquement tous les Français, le président doit être partout, intervenir sur tous les fronts, estampiller toutes les décisions du sceau de sa fonction et des traits de son caractère. Tel

(251) 3 janvier 1975.

est le sens de l'interprétation « présidentialiste » (252) que donne V.G.E. de ses pouvoirs. Le Premier ministre est quasiment réduit au rôle de chef d'Etat major, les ministres étant ravalés au rang de conseillers techniques doublés de surcroît par le cabinet présidentiel. J. Chirac ne semble guère s'en offusquer au départ (253) ; quant aux ministres, au moins peuvent-ils s'estimer prévenus dès leur nomination (254). L'exercice solitaire du pouvoir, contesté en août 1965 par le leader des R.I., est loin d'avoir disparu. Durant le premier mois de sa présidence, V.G.E. apparaît cinq fois sur les écrans télévisés dans des déclarations officielles : ici il présente lui-même « ses » ministres ; le 12 juin, c'est seul qu'il se livre à un long exposé technique sur le plan de refroidissement, le 19 juin, c'est toujours seul qu'il livre le détail des mesures sociales adoptées le matin par le Conseil des ministres. Dans les trois cas, soit J. Chirac, soit J.-P. Fourcade, soit M. Durafour, ont été court-circuités. V.G.E. paie donc de sa personne et investit tout son capital symbolique dans le soutien d'une politique dont il se dit l'unique inspirateur. C'est sa jeunesse qui communique une allure de dynamisme à une « société libérale avancée » un peu pâlotte. C'est son *aura* de compétence qui insuffle quelque crédibilité à un plan Fourcade qui ne convainc même pas son auteur ; c'est son image de « gaulliste réfléchi » qui innocente ses déclarations européennes ; c'est, on l'a vu, la diffusion de l'image d'un homme simple qui figure la République giscardienne comme la République de tous... Un seul inconvénient : à ce petit jeu, un capital, même important, se déprécie vite ; l'obsolescence guette l'hyperthéâtralisation du discours giscardien...

3) LE MODÈLE KENNEDY.

Couplez la désacralisation de la fonction (style décontracté) et la personnalisation du pouvoir (« présidentialisation »), et vous obtenez le modèle légendairement consacré de la présidence Kennedy. Si V.G.E. se réfère en matière économique et sociale au modèle allemand, c'est sans nul doute chez l'ancien président des Etats-Unis qu'il puise son inspiration dans la mise en scène du discours. L'admiration du premier pour le second est acquise. Reçu par J. F. Kennedy en 1962, le ministre de l'Economie garda la photo de leur rencontre sur son bureau de la rue de Rivoli. On a vu d'autre part que le leader des R.I. n'hésitait pas à utiliser largement l'image de Kennedy dans ses campagnes électorales. De là à s'identifier à lui, il n'y a qu'un pas. Les éléments communs aux deux hommes ne manquent d'ailleurs pas : mêmes origines (bourgeoisie financière travaillant par intermittence pour l'Etat), même éducation racée (« dressés » dès le plus jeune âge à occuper les plus hautes fonctions), même cursus universitaire panaché (E.N.A. et l'X, Harvard), même

(252) Réunion de presse du 25 juillet 1974.

(253) Cf. Déclaration au *Quotidien de Paris*, en juillet 1974.

(254) Déclaration de V.G.E. au premier Conseil des ministres, 20 mai 1974 : « Je compte sur vous pour conduire la France et organiser le changement nécessaire. Ce changement s'exprimera dans les structures gouvernementales. J'exercerai la fonction présidentielle et les responsabilités qui en découlent. Je travaillerai directement avec les ministres (...) ». Par trois fois, revient la formule monarchique « j'entends que ».

jeunesse (Giscard est président à 48 ans, Kennedy à 43), même justesse de l'élection (Nixon n'est battu que par 113 000 voix sur 69 millions), même élitisme dans le choix des conseillers, même goût pour les discours peaufinés ou émergent les petites phrases, enfin et surtout, même certitude qu'il est possible de conduire une politique rationnelle où les anciennes divisions feraient place à un consensus généralisé sur la résolution scientifique des problèmes. Mais fascination et parenté des situations n'expliquent pas tout. Si V.G.E. prend la peine (et le risque) d'importer le modèle Kennedy, c'est que ce dernier a présenté à l'usage, d'appréciables avantages : il faut se souvenir que Kennedy arrive au pouvoir à la veille d'une sévère récession économique qu'il ne parviendra pas à enrayer ; il commet durant trois ans un certain nombre d'« impairs » (Baie des Cochons, envoi des premiers G.I.'s au Viêt-nam), qui auraient discrédité plus d'un président. Pourtant, aux législatives partielles de 1962, le démocrate n'enregistre quasiment aucune perte, et à la veille de Dallas, la popularité du jeune président est intacte. Nul doute, dans ces conditions, que la *New Frontier* n'ait sérieusement inspiré V.G.E. dans sa définition de la société libérale avancée. Comment l'américain moyen percevait-il la volonté réformatrice du défunt président ? Non pas tant par la mise au point d'un programme social précis ou par la poursuite d'une politique économique de croissance équilibrée. Une photo extraite d'une biographie du président Kennedy (255) nous fournit un élément de réponse. On y découvre le président des Etats-Unis en bras de chemise, téléphonant en plein air sur une table de bois, et rapportant sa conversation sur un bloc-notes ordinaire à l'aide d'un minuscule crayon de bois ; la légende est celle-ci : « Le style *New Frontier* ». C'est bien ce changement de style que le nouveau président français veut imiter en le faisant passer pour changement des rapports sociaux. Evoquant la figure glorieuse de leur ancien président, V.G.E., en visite aux Etats-Unis, ne retient de lui qu'un trait : Sa tentative d'amener de la spontanéité et de la gaieté dans la vie publique, fut et est toujours ce que le public attend ». La désacralisation du pouvoir répond à cette prétendue attente. De même d'ailleurs que la présidentialisation où les ministres sont traités comme des secrétaires d'Etat, où le premier d'entre eux n'a guère plus d'importance qu'un vice-président américain, où les messages au Parlement de V.G.E. résonnent comme les discours annuels au Congrès et à la Nation tant ils sont détaillés. De « la présidence impériale », V.G.E. retient aussi cette extraordinaire prise en compte du quatrième pouvoir qui rarement n'aura été aussi favorable à un président des U.S.A. que sous Kennedy. Il est vrai que ce dernier avait su « soigner » ses journalistes (256), la presse recevant de la Maison Blanche deux fois plus d'informations qu'auparavant. Le chef de l'Etat français retiendra cette idée d'une hégémonie présidentielle sur les mass média, en réorganisant les services d'information de l'Elysée et de Matignon, et en plaçant des « hommes du président » aux postes clefs.

Les résultats de cette greffe américaine sur la vie politique hexagonale sont décevants : au terme des 100 premiers jours, un sondage *IFOP-Le Point* (257) révèle que 55 % des interrogés se révèlent déçus

(255) Hugh SIDNEY, *J.F. Kennedy, Président*, Fayard, 1965, p. 15.

(256) Voir P. SALINGER, *Avec Kennedy, J'ai lu*, 1972.

(257) 16 septembre 1975.

par un changement jugé « trop superficiel ». Tout à sa fascination du modèle Kennedy, V.G.E. a surestimé l'impact de l'image, et de la mise en scène sur le discours et les actes qui le concrétisent. Peut-être aussi la transplantation était elle d'emblée, vouée à l'échec : si Kennedy a réussi, les conditions de sa réussite préexistaient à son élection : une société consensuelle, idéologiquement moniste, cultivant les mythes du héros et du *self-made-man*, à vie politique essentiellement « paroissiale », et où le président n'est pas intégralement rendu responsable de sa politique, bénéficiant de ses amortisseurs que sont les puissances du Congrès, de l'A.F.L.-C.I.O., et des états fédérés. Demeure ce fait qu'à l'automne 1974, V.G.E. doit imaginer une autre mise en scène de son discours.

E. — LA STRATEGIE DE DESENGAGEMENT

1) UN DÉSENGAGEMENT NÉCESSAIREMENT PROGRESSIF.

La période de septembre 1974 à janvier 1976 est celle où le discours giscardien recherche son identité. A l'automne 1974, un bilan s'impose, et avec lui la nécessité de nouvelles perspectives. Le dilemme présidentiel se résume à ceci : l'hyperthéâtralisation ne peut être maintenue telle quelle ; elle ne peut être abandonnée trop brutalement. L'hyperthéâtralisation s'avère à l'usage « globalement négative » tant il apparaît qu'à vouloir couvrir tous les fronts, le président de la République s'essoufle et s'use : à cautionner de son autorité scientifique, une politique économique de *stop and go*, l'ancien ministre des Finances voit progressivement son crédit de compétence s'effiloche ; à paraître orchestrer une majorité présidentielle qui se délabre chaque jour un peu plus, l'ancien candidat unique de la majorité est en passe de devenir le chef d'une cohorte maigrelette, ne rassemblant guère plus du quart de l'électorat ; à tenter de communiquer sa propre image de jeunesse et de dynamisme à un chantier de réformes qui demeure à l'état de terrain vague, l'ancien candidat du changement déprécie un capital de modernisme savamment accumulé depuis dix ans. En bref, après l'euphorie post-électorale, le 20^e président de la République française commence à méditer l'exemple de ses prédécesseurs. Si Georges Pompidou, ne voulant pas paraître chausser trop vite les bottes de l'homme du 18 juin, avait laissé Jacques Chaban-Delmas et sa nouvelle société s'agiter seul durant un an, V.G.E. s'apprête à faire la démarche inverse et à rejoindre ainsi le général de Gaulle pour qui « l'autorité ne va pas sans prestige ni le prestige sans éloignement ». La sagesse voudrait donc que le chef de l'Etat prenne du champ ; malheureusement, il ne peut opérer ce repli stratégique trop précipitamment, sous peine de paraître désertter une bataille qui s'engage effectivement mal. D'autre part, on ne peut sans conséquences, se désimpliquer brusquement d'une politique dont on prétend, depuis le printemps, qu'on est seul à conduire ; si bien qu'à l'automne 1974, si le président entrevoit bien la dysfonctionnalité de la tactique jusqu'ici poursuivie, il sent confusément qu'il ne peut prendre un virage à 180° sans risque de cumuler les désavantages : dans ces conditions, le désengagement devra être progressif, « par la force des choses ».

2) ETAPES D'UNE DÉSIMPLIFICATION.

Dès le 26 novembre 1974, V.G.E. amorce un processus de semi-retraite. Comment expliquer, sinon, qu'il termine ce jour là, son allocution télévisée par ces mots : « Beaucoup de Français croient que pour que la France aille bien, il lui suffit d'avoir un bon président, et naturellement, le bon président, c'est celui qu'on n'a pas. Mais moi je sais que pour que la France aille bien, il ne lui suffirait pas d'avoir un bon président, il faut que l'ensemble de ses rouages et de ses responsabilités fonctionne correctement. C'est donc une responsabilité collective que je conduis, mais que vous partagez avec moi ». Cinq ans plus tard (18 avril 1979), le président de la République a quasiment mené à terme cette patiente stratégie de désimplification, allant jusqu'à saper l'un des fondements les mieux établis de son gouvernement des premiers mois : « Je souhaite que se dépersonnalise le débat politique français. Je ne suis pas pour ma part, pour la personnalisation du pouvoir. Je ne demande à personne d'être giscardien ». On saisit mieux, en comparant ces deux citations, l'ampleur du chemin parcouru. Mais on mesure encore mal les avancées et les reculs, les hésitations et les étapes décisives de ce long trajet.

La déclaration précitée du 26 novembre 1974 porte un coup d'arrêt à la présidentialisation ouverte du régime. Elle est suivie le 31 décembre de la même année d'une présentation des vœux aux Français où l'on retrouve cette impersonnalisation du propos et (contrebalancement) cette anthropologisation du social (258). L'heure n'est plus à l'image du roi guérissant les écrouelles : le pouvoir, et ses occupants, s'absentant, l'Etat dépérit ; c'est désormais « la société française » qui garantira l'emploi, et « l'année 1975 » qui répondra aux attentes des Français. Tout ceci n'est pourtant que la semence de graines dont on n'attend pas une récolte imminente. A plusieurs reprises, V.G.E. réoccupe le devant de la scène comme ce 6 janvier 1975, où en même temps qu'est publié un premier calendrier de réformes, on entend le chef de l'Etat sur *Europe 1* et *France-Inter*, et où on le voit le soir sur *TF 1*. Comme aussi ce 20 mai 1975 (célébration de la victoire présidentielle) où il donne le même jour une conférence de presse, deux interviews (*R.T.L.*, *Figaro*), où il prononce une allocution (devant ses ministres) largement retransmise, dîne le soir dans une commune bien pensante, tandis que tous les Français ont le loisir sur *TF 1* de regarder un long métrage intimiste sur l'Elysée et son locataire. Il semble en fait que V.G.E. hésite encore entre la désimplification et la personnalisation. Il n'hésitera d'ailleurs plus très longtemps. S'engageant pleinement pour le plan de relance de septembre 1975, il en ressent toutes les conséquences douloureuses lors des cantonales de mars 1976, première consultation nationale depuis les présidentielles, et sévère défaite de la majorité. Le changement de ton

(258) « Je souhaite, au nom de la France, que la société française vous traite avec dignité et avec justice, quelle vous permette de répondre à vos aspirations, à vos ambitions de travail, qu'elle assure votre épanouissement, qu'elle garantisse aussi bien que possible vos ressources et votre emploi (...). Adieu donc 1974, et salut à toi 1975. Je souhaite que tu sois une année accueillante pour tous les Français, que tu répondes à leur attente, à l'attente de chacune et de chacun d'entre vous, à ses espoirs, à ses vœux, à ses désirs, et à son cœur ».

est dès lors très net ; la stratégie de désimplification devient définitive : après un silence de trois mois et demi, V.G.E. fixe souverainement les nouvelles règles, « afin que nul n'en n'ignore ». « Le gouvernement a à faire face à l'ensemble des problèmes, en particulier à l'ensemble des problèmes quotidiens dont, bien entendu, je ne dois pas me désintéresser, mais auxquels il convient que j'apporte la dimension supplémentaire de la durée » (22 avril 1976). Le président de la République a seulement perdu deux ans, et a commis la faute d'oublier cette prophétie lancée en 1972 (préface de V.G.E. à « Imaginer l'avenir ») : « Dans les temps à venir, l'homme d'Etat se dégagera largement des tâches de gestion pour apparaître comme un révélateur et un initiateur ».

Telle est bien la direction suivie dorénavant : la nomination de R. Barre comme Premier ministre et ministre des Finances soulage le président d'une intendance économique qui depuis longtemps ne suivait plus. Le fait de confier la coordination de la majorité successivement à Jacques Chirac (avril 1976), O. Guichard (septembre 1976) puis Raymond Barre (janvier 1977) permet au chef de l'Etat de se dépêtrer du bourbier politique dans lequel s'enlise la « majorité » depuis dix-huit mois. Enfin, la parution de *Démocratie Française* (tire à un million et demi d'exemplaires) au mois d'octobre 1976 contribue à représenter le président de la République comme le guide, le prophète et l'initiateur.

Ici une parenthèse : cette désimplification n'est bien sûr qu'apparente : les commentaires journalistiques accréditant l'idée que « la France n'est plus gouvernée, que le président de la République laisse ses ministres sans idées directrices, que l'impulsion nécessaire n'est plus donnée », tombent dans un panneau habilement planté par les stratèges présidentiels. C'est V.G.E. qui corrige *in extremis* le Plan Barre, au grand dam de son auteur (259), et dès lors, certaines déclarations de l'époque prêtent à sourire (260). Dans la même optique, V.G.E. peut bien affirmer : « Il n'y a plus identification du parti dominant au chef de l'exécutif » (12 janvier 1977), ou mieux encore, « Je ne peux pas, en tant que président de la République, participer à des polémiques (21 décembre 1976), c'est bien le chef de l'Etat (« qui n'est pas un chef de parti, qui est au-dessus des partis » : 21 décembre 1976) qui inspire la candidature de M. d'Ornano à la mairie de Paris, qui crée de toutes pièces un mouvement auquel il donne le nom de son ouvrage (U.D.F.) et qui, plus tard, composera nom par nom, la liste S. Veil aux européennes (261). On sait d'autre part, s'agissant de la présidentialisation du régime, que le nombre des conseillers à la présidence de la République est passé en quatre ans de 17 à 23, les nouveaux venus étant tous des spécialistes des questions de politique, de communication et d'information. La vision d'un président dégagé des problèmes contingents du bas monde pour ne plus s'occuper que de l'Eurafrrique se doit donc d'être sérieusement nuancée sauf à tomber dans le mirage savamment provoqué d'une présidence de la République « à l'abri des tempêtes, (...) à l'écart des jeux

(259) Rapporté par Françoise Giroud dans *La comédie du Pouvoir*.

(260) Interview télévisée du 25 août 1976 : « Je n'ai pas à décrire la politique gouvernementale (...). C'est le gouvernement qui va l'élaborer ».

(261) Voir les déclarations de Francisque Collomb, Henri Caillavet et Michel Debatisse, indiquant innocemment que c'est le président de la République en personne qui a sollicité leur candidature.

de la politique, des fluctuations de l'opinion et des incertitudes de l'économie » (262).

3) LES FRUITS DU DÉSENGAGEMENT.

« Rien ne rehausse mieux l'autorité que le silence » confie le colonel de Gaulle dans *Le Fil de l'Épée* (132). La leçon a été apprise par V.G.E., qui, par ailleurs, occupe de plus en plus fréquemment les créneaux de son illustre prédécesseur (263). Retraite relative, rappels à l'ordre régalien au nom même des intérêts supérieurs de la nation vont contribuer puissamment à replacer le président de la République dans une position d'arbitre. Parce qu'il ne renouvelle par le chantage au départ utilisé depuis 1958, on a pu croire qu'effectivement le 20^e président de la République, avait fait un pas vers l'impartialité. Erreur grossière : en refusant d'utiliser un ressort psychologique assez détendu depuis 1969, V.G.E. semble au contraire dire aux Français : faites ce que vous voulez, de toute façon, vous le ferez avec moi, car je serai encore là, même à l'heure des plus grands périls. Cette tactique intelligente permet au chef de l'Etat d'incarner la permanence de l'idée nationale au-delà des périétés temporelles, de se représenter en Grand Un, autour duquel se référera la nécessaire union au moment voulu. Et à très court terme, cette même tactique renforce la sagesse du Guide, qui peut se permettre d'indiquer ses préférences tout en ne paraissant pas passionnément engagé. C'est pourtant bien en démarcheur publicitaire que V.G.E. se conduit et il suffit pour s'en convaincre de parcourir les allocutions prononcées de juillet 1977 à mars 1978 : les catégories sociales « sensibles » y sont tour à tour sollicitées : rapatriés à Carpentras (8 juillet 1977), Français de l'étranger (14 juillet 1977), personnes âgées à Lyon (9 novembre 1977), agriculteurs à Vassy (16 décembre 1977). Si toutes les cibles intéressantes sont visées, il en est de même des thèmes fleurant bon la déviance canalisable que V.G.E. développe avant le 12 mars : lutte contre la bureaucratie (2 janvier 1978), pouvoir consommateur (23 janvier 1978), écologie (26 janvier 1978). Des mesures « concrètes » étaient ce discours tous azimuts : entrée de deux femmes au gouvernement (10 janvier 1978), création d'un comité national pour la sécurité (1^{er} février 1978), augmentation substantielle de l'allocation chômage (+ 22 % le 20 février). Trouvera-t-on ces déclarations et ces embryons de concrétisation quelque peu épars ? Il est remédié à cette relative carence par le discours synthétiseur, annonçant « le bon choix pour la France », à Verdun-sur-le-Doubs le 27 janvier 1978 (264). S'étant désengagé suffisamment en prévision de ce discours, le président de la République peut

(262) Thomas FERENCZI, *Le Monde* du 26 octobre 1974.

(263) Ainsi de l'exorcisation du régime des partis : « Chargé des intérêts supérieurs du pays (...), je ne permettrai pas qu'on touche aux institutions (...), je ne permettrai pas que les divisions, le bruit et l'agitation compromettent le redressement économique de la France » (discours de Ploërmel où la forme est aussi gaullienne que le fond).

(264) La date elle-même importe : ni trop tôt, ni trop tard. Ce d'autant plus que ce discours est annoncé depuis un an, et qu'il sera réédité sous une forme condensée la veille du premier tour.

mettre tout son poids (compétence personnelle (265), et autorité de la fonction (266) dans la balance : personnalisation et désengagement, hyperthéâtralisation et désacralisation, on trouve tout dans ce fameux discours, et miracle, les concepts ne s'entrechoquent pas, mais se répondent les uns les autres (267). Là encore, comme pour la campagne présidentielle, on peut s'émerveiller du fait brut du discours : c'est l'isoler arbitrairement de la subtile préparation qui l'a permis, c'est oublier ce lent processus qui, en 5 ans, a fait passer le président de la République d'un total engagement à une quasi neutralité rationalisante ; processus presque invisible, se déroulant sans lame de fond, s'appuyant sur les vertus anesthésiantes et soporifiques du temps.

Au moment de conclure une étude sur le discours d'un homme politique, la tentation est forte de poser *la* question qui effleure tout au long des paragraphes, et qui finalement, seule importe : oui, ou non, le discours giscardien est-il efficace ? Reproduisant et traversé par une idéologie qu'il doit aussi contribuer à revitaliser, est-il parvenu à « réaligner l'opération fondamentale de l'alchimie sociale, transformer des relations arbitraires en relations légitimes, des différences de fait en distinctions officiellement reconnues » (268) ?

Question délicate, car on ne dispose pas de critères rigoureux qui permettent de répondre d'une façon tranchée. Il est d'autant plus tentant de se rabattre sur des données chiffrées, des sondages par exemple. Voudra-t-on démontrer la faillite du giscardisme dans sa tentative de légitimation du système, qu'on brandira ces trois chiffres : il n'y a qu'un Français sur dix pour trouver l'action du gouvernement efficace en matière de lutte contre le chômage, et un sur sept seulement pour approuver les méthodes de la lutte anti-inflationniste ; dans le même temps, trois Français sur quatre estiment que ces deux problèmes sont les priorités de l'heure. Voudra-t-on démontrer à l'inverse la solidité du régime et on arguera qu'à la même époque, 51 % des Français persistent à accorder leur confiance au Président de la République, 43 % seulement la lui refusant. On n'est guère plus avancé, si ce n'est que se confirme cette fausse objectivité du sondage à qui on peut faire étayer toutes les démonstrations. On frôlerait peut-être plus la vérité en considérant ce sondage grandeur nature qu'a été la consultation électorale de mars 1978 : en fait, la même perplexité nous saisit. D'un côté, la « majorité » avec 290 sièges conserve une confortable avance sur l'opposition (200 députés), et elle polarise sur ses candidats uniques, 50,5 % des exprimés du deuxième tour. Mais « même si comme en 1974, la marge importe peu

(265) « Je suis venu vous demander de faire le bon choix pour la France ». « Moi, qui, dans *ma* fonction, connaît bien les limites du savoir, je m'adresse à celles et à ceux qui cherchent ... Je m'adresse à vous ».

(266) « Que penseraient et que diraient les Français si dans cette circonstance, leur président se taisait », « Le président de la République n'est plus l'agent électoral de quelque parti que ce soit », « Le président n'appartient pas au jeu des partis. Il doit regarder plus haut et plus loin, et penser d'abord à l'intérêt supérieur de la nation ».

(267) « Je vous donnerais tous les éléments nécessaires pour éclairer notre décision. Mais dans la France républicaine, la décision dépendra de vous », « Nul n'est en droit de me dicter ma conduite. J'agis en tant que Chef de l'Etat et selon ma conscience, et ma conscience me dit ceci ... », « Tout cela, votre réflexion permet de le comprendre ».

(268) P. BOURDIEU, A.R.S.S., n° 2-3, p. 130.

par rapport au fait brut de la victoire » (269), quelques précisions statistiques éclairent la portée du scrutin. Au premier tour, « majorité » et « diverses droites » ne réunissent que 47 % des voix contre 49,3 % à la gauche. On sait de surcroît qu'avec une représentation proportionnelle à la plus forte moyenne dans le cadre départemental, la gauche l'aurait emporté, et que même, en gardant le système actuel, il eut suffi d'un déplacement moyen de 946 voix dans 45 circonscriptions pour que la barre fatidique des 246 circonscriptions fut atteinte par la gauche.

Comme on le voit, la statistique, science exacte par excellence, n'est guère d'un grand secours. Il faut être plus « subjectif », en fait, travailler sur la durée du temps, « pour reprendre cette expression mollement bergsonienne que V.G.E. affectionne et qui n'est pas aussi profonde qu'il le croit » (270). Si on le replace dans une perspective à long terme, on peut s'interroger sur la platitude, la banalité, de ce discours qu'on dit inodore, sans imagination. Par exemple, reprenons cette question faussement candide. « Qui aurait parié sur cette capacité du « système Giscard » à digérer un million et demi de chômeurs, à se satisfaire d'un patronat désabusé, et d'une croissance qui se traîne ? L'opposition piétine dans les platitudes mortes ou mourantes du langage de masse, du slogan. Elle ne parvient pas à ébranler un homme à propos duquel elle n'a cessé de parler de faiblesse ou de dilettantisme » (271).

Pour apprécier la réussite du discours giscardien, peut-être aussi faudrait-il savoir d'où il part, ce qu'il visait. D'où part-il ? V.G.E. lui-même répond, lors d'une interview fameuse à *l'Express* (272). « Les facteurs qui rendent la conduite des affaires de la France difficile, existaient tous antérieurement à mon élection. Il y en a quatre : « J'ai eu à conduire les affaires d'un pays divisé en deux, avec, sans doute, dès le départ, un certain avantage à l'opposition (...) » ; « Seconde difficulté objective : la majorité parlementaire que j'ai trouvée était antérieure à mon élection, ne coïncidait pas avec elle et avait comme caractéristique la présence d'un groupe très important et majoritaire formé par l'U.D.R. (...) » ; « La troisième difficulté objective était la situation de crise économique profonde que nous avons traversé (...) » ; « Le quatrième facteur, c'est l'union de l'opposition, c'est-à-dire le fait qu'il y ait un programme commun et une entente électorale entre les communistes, les socialistes et les radicaux de gauche ». Où en est-on, cinq ans après l'élection présidentielle ? A ce que trois de ces quatre « difficultés objectives » sont en passe d'être résorbées : l'opposition a perdu son avantage électoral ; le R.P.R. voit fondre sa base électorale et voit son groupe parlementaire se giscardiser ; enfin, et surtout, le programme commun a volé en éclat. Ne subsiste que « la situation de crise économique profonde » qui persiste, voire s'aggrave, et le seul danger vient présentement de cette subsistance. Aidé par le temps, « quatrième dimension de la relativité », V.G.E. peut espérer approcher son objectif suprême, rapporté

(269) J.C. COLLIARD, « Le parti giscardien », in *Pouvoirs*, n° 9, p. 120.

(270) O. TODD, p. 399. Mais nous pensons, au contraire, qu'elle est plus profonde qu'O. Todd ne le pense.

(271) J. Bothorel, p. 9. Jugement à nuancer ; le terme « patronat désabusé » par exemple, est très exagéré surtout depuis que R. Barre a mis en service sa « NEP libérale » (mars 1978) ; il n'est pas juste non plus de dire que toute l'opposition a systématiquement sous-estimé V.G.E.

(272) 9 mai 1977.

par Xavier de la Fourrière (273) : « Je souhaiterais qu'au terme de mes fonctions, le débat français s'exerce à l'intérieur de notre société pour l'améliorer et non pas la renverser ». Le chef de l'Etat a quelque chance d'y parvenir, à cette condition près qu'aucune bourrasque sociale n'emporte les fils encore fragiles de cette gigantesque toile d'araignée idéologique que patiemment il tisse.

L'obtention d'une société consensuelle..., le voilà le vrai critère de jugement ; le temps et la durée, la voilà la vraie stratégie. De Gaulle avait coutume de pérorer : « Si Dieu me prête vie jusque-là... », Giscard paraît répliquer : « Si les Français m'en laissent le temps ». Car c'est bien le temps qui permet au chef de l'Etat d'investir les mots, de leur faire décrire cette insidieuse dérive significative où « le changement » devient insensiblement adaptation à un ordre du reste invisible, où le pluralisme et l'alternance se transforment en autant de verrous plaquant et appauvrissant le champ politique. C'est encore l'utilisation judicieuse du temps qui rapproche le citoyen de l'Etat-gendarme par lente création d'une demande répressive immédiatement satisfaite ; c'est le temps enfin qui, transformant les alternatives en dilemmes, marginalise à la longue, les extrêmes, ne laissant comme choix électoral pour les citoyens que « le bon choix » pour le système. On ne peut bouleverser les représentations collectives du jour au lendemain. Il y faut de la patience et le président de la République en a : « Pour moi, le temps est une matière qu'on travaille comme on travaille une autre matière, parce que je crois que les transformations passent par une prise de conscience. Et les prises de conscience, c'est lent » (274). Ne rien brusquer, ne rien précipiter, ne pas choquer, ne pas bousculer : suggérer, répéter, attendre, engranger. S'adressant aux jeunes giscardiens (275), V.G.E. a cette phrase, qu'on se garderait bien de démentir : « vous comme moi avons le temps avec nous, vous à cause de votre âge, moi à cause de ma fonction ». Certes, compter sur le temps donne parfois l'impression de l'hésitation, du trouble : ce brouillard d'insaisissabilité est, pour une large part, volontairement créé. Non, le discours giscardien ne balbutie pas, il est simplement gradualiste ; non, il n'hésite pas, il est au contraire tenace. Le discours giscardien est « incrémentaliste », l'incrémentalisme désignant pour les sociologues américains « une action par petites étapes, avec guidage par infléchissements et approximations successives, processus avant tout fondé sur la recherche progressive d'un consensus » (276).

Dès lors, évitons l'erreur commune de s'en tenir à la surface des choses : bien sûr que le discours giscardien, à la force de constats et de didactisme plat, semble friser le degré zéro de la rhétorique. Bien sûr, ... et alors ? De Gaulle travaillait sur le mode emphatique, sur le registre tragico-héroïque. Mais ce n'est pas sur les créneaux expressifs qu'on peut juger un discours de pouvoir. Le seul point de référence c'est la survivance de ce pouvoir, et à travers lui, la reproduction des relations sociales de domination qu'il occulte, protège, légitime, naturalise. Et sur ce point crucial, V.G.E. est très loin du point zéro. « Le secret de l'espèce giscardienne, c'est le temps, non pas le temps pour construire,

(273) In *Valéry Giscard d'Estaing*, p. xv.

(274) Entretien avec J. Chancel, 20 mai 1975.

(275) 12 février 1978.

(276) L. Nizard utilise l'expression pour le Plan français. Voir R.F.S.P., 1976, p. 1121.

pour changer : le temps pour durer. Avec le temps tout s'émousse et la clef du giscardisme tient peut-être dans le mariage réussi — jusqu'à présent — d'un couple apparemment inconciliable. D'un côté, un président de la République qui fonde sa légitimité sur sa capacité de durer, d'encaisser les coups sans broncher ; de l'autre, un système néo-capitaliste qui ne tolère plus que des cycles courts, la rotation du capital, des stocks de l'entreprise, des livres dans les vitrines, et des contestations dans les esprits » (277).

(277) J. Bothorel, p. 9.